

M. Giulio Andreotti
accepte de former
le gouvernement italien

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Mé

Directeur : Jacques Fauvet

1,40 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,50 dir. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
12 fr. ; Canada, 50 c. ; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 16 pes. ; Grèce, 200 dr. ; Italie, 120 l. ;
Japon, 100 y. ; Liban, 120 l. ; Luxembourg, 12 fr. ;
Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 1 fl. ; Portugal,
200 esc. ; Suède, 2,25 kr. ; Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 85 c. ; Venezuela, 10 c. ;
Zaire, 200 z. ;
Tarif des abonnements page 13
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 10
C.C.P. 6207-25 Paris
Tél. Paris 20 56678
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LA RUPTURE entre Londres et Kampala

La Grande-Bretagne a rompu, mercredi 28 juillet, ses relations diplomatiques avec l'Ouganda. Les Britanniques, qui ont pourtant été depuis lors quelques années, restent utilisés pour la dernière fois à ce procédé en 1946 à l'égard de l'Allemagne, lorsque des ministres alliés avaient endossé des avions de Sa Majesté. M. Cross, secrétaire au Foreign Office, a annoncé sa décision aux Communes en des termes d'une rare détermination. Il assure l'avoir prise « à regret », la haute commission britannique à Kampala « ne pouvant remplir son rôle normal ». Les ministres espèrent d'évidentes améliorations dans la coopération politique du général Amin, que le jour où il sera possible de renouer des relations cordiales « viendra rapidement ».

Pour les deux cents Britanniques qui, en dépit des pressantes sollicitations de leur gouvernement, ont décidé de demeurer en Ouganda, la rupture apparaît comme une décision sans conséquence. L'ambassade de Londres s'est chargée d'assurer la sécurité de leurs intérêts. La presse anglaise se félicite, c'est le titre de l'éditorial du « Times », de la rupture avec un dictateur. Et rappelle, il y a deux semaines, aux diplomates britanniques, puis à la presse, que le général Amin, en cherchant à se faire passer pour un homme d'État, avait dépeché Londres dans un ultime effort de conciliation. Le général Amin avait prêté serment qu'il était un homme d'État, mais les deux semaines, aux diplomates britanniques, puis à la presse, que le général Amin, en cherchant à se faire passer pour un homme d'État, avait dépeché Londres dans un ultime effort de conciliation.

La décision de Londres a pour effet une simplification plus vaste d'un simple geste d'exaspération avant les extravagances d'un homme pour qui le terme « imprévisible » (imprévisible), cher aux journalistes, semble avoir été inventé. L'humiliation que lui a infligée le raid israélien sur Entebbe, le chef de l'État ougandais en mauvaise posture. La situation catastrophique dans laquelle se trouve l'Ouganda, ses forces armées qui seraient sursollicitées, ses finances qui seraient épuisées, ses relations avec les pays voisins qui seraient rompues, ses relations avec les pays voisins qui seraient rompues, ses relations avec les pays voisins qui seraient rompues.

Le conflit armé, qui peut éclater à tout moment entre Kampala, soumise à la pression du mouvement de l'Afrique du Sud, qui regroupe, économiquement, depuis 1967, le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie. D'ores et déjà, cette union est moribonde, bien qu'elle soit indispensable au développement de trois pays étroitement complémentaires. Depuis un an environ, la région en commun des chemins de fer et des ports est devenue insupportable. La compagnie aérienne africaine Airways, au sein de laquelle étaient associés les trois pays, ne peut plus envisager de fonctionner sans cesse dans une situation de crise. Les employés, accusés de ne pas avoir facilité, l'atterrissage des appareils israéliens, ont été fusillés par les Ougandais. L'armée de Kampala, dont les effectifs sont tombés de 24 millions à 2 millions de soldats, a été démantelée. Déjà déshonorée par diverses crises de la rébellion érythréenne, le conflit latent entre l'Éthiopie et la Somalie à propos de Djibouti, l'Afrique de l'Est juxtapose des États dont les choix politiques, de la Tanzanie « socialiste », du Kenya « libéral », sont très divergents. La personnalité du général Amin, dont les décisions sont d'autant plus redoutées qu'il ne sent désormais le poids de son pouvoir, fait planer sur cette région la menace d'une mise feu qui aurait, en Afrique, des conséquences. A cet égard, le continent noir serait bien passé de l'économie à la présidence sortant de l'O.U.A.

(Lire nos informations p. 4.)

La Chambre des députés de Djibouti nomme le successeur de M. Aref

La Chambre des députés du Territoire français des Afars et des Issas, convoquée en session extraordinaire par M. Camille d'Ornano, haut-commissaire de la République française, se réunit ce jeudi 29 juillet à Djibouti à partir de 11 heures (heure de Paris). Elle doit désigner un successeur à M. Ali Aref, président du conseil de gouvernement du T.F.A.I., qui a démissionné, le 17 juillet dernier, de son poste.

La formule d'un gouvernement d'union nationale, retenue en principe lors des pourparlers de Paris sur l'accession du Territoire à l'indépendance, ne sera pas encore appliquée dans ce cabinet.

Le sénateur Barkhat Gourad, principal artisan de la « fronde » au sein du parti de M. Ali Aref, qui lui a fait perdre sa majorité en scindant son groupe parlementaire, a déposé, mercredi soir, sur le bureau de l'Assemblée, une liste de sept de ses amis et de deux représentants de la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), principal parti d'opposition de Djibouti. Ce cabinet, qui semblait avoir, jeudi matin, de sérieuses chances d'être élu, serait dirigé par M. Abdallah Mohamed Kamil, secrétaire général du précédent gouvernement, d'origine afar.

L'Union nationale pour l'indépendance (U.N.I.), parti de M. Ali Aref, a déposé de son côté une liste de candidats, qui comprend plusieurs anciens ministres et personnalités acquiescentes à l'ancien président du Conseil de gouvernement M. Omar Farah Hidir, président de l'U.N.I., a indiqué qu'un gouvernement d'union nationale est possible que si les autres partis acceptent d'être représentés dans le conseil de gouvernement. M. Ali Aref, d'origine afar, qui assure actuellement l'intérim.

M. ARAFAT
EST ATTENDU A DAMAS
DANS LES PROCHAINS
JOURS

(Lire page 1 l'article de
J.-P. PERONCEL-RUGOZ.)

LE SÉISME A L'EST DE PÉKIN a causé des pertes et des dégâts « extrêmement graves »

annonce le comité central du P.C.C.

Vingt-quatre heures après le très violent tremblement de terre qui s'est produit dans le nord-est de la Chine le 28 juillet, à 3 h. 42 (heure locale), les autorités chinoises ont reconnu que le séisme avait eu des conséquences catastrophiques. Un communiqué du comité central du parti communiste chinois diffusé par l'agence Chine nouvelle annonce, en effet, que le tremblement de terre « a causé de lourdes pertes en vies humaines et provoqué d'importants dégâts », précisant que la ville de Tang-Chan en particulier, a subi des pertes et des dégâts extrêmement graves. Le communiqué reconnaît aussi que les villes de Tien-Tsin et de Pékin ont été touchées.

Le comité central a adressé aux sinistrés un message de sympathie du président Mao, « très affecté par la nouvelle du cataclysme », et les a assurés que tout serait fait pour les aider. De leur côté, les États-Unis ont exprimé leur sympathie à la République populaire de Chine et au peuple chinois et se sont déclarés prêts à offrir une assistance humanitaire.

Selon l'agence Chine nouvelle, les coordonnées de l'épicentre de ce nouveau séisme seraient 38° 4' nord et 118° 1' est. Les seuls morts connus (une Française et un Japonais) auraient été tués par la chute d'un toit dans la ville de Tang-Chan, ville minière de 1 million d'habitants située par 38° 30' nord et 118° 11' est. Les seuls morts connus (une Française et un Japonais) auraient été tués par la chute d'un toit dans la ville de Tang-Chan, ville minière de 1 million d'habitants située par 38° 30' nord et 118° 11' est. Les seuls morts connus (une Française et un Japonais) auraient été tués par la chute d'un toit dans la ville de Tang-Chan, ville minière de 1 million d'habitants située par 38° 30' nord et 118° 11' est.

La terre tremble toujours dans la région dévastée : le réseau du laboratoire de détection et de géophysique du Commissariat à l'énergie atomique a enregistré sept « répliques », dont une, survenue le 28 juillet vers 19 heures (heure locale), soit 12 heures heures de Paris, était d'une magnitude presque égale à celle de la secousse principale.

GUY DRUT médaillé d'or au 110 mètres haies

Déjà médaillé d'argent aux Jeux olympiques de Munich en 1972, Guy Drut a obtenu, le 28 juillet à Montréal, la médaille d'or du 110 mètres haies. Quelques instants plus tard, les épreuves françaises ont remporté une médaille d'argent, inattendue, dans l'épreuve par équipes. Ces succès permettent à la France de figurer à la quatrième place du classement provisoire et d'obtenir des médailles (1 d'or, 2 d'argent et 4 de bronze), loin derrière l'Union soviétique (87 médailles, dont 33 en or), la République démocratique allemande (67, dont 30 en or) et les États-Unis (67, dont 22 en or).

(Lire page 6 l'article de
FRANÇOIS JANIN.)

COMMENT LOGER LES FRANÇAIS

par ROBERT GALLEY (*)

Vouloir présenter la nouvelle orientation de la politique du logement en oubliant les résultats de vingt-cinq années d'efforts serait injuste. Il nous faut apprécier les succès d'une politique qui, grâce aux aides de l'État, au dynamisme du mouvement H.L.M., ainsi que des autres constructeurs, a permis d'augmenter progressivement le rythme de la construction à plus de cinq cent mille logements par an. Il faut enfin prendre conscience qu'au cours des dernières années la France est le pays d'Europe qui a consenti

l'effort collectif le plus important en faveur du logement. Pourtant, trop de Français restent insatisfaits. Notre système d'aide n'atteint pas pleinement ses objectifs sociaux, puisque les moins fortunés sont financièrement incapables de supporter les charges des logements les plus adéquats.

(Lire la suite page 19.)

En juin LA HAUSSE DES PRIX A ÉTÉ LA PLUS FAIBLE DEPUIS TROIS ANS :

0,4 %
La hausse des prix à la consommation en juin serait finalement de 0,4 %. Les produits alimentaires auraient augmenté de 0,3 %, les produits manufacturés de 0,5 %, et les services de 0,5 % également. M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, avait indiqué il y a quelques jours que le pourcentage se situerait entre 0,4 et 0,5 %. Il faut remonter au printemps de 1973 pour constater une hausse d'annualité inférieure à 0,5 %, en février, 0,5 % en mars.
En mai dernier, l'indice des prix à la consommation avait progressé de 0,7 %. En juin 1975 (de juin 1975 à juin 1976), l'augmentation ressort à 0,1 %. Elle est de 0,4 % pour le premier semestre 1976. Rappelons que M. Jean-Pierre Fourcade a pronostiqué que le rythme annuel de la hausse des prix serait inférieur à 10 % pour l'ensemble de l'année.

LA CHINE AU BORD DU MÉKONG

La Chine des provinces s'ouvre progressivement aux visiteurs étrangers. Récemment, le roi du Népal, puis la sœur du chah d'Iran, ont été reçus au Tibet. Le « visa » pour Lhasa n'est certes pas encore accordé aux journalistes. Cependant, notre correspondant Alain Jacob a pu récemment séjourner dans la Chine du bord du Mékong, dans le Yunnan du sud profond qui jouxte l'Indochine, loin de Pékin et du Nord-Est actuellement ravagé par le séisme. Cette Chine du Sud, au climat subtropical, est aussi celle d'un étonnant fractionnement ethnique. Mais on y pourchasse, comme ailleurs, les « ennemis de classe ». Une région idéale pour analyser les rapports entre le centre et la périphérie et s'interroger sur la politique menée par Pékin à l'égard des minorités culturelles.

I — Entre la montagne et la jungle

Ching Hung (préfecture autonome de Hsishuang Pan Na, Yunnan). — Les eaux boueuses ruissellent entre de hautes rives boisées, laissant seulement la place sur les berges à quelques potagers, quelques rangs de bananiers. Dans la brume de chaleur qui

De notre envoyé spécial
ALAIN JACOB

déjà obscurcit les lointains malgré l'heure matinale, les ronds cimes des montagnes environnantes ferment l'horizon de toutes parts. Le Mékong, qui pour une cinquantaine de kilomètres encore, jusqu'au point de rencontre des frontières chinoise, birmanne et laotienne, s'appelle la rivière Lancang, est large ici comme la Seine aux environs de Paris. Venu des sommets tibétains, le fleuve cherche sa voie à travers les hautes reliefs et ne s'étendra vraiment que beaucoup plus au sud après avoir parcouru toute la péninsule indochinoise jusqu'à Phnom-Penh pour se terminer dans les rizières de son delta, près de Saïgon.

AU JOUR LE JOUR

L'ÉMIR IMMIGRÉ
L'émir de Qatar, Cheikh Khalifa bin Hamad Al Thani, est arrivé mercredi à Paris en avion privé à bord d'un DC-10 spécial. La nouvelle est moins banale qu'il n'y paraît à première vue. C'est, en effet, M. Difond qui l'a accueilli à l'Orly. M. Difond, secrétaire d'État aux Transports immigrés.
Pour solenniser qu'elle soit la mise en œuvre de la loi relative à l'immigration, l'émir devra strictement respecter la loi française. Passe encore qu'il se syndique, mais gare à lui s'il met trop ostensiblement dans les foyers de banlieue !
S'il fait venir sa famille dans notre pays, qu'il se plie à la réglementation et, comme le rappelle récemment M. Difond, qu'il n'use pas de son pouvoir pour faire passer des visas touristiques ! Et, quand il prendra le métro, qu'il ne tétarisse pas les vieilles dames entre Barbès et Saint-Michel ! Il serait immédiatement expulsé. Mais qu'il se rassure : c'est M. Pompidou lui-même qui viendrait l'arrêter et le remettre à bord de son DC-10.
JACQUES DECORNOY.

HUIT LIVRES SUR L'AMÉRIQUE LATINE

Entre la réaction la réforme et la révolution

Un jésuite français, qui vit depuis sept ans dans la banlieue ouvrière de Santiago, un exilé chilien, un diplomate, qui représenta à La Havane le gouvernement d'Unité populaire, un journaliste vénézuélien, s'interrogeant avec d'autres sur le passé récent et l'avenir du continent sud-américain. Parmi les huit ouvrages, récemment publiés sur l'Amérique latine, c'est sans doute l'essai provocant du journaliste vénézuélien Carlos Rangel — Du bon souge au bon révolutionnaire — qui mène au plus loin l'analyse. A « la réussite démesurée des États-Unis » a répondu, selon cet auteur, « l'échec historique » des nations latino-américaines, qui ont cherché une compensation dans des mythologies révolutionnaires, telles que le guérillaisme.
Mais l'« homme nouveau » n'a pas surgi dans les matins de l'his-

(Lire page 11 les articles
de JEAN-PIERRE CLERC.)



Anna et Mister God

Avant-propos de V. Sproxton
"Ce beau livre qui conte une histoire vraie, touche le cœur, atteint la sensibilité". La Vie catholique
Traduit de l'anglais par L. De Goussier. Illustrations de Paris. 208 pages 27 F.



OEUVRES DE PIERRE
FEILHARD DE CHARDIN
TOME 13
Le cœur de la matière

Ce dernier volume rassemble des textes inédits ou dispersés, dont deux essais capitaux : Le Cœur de la Matière et Le Christique.
256 p. 30 F. relié 48 F.
Voir page 3

SEUIL

(Lire nos informations p. 4.)

EUROPE

Grande-Bretagne

M. Callaghan a conclu avec les syndicats un accord de trois ans

Londres. — Le premier ministre, M. Callaghan, a présenté, mercredi 28 juillet, le nouveau « contrat social » conclu entre le gouvernement et les syndicats. A côté de lui, à la tribune de Transport House, le quartier général travailliste, se trouvaient MM. Len Murray, secrétaire général de la Confédération des syndicats (TUC), Ron Hayward, secrétaire général du Labour Party, et Cledwyn Hughes, président du groupe travailliste à la Chambre.

L'accord dont M. Callaghan a vanté les mérites n'est pas entièrement nouveau. Son contenu a été discuté à maintes reprises. Mais après qu'il eut été officiellement accepté par le conseil général du TUC, le comité exécutif du Labour lui a apporté, mercredi, son « imprimatur », sans beaucoup d'enthousiasme, il est vrai.

Le document énumère des objectifs désormais bien connus : mettre fin à l'endettement de l'Etat, réduire l'inflation, combattre le chômage et, enfin, — c'est là une tendance récente — accorder la priorité aux entreprises de production plutôt qu'aux « services », de plus en plus coûteux et hypertrophiés.

Selon le premier ministre, cet accord devrait assurer, pour trois ans au moins, une période de « stabilité industrielle » qui permettra de ranimer l'économie britannique tout en tenant compte des priorités sociales. Pour atteindre ces objectifs, il importe de maintenir une étroite coopération entre le gouvernement et les syndicats, ce qui laisse entendre qu'un éventuel retour des tories au pouvoir ne manquerait pas d'aboutir à une confrontation.

M. Benn absent

Des concessions ont été faites de part et d'autre. En échange de la modération des syndicats, le gouvernement a accepté de présenter à nouveau le projet d'impôt « sur la fortune » qui avait été mal accueilli au Parlement. Sur bien des points aussi, le contrat laisse la porte entrouverte aux revendications classiques de la gauche, telles que la nationalisation des banques, l'intervention croissante de l'Etat dans les branches essentielles de l'industrie et la lutte contre les importations. Mais il est clair qu'aux yeux du gouvernement, ces projets ne pourraient être appliqués qu'à long terme.

Les divergences demeurent néanmoins très apparentes entre le gouvernement et la gauche travailliste. Le comité exécutif du parti n'a approuvé le nouveau contrat social que par trois voix contre onze. Une fois M. Callaghan parti, la gauche est d'ailleurs parvenue à faire approuver une autre motion qui réclamait un changement sensible de la politique économique.

Le ministre de l'énergie, M. Benn, qui est aussi le chef de file de la gauche, avait préféré être absent. C'est par M. Callaghan que choisit entre le leadership des rebelles et son poste dans le cabinet, il s'est livré, mercredi, à un numéro d'acrobatie qui ne manquera pas de tenir son auditoire révolutionnaire.

Plus grosses de péril sont les divergences qui subsistent entre le gouvernement et la majorité des dirigeants syndicaux. Ces derniers ne dissimulent pas qu'ils ont, eux aussi, des attentes. Ils veulent des dépenses publiques qui visent d'être imposées par M. Healey. Ils estiment que le cabinet ne fait pas d'efforts suffisants pour réduire le nombre des chômeurs qui atteint un million et demi.

La manifestation d'unité de Transport House n'a donc pas été

des communes. Ce rassemblement avait été conçu pour démontrer, avec autant d'éclat que possible, l'unité du Labour. C'était aussi une façon d'isoler et même de condamner la gauche du parti, qui poursuit son combat, aussi bien contre la limitation des augmentations de salaires que contre les économies budgétaires annoncées par le chancelier de l'Echiquier.

De notre correspondant

entièrement convaincante. M. Callaghan n'a d'ailleurs pas caché son exaspération lorsqu'il a été interrogé sur l'attitude de M. Benn

et, plus encore, sur le fait que la moitié du Comité exécutif travailliste (il y avait quatre abstentions et quatre absents) n'a pas donné son appui au contrat social.

JEAN WETZ.

Espagne

LA RÉUNION DU P.C.E. A ROME

M. Santiago Carrillo pose ses conditions pour un dialogue avec le gouvernement

Rome. — Le parti espagnol abandonne officiellement la clandestinité. L'annonce a été faite mercredi 28 juillet, à l'ouverture des travaux du comité central du P.C.E. à Rome, par M. Santiago Carrillo, secrétaire général du

parti. La présidente du parti, Mme Dolores Ibarruri, la « Pasionaria », a rappelé de son côté l'adhésion du P.C.E. à l'Internationale prolétarienne, tout en réaffirmant son caractère original et national.

En ce qui concerne la transformation démocratique du pays, M. Carrillo n'a pas exclu pour les forces d'opposition la possibilité d'engager le dialogue avec l'actuel gouvernement, à condition que celui-ci abandonne l'actuelle loi sur les associations politiques (partis). Il a ensuite énuméré les points sur lesquels l'opposition ne peut se permettre de céder ni de perdre la face :

1) Ouverture d'une période constitutive avec convocation d'élections pour former une assemblée. A ce sujet, M. Carrillo a rejeté l'idée d'un référendum pour réformer l'actuelle Constitution.

2) Concession d'une amnistie générale pour tous les délits politiques, même pour les auteurs de « prétendus délits de terrorisme ». 3) Constitution de gouvernements d'urgence en Catalogne, au Pays basque et en Galice et élaboration de statuts d'autonomie pour les autres peuples d'Espagne qui le réclament. 4) Cessez-le-feu immédiat. M. Carrillo a défini les engagements de l'opposition : garantie que le changement démocratique se fera dans la paix civile et sans recourir à la violence ; respect des libertés démocratiques, respect des droits de l'homme, de la liberté religieuse. Enfin, M. Carrillo a réaffirmé l'engagement du P.C.E. à défendre les commissions militaires autonomes en Catalogne, au Pays basque et en Galice, première fois publiquement, en tant que membre du comité central du parti communiste.

LA PRESSE MADRILÈNE SOULIGNE L'APPARTENANCE OFFICIELLE DE M. CAMACHO AU PARTI COMMUNISTE

Madrid (A.F.P.). — La réunion à Rome du comité central du parti communiste espagnol a été annoncée, mercredi matin, par toute la presse espagnole. Pour la première fois, même l'organe du mouvement national publie une photo de « Pasionaria » arrivant à Rome accueillie par Marcelino Camacho.

Plusieurs journaux soulignent que la présence du chef syndicaliste, secrétaire du comité de coordination des « commissions ouvrières », dans cette réunion confirme, pour la première fois, son appartenance au parti communiste et à son comité central. Jamais dans le passé M. Camacho n'avait donné d'indication sur son appartenance politique.

La presse souligne également la présence à Rome du prêtre ouvrier Francisco Garcia Salve et de l'économiste Ramon Tamames. Au moins cinq membres du comité central n'ont pu se rendre à Rome, deux sont malades et deux autres sont détenus : Sanchez Monero et Santiago Alvarez, secrétaire général du P.C. galicien, Francisco Romero Martin, quant à lui, a été mis en liberté provisoire mardi.

A TRAVERS LE MONDE

Allemagne fédérale

• AU PROCÈS DU GROUPE BAADER-MEINHOFF, le président a été assailli le 28 juillet par un tonnerre de la défense, Klaus Jurenschke, lui-même l'un des accusés à un autre procès du groupe, à Kaiserslautern. Il a frappé le juge, l'a précipité à terre et s'apprêtait à l'assommer lorsqu'il a été maîtrisé par les autres juges, les procureurs et une quinzaine de gardes venus à la rescousse. Il avait auparavant traité M. Prinzling de « cochon » et de « fasciste ». Quant aux procureurs, il les avait qualifiés de « marionnettes ». Le juge Prinzling lui avait infligé deux semaines de prison pour injures à magistrat. — (A.F.P.)

Bulgarie

• M. CEAUSCESCU, chef de l'Etat et du parti roumain, arrivé mardi 27 juillet en « visite d'amitié » à Varna, a eu dans la soirée une première audience avec M. Todor Jivkov, président du Conseil d'Etat et premier secrétaire du P.C. de Bulgarie. Les deux pays viennent de conclure plusieurs accords de coopération économique. — (A.F.P.)

Colombie

• DEUX ÉTUDIANTS ont été tués le mercredi 28 juillet, au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre dans la ville de Bucaramanga, à 350 kilomètres au nord-est de Bogotá. Une centaine d'arrestations auraient été opérées. Des heurts entre étudiants et forces de l'ordre se sont également produits à Baranquilla et Tunja, faisant plusieurs blessés. — (A.F.P., Reuter.)

Namibie

• ONZE DISSIDENTS de la SWAPO (Organisation des peuples du Sud-

Ouest africain) ont été transférés il y a dix jours, les sautiers, indiqués à l'origine de la source diplomatique à Lusaka. Ils étaient détenus, avec quarante autres personnes, par les autorités angolaises, soupçonnées d'« assumer leur protection ». Ces dissidents réclament la tenue d'un congrès de la SWAPO, afin que soient élus de nouveaux dirigeants. Ils accusent la direction actuelle, que préside M. Sam Nujoma, de corruption, de criminalité, et lui reprochent de ne pas mettre à la disposition des maquisards les armes qu'elle a reçues. — (Reuter.)

Pérou

• UN FRET DE 340 MILLIONS DE DOLLARS sera accordé le 3 août prochain par un groupe de banques américaines au Pérou pour l'aider à financer sa dette extérieure. Les prêteurs ont demandé au Pérou d'accepter un certain contrôle sur sa politique économique. — (A.F.P.)

Rhodésie

• L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE a lancé, mercredi 28 juillet, un appel à l'Irân, lui demandant de mettre fin à « son honteux et dangereux trafic d'armes avec la Rhodésie ». — (Reuter.)

Soudan

• COUVRE-PEU A KHARTOUM. — M. Masum Awad, ministre soudanais de l'Intérieur, a proclamé mercredi 28 juillet, le couvre-feu, de 23 heures à 5 heures, à Khartoum et sa banlieue. Aucune explication n'a été fournie de cette décision. Plusieurs dizaines de personnes accusées d'avoir participé à la tentative de coup d'Etat du 2 juillet sont actuellement jugées par deux tribunaux militaires. — (A.F.P.)

Pologne

Le gouvernement ne parvient pas à trouver une stratégie économique

De notre correspondant

Vienne. — La publication, à Varsovie, des résultats économiques du premier semestre de l'année, confirme que, si l'industrie polonaise continue de se développer à un rythme plutôt vif (plus 13 %), l'agriculture, elle, connaît toujours des difficultés et cela pour la troisième année consécutive.

La quantité de viande d'abattage vendue à l'Etat a diminué globalement de 1,2 % par rapport à la même période de 1975, les livraisons pour la viande de porc

reculant de façon plus importante : moins 7,2 %.

Autre point noir : la quantité de céréales achetée par l'Etat aux paysans est inférieure de près d'un quart (— 23 %) à celle de l'an dernier. Cela n'est guère étonnant, la récolte de 1975 ayant été d'environ 18 millions de tonnes, soit 3,5 millions de tonnes de moins que prévu. Ces déboires ne contribueront pas à améliorer la situation déjà critique dans le secteur alimentaire, en particulier pour la viande.

Après les manifestations populaires du 25 juin dernier, qui, selon le journal ouest-allemand *Die Welt*, auraient fait à Radom dix-sept morts, et non pas deux comme il a été dit officiellement, le gouvernement n'a toujours pas arrêté la date à laquelle les nouvelles augmentations entreraient en vigueur. Contrairement au projet initial, celles-ci ne concerneront pour cette année que la viande (plus 35 % en moyenne), les produits carnés et la volaille.

Les résultats économiques du premier semestre ne devraient pas, normalement, inciter les autorités à trop tergiverser, car le déséquilibre persiste entre l'offre et la demande représente un facteur inflationniste évident.

Dans cette affaire, le parti et le gouvernement polonais sont en réalité pris à leur propre jeu. Pour mettre fin à la stagnation, les dirigeants ont pratiqué, depuis cinq ans, une politique, classique, pourr-on dire, de relance par la consommation. Les salaires ont été fortement augmentés, le Plan a été déclaré « ouvert », c'est-à-dire susceptible de modifications par le haut, évidemment. Mais le gouvernement a investi à tort de bras. Mais, outre que le résultat de ces investissements ne peut se faire sentir qu'après plusieurs années, alors que l'argent distribué pour les salaires est immédiatement disponible, l'endettement vis-à-vis de l'étranger, cru fortement, déséquilibrant le balance des échanges extérieurs.

Une telle politique suppose un appareil économique efficace, une grande souplesse dans le maniement des leviers de la croissance, afin de donner en temps utile les coups de frein nécessaires. Tel n'est pas le cas, d'où l'évidence : même si d'après les dernières déclarations officielles, la productivité paraît s'améliorer sensiblement, l'économie polonaise sera d'une efficacité relative, tant qu'elle traitera le boulet d'une agriculture structurellement archaïque.

D'autre part, l'incapacité de dirigeants à maîtriser l'expansion est attestée par le fait que, à cours du premier semestre, les investissements ont augmenté de 11,6 % par rapport à la même période de 1975, alors que le rythme de croissance pour l'année ne devrait être que de 5,5 %.

M. Jaruzelski, le premier ministre polonais, a déclaré, le mercredi 28 juillet, à des représentants des ouvriers des principales entreprises de Radom, où sont produits le 25 juin, les troubles les plus graves, que le gouvernement tirerait pour l'avenir les leçons de ces événements. Mais le choix d'une stratégie économique mieux appropriée aux conditions actuelles de l'économie polonaise sera sans doute encore plus difficile à faire que celui de la date des prochaines augmentations de prix.

MANUEL LUCBERT.

• M. Edouard Gierak, qui se trouve en vacances en Crimée depuis le samedi 24 juillet, s'est entretenu mercredi avec M. Brejnev. Les chefs des partis polonais et soviétiques ont abordé les « problèmes de la vie politique et sociale de leurs pays respectifs » et ont pris acte de « l'échange de vues sur des problèmes d'actualité internationale », dans « une atmosphère d'amitié, de cordialité et de compréhension réciproque complète ». — (A.F.P.)

Union soviétique

D'Helsinki à Belgrade

De notre correspondant

Moscou. — A l'approche du premier anniversaire de la conférence sur la sécurité et la coopération européenne, les médias soviétiques multiplient les références à l'esprit d'Helsinki. Les principaux éditorialistes et commentateurs, les responsables de l'appareil politique, voire les membres du gouvernement, ont été pratiquement mobilisés. La conférence d'Helsinki est occasionnée à toutes les sauces.

Celle du tourisme : « Il y a un an se terminait la C.S.C.E., mais déjà on peut dire avec certitude qu'elle a marqué le début d'une nouvelle étape dans le tourisme international » (M. Mikhtine, directeur d'Intourist). Celle du pétrole : « Depuis quelques mois la coopération entre l'U.R.S.S. et les pays capitalistes dans l'énergie a franchi un nouveau degré. Selon les observateurs, il s'agit d'une conséquence directe de la conférence européenne d'Helsinki qui s'est prononcée il y a un an en faveur de la coopération et du développement des contacts entre l'Est et l'Ouest » (Agence Tass).

Celle de la coopération culturelle : « L'année passée, depuis la conférence européenne d'Helsinki, a donné lieu à un approfondissement des liens culturels avec les pays étrangers » (M. Vladimir Popov, vice-ministre de la culture). Celle du mouvement communiste : « La conférence européenne sur la sécurité et la coopération symbolise les profonds changements qui se sont opérés sur notre continent grâce à l'accroissement de la force et de l'influence du socialisme, des mouvements ouvriers et démocratiques » (M. Zolotarev, adjoint de M. Ponomarev au comité central). Sans parler de la coopération économique, ou en matière de santé ou de sport.

Le meilleur exemple est fourni jeudi 29 juillet par la « Pravda ». En première page, compte rendu de la rencontre Brejnev-Gierak, en Crimée :

UN APPEL POUR LA LIBÉRATION DE QUATRE PHYSICIENS EMPRISONNÉS AU CHILI ET EN U.R.S.S.

Dans le cadre du congrès annuel de prix Nobel, qui s'est tenu au début du mois de juillet à Lund, un appel a été lancé par la section d'Allemagne d'Amnesty International pour la libération de quatre physiciens emprisonnés au Chili, et M. A. Tverdokhlebov et A. Zdzicovy emprisonnés en U.R.S.S. Cet appel a recueilli à Lund les signatures de soixante personnalités du monde scientifique issues de dix pays différents et celles de six prix Nobel, dont MM. Felix Bloch (Stanford, Etats-Unis), Leon N. Cooper (Providence, Etats-Unis), Anthony Hewish (Cambridge, Grande-Bretagne), Robert Hofstadter (Stanford, Etats-Unis), Brian D. Josephson (Cambridge, Grande-Bretagne), et le professeur Kastler (France).

• Une délégation du parti communiste italien a quitté Moscou mercredi 28 juillet après avoir été reçue par M. Boris Ponomarev, membre suppléant du bureau politique et secrétaire du P.C. soviétique. La délégation était dirigée par M. Antonio Basolino, membre du comité central du P.C. italien. Une délégation du P.C. français séjournera en U.R.S.S. du 19 au 26 juillet. Dirigée par M. Jean Garria, elle avait été reçue par M. Ponomarev.

DIPLOMATIE

M. LUC DE LA BARRE DE NANTEUIL EST NOMMÉ AMBASSADEUR A LA HAYE

Le *Journal officiel* du jeudi 29 juillet publie la nomination de M. Luc de La Barre de Nanteuil comme ambassadeur à La Haye, en remplacement de M. Jacques Schmitt, récemment nommé ambassadeur au Caire.

En 1923, M. de La Barre de Nanteuil, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, est entré au Quai d'Orsay en 1930. A l'exception d'un séjour à Londres de 1939 à 1944, il a fait toute sa carrière à l'administration centrale, en particulier à la direction des affaires économiques, où il a été trois reprises, et où il était chef de service depuis décembre 1970. Il a également été au secrétariat général du ministère des affaires étrangères en 1951-1952, au service des pactes en 1952-1953, et sous-directeur d'Afrique-Levant de 1964 à 1970.

• Les conversations politico-militaires pour la limitation des armes stratégiques (SALT 2) ont été ajournées, mercredi 28 juillet, à Genève, et reprendront le 21 septembre. M. Johnson, le négociateur américain, a déclaré qu'il quitterait Genève avec « un sentiment considérable de satisfaction » et qu'il attendait la reprise avec plaisir. — (A.F.P.)

Pour vos congrès et séminaires, Nous vous offrons 167 000 km².

Parce que nous sommes indépendants, parce que nous n'avons pas la charge d'un complexe hôtelier intégré, nous offrons 167 000 km² à votre disposition. La Tunisie. Nous sommes libres pour établir le programme, de votre prochain séjour de travail, de vos vacances, ou du prochain voyage de stimulation de votre entreprise ; et cela, en fonction de vos besoins et de vos goûts. Nous sommes libres de vous recommander de Zargueta, à Tabarka, à Sousse, à Hammamet, à Djerba, à 48 hôtels que nous estimons les meilleurs, celui qui sera le plus adapté pour la taille de votre groupe et pour l'objectif de votre réunion.

Nous, c'est Tunisie Contact, la seule organisation touristique à avoir sa propre structure d'accueil en France, comme en Tunisie, bien sûr.

Nous souhaitons beaucoup vous rencontrer, mais si vous préférez d'abord recevoir notre documentation gratuite, retournez le bon ci-dessous :

TUNISIE CONTACT

30, rue de Richelieu - 75001 Paris - 266.23.55.

Nom _____
Société _____
Adresse _____

ONTT L.C.A. 681

مكتبة الأمل

PROCHE-ORIENT

Liban

M. Chamoun rappelle qu'il n'est pas lié par l'accord syro-palestinien

Alors qu'à Damas la résistance palestinienne paraît sur le point de signer — apparemment sans grande conviction — un accord avec la Syrie, qui doit, en principe du moins, conduire à l'arrêt des combats, ceux-ci ont continué d'intensifier au Liban. Cependant, le Comité international de la Croix-Rouge a renoncé à entreprendre, jeudi 29 juillet, l'évacuation des blessés et des femmes, enfants et vieillards du camp de Teil-el-Zaatar assiégé depuis quatre-vingt jours.

L'ambassadeur de la Ligue arabe, M. Sabri Al Khni a souligné qu'il était « étrange » que les troupes conservatrices engagées dans le secteur de Teil-el-Zaatar n'aient pas encore reçu d'instructions alors que leurs dirigeants, notamment le président de la République, M. Frangie et M. Chamoun, président du Parti national libéral, avaient donné leur accord à l'évacuation des blessés.

Bien que, à un rythme ralenti, les combats n'en continuent donc pas moins, aussi bien autour de ce camp que sur les autres fronts, les principales batailles ayant actuellement pour théâtre le mont Samarine, et à Beyrouth, l'enclave musulmane de Nabatieh, située en secteur chrétien et où les forces conservatrices continuent de gagner du terrain. Les combats ont fait quatre-vingt morts et cent trente blessés, dont dix-huit à Teil-el-Zaatar.

L'accord syro-palestinien n'a pas entraîné des réserves unanimes parmi les progressistes libanais et au sein de l'O.L.P. Dans le camp conservateur, qui est l'allié de Damas, représentant l'aile dure, M. Chamoun a indiqué mercredi qu'un tel accord ne concernait pas les « forces libanaises », car « à l'heure actuelle, le Liban n'a pas participé aux négociations ». Comme on lui deman-

dait si les résultats des entretiens syro-palestiniens de Damas permettaient d'espérer le retour au calme, M. Chamoun a répondu : « Nous avons rejeté tout accord de cesse-le-feu qui ne concerne pas l'ensemble du territoire libanais ». Le chef du P.N.L. a vivement critiqué l'envoi spécial des États-Unis au Liban, M. Talcott Seelye, qui avait demandé la protection de la résistance palestinienne en vue de l'évacuation des ressortissants américains et qui a quitté Beyrouth mardi sans avoir rencontré les dirigeants de la droite chrétienne, notamment le président Frangie.

Frangie semble, lui aussi, sceptique sur les chances d'un retour au calme. Selon l'agence irakienne d'information, il souhaiterait une intervention des Nations unies pour régler le conflit et aurait demandé au nonce apostolique et au chargé d'affaires de l'ambassade de France de soutenir l'idée d'une telle intervention.

En revanche, le parti des Phalanges de M. Gemayel a déclaré, sur les ondes de sa radio, qu'un « début de trêve militaire pourrait être observé, à la condition cependant que le commandement de la résistance palestinienne arrive à faire respecter une telle décision par les extrémistes et la gauche ».

L'effacement à l'opinion entre les millions des deux tendances conservatrices paraît cependant circonvenir. Il a fait deux morts et dix-huit blessés. La permanence du P.N.L. a annoncé à été déclinée par les phalangistes. Le Rollis Boyce de M. Chamoun a été décliné.

Enfin, M. Adal Osseirame, ministre libanais des Travaux publics, a estimé à 10 milliards de dollars le coût de la reconstruction du Liban, indiquant qu'on ne pouvait s'attendre à une réouverture prochaine du port ni de l'aéroport de Beyrouth.

En attendant leurs légumes et leur tabac, Wafa accuse Israël d'avoir des ambitions territoriales sur le Sud-Liban.

L'agence note qu'Israël fournit à cette population, coupée du reste du pays en raison de la guerre civile, des vivres, des médicaments et de l'essence. En outre, aspirant à une politique des « ponts ouverts » avec la population du Sud-Liban, à l'instar de celle pratiquée avec la Jordanie, Israël a également établi des contacts de premiers soins, envoyé des ambulances médicales sur place et transféré des habitants malades dans des hôpitaux israéliens où ils sont soignés. L'État hébreu a aussi « aidé » des agriculteurs libanais

en achetant leurs légumes et leur tabac. Wafa accuse Israël d'avoir des ambitions territoriales sur le Sud-Liban.

L'agence note qu'Israël fournit à cette population, coupée du reste du pays en raison de la guerre civile, des vivres, des médicaments et de l'essence. En outre, aspirant à une politique des « ponts ouverts » avec la population du Sud-Liban, à l'instar de celle pratiquée avec la Jordanie, Israël a également établi des contacts de premiers soins, envoyé des ambulances médicales sur place et transféré des habitants malades dans des hôpitaux israéliens où ils sont soignés. L'État hébreu a aussi « aidé » des agriculteurs libanais

en achetant leurs légumes et leur tabac. Wafa accuse Israël d'avoir des ambitions territoriales sur le Sud-Liban.

L'agence note qu'Israël fournit à cette population, coupée du reste du pays en raison de la guerre civile, des vivres, des médicaments et de l'essence. En outre, aspirant à une politique des « ponts ouverts » avec la population du Sud-Liban, à l'instar de celle pratiquée avec la Jordanie, Israël a également établi des contacts de premiers soins, envoyé des ambulances médicales sur place et transféré des habitants malades dans des hôpitaux israéliens où ils sont soignés. L'État hébreu a aussi « aidé » des agriculteurs libanais

en achetant leurs légumes et leur tabac. Wafa accuse Israël d'avoir des ambitions territoriales sur le Sud-Liban.

L'agence note qu'Israël fournit à cette population, coupée du reste du pays en raison de la guerre civile, des vivres, des médicaments et de l'essence. En outre, aspirant à une politique des « ponts ouverts » avec la population du Sud-Liban, à l'instar de celle pratiquée avec la Jordanie, Israël a également établi des contacts de premiers soins, envoyé des ambulances médicales sur place et transféré des habitants malades dans des hôpitaux israéliens où ils sont soignés. L'État hébreu a aussi « aidé » des agriculteurs libanais

en achetant leurs légumes et leur tabac. Wafa accuse Israël d'avoir des ambitions territoriales sur le Sud-Liban.

L'agence note qu'Israël fournit à cette population, coupée du reste du pays en raison de la guerre civile, des vivres, des médicaments et de l'essence. En outre, aspirant à une politique des « ponts ouverts » avec la population du Sud-Liban, à l'instar de celle pratiquée avec la Jordanie, Israël a également établi des contacts de premiers soins, envoyé des ambulances médicales sur place et transféré des habitants malades dans des hôpitaux israéliens où ils sont soignés. L'État hébreu a aussi « aidé » des agriculteurs libanais

en achetant leurs légumes et leur tabac. Wafa accuse Israël d'avoir des ambitions territoriales sur le Sud-Liban.

L'agence note qu'Israël fournit à cette population, coupée du reste du pays en raison de la guerre civile, des vivres, des médicaments et de l'essence. En outre, aspirant à une politique des « ponts ouverts » avec la population du Sud-Liban, à l'instar de celle pratiquée avec la Jordanie, Israël a également établi des contacts de premiers soins, envoyé des ambulances médicales sur place et transféré des habitants malades dans des hôpitaux israéliens où ils sont soignés. L'État hébreu a aussi « aidé » des agriculteurs libanais

en achetant leurs légumes et leur tabac. Wafa accuse Israël d'avoir des ambitions territoriales sur le Sud-Liban.

L'agence note qu'Israël fournit à cette population, coupée du reste du pays en raison de la guerre civile, des vivres, des médicaments et de l'essence. En outre, aspirant à une politique des « ponts ouverts » avec la population du Sud-Liban, à l'instar de celle pratiquée avec la Jordanie, Israël a également établi des contacts de premiers soins, envoyé des ambulances médicales sur place et transféré des habitants malades dans des hôpitaux israéliens où ils sont soignés. L'État hébreu a aussi « aidé » des agriculteurs libanais

en achetant leurs légumes et leur tabac. Wafa accuse Israël d'avoir des ambitions territoriales sur le Sud-Liban.

L'agence note qu'Israël fournit à cette population, coupée du reste du pays en raison de la guerre civile, des vivres, des médicaments et de l'essence. En outre, aspirant à une politique des « ponts ouverts » avec la population du Sud-Liban, à l'instar de celle pratiquée avec la Jordanie, Israël a également établi des contacts de premiers soins, envoyé des ambulances médicales sur place et transféré des habitants malades dans des hôpitaux israéliens où ils sont soignés. L'État hébreu a aussi « aidé » des agriculteurs libanais

Israël

Les partis communistes israélien et jordanien proposent en commun un plan de paix

De notre correspondant

Jérusalem. — Le parti communiste israélien (Kadima) et le parti communiste jordanien (Kadima) ont publié, mercredi 28 juillet, à Tel-Aviv, un communiqué dans lequel ils précisent leurs vues sur les conditions d'un règlement de paix. C'est la première fois qu'un parti d'un pays arabe signe une déclaration publique avec un parti israélien.

M. Meir Vilner, secrétaire général du P.C. israélien, a indiqué, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait eu un entretien avec le secrétaire du P.C. jordanien, M. Fouad Nassar, « entretien qui a permis de dégager une totale solidarité et une parfaite identité de vues ». La rencontre, a ajouté M. Vilner, s'est déroulée hors d'Israël, mais il n'a pas précisé si elle avait eu lieu en Cisjordanie ou dans un pays d'entre-deux.

Le communiqué propose un règlement basé sur les points suivants : 1) Évacuation complète par Israël de tous les territoires occupés pendant la guerre de 1967, y compris le secteur arabe de Jérusalem.

2) Respect des droits nationaux légitimes de tous les peuples de la région, y compris le peuple palestinien, et reconnaissance de son droit de se faire reconnaître en Cisjordanie, incluant le secteur arabe de Jérusalem et le territoire de Gaza ; droit de retour dans leurs foyers de tous les réfugiés.

3) Les deux parties considèrent que l'O.L.P. est le seul représentant légitime des Palestiniens, comme cela a été confirmé par la conférence de Rabat et par les

résultats des élections municipales en Cisjordanie.

Se communique occupé bien moins de place dans la presse que les reproches véhéments adressés à l'administration américaine qui a négocié avec l'O.L.P. l'évacuation de Beyrouth de ressortissants étrangers. Les commentateurs reprochent aux Américains d'avoir donné à l'organisation de M. Arafat un « prestige immédiat », de l'avoir « implicitement reconnue ».

Selon le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Israël aurait fait part au gouvernement américain de son « profond mécontentement » à la suite des contacts établis entre les États-Unis et l'O.L.P. pour l'évacuation des étrangers de Beyrouth.

Mais, quelques heures plus tard, à la tribune de la Knesset, le premier ministre, M. Rabin, s'en est tenu avec vigueur « à ceux qui reprochent aux Américains d'avoir pris contact, à des fins seulement humanitaires », avec l'O.L.P.

La guerre du Liban a été également évoquée à la réunion du comité politique du parti de gauche Mapam. M. Yacov Hagan a demandé qu'Israël exige, dans l'éventualité d'un règlement, que la partie sud de ce pays, et particulièrement le Faïland, soit interdite aux forces syriennes et aux Palestiniens armés. Dans une déclaration à la radio, M. Hagan a ajouté que s'il le fallait, Israël devrait occuper le Faïland jusqu'à ce qu'il obtienne la certitude que cette région soit démilitarisée.

ANDRÉ SCAMAMA.

OUTRE-MER

Le voyage de M. Stirn dans le Pacifique est ajourné

M. Olivier Stirn, secrétaire d'État aux départements et territoires d'outre-mer, a été repoussé au 28 juillet par M. Valéry Giscard d'Estaing. Au terme de cette entrevue a été annoncé le report, à la fin du mois d'octobre, du voyage officiel que M. Stirn devait effectuer au début du mois d'août dans les territoires français du Pacifique : Polynésie, Nouvelle-Calédonie, Wallis et Futuna.

La raison de ce report est, selon le gouvernement, le soulèvement de la Polynésie. M. Stirn, ministre de l'Intérieur, a déclaré qu'il ne pouvait pas se rendre sur place. Le gouvernement projette de proposer aux Polynésiens — en octobre — une formule qui s'écarterait à la fois du modèle départemental et du modèle territorial et qui, tout en proclamant l'appartenance à la République française des trois régions du Pacifique, leur attribuerait une plus large autonomie. L'idée de transformer Wallis et Futuna en département d'outre-mer, semble abandonnée, en raison notamment de difficultés techniques que cette solution présenterait dans le domaine des rapports avec le Marché commun.

La situation politique en Polynésie est fort embrouillée actuellement : l'opposition réclame la dissolution de l'Assemblée terri-

toriale (dont les locaux sont toujours occupés par les partisans de l'autonomie interne) ; M. Sanford veut que l'élection législative, à laquelle il est de nouveau candidat, « ait valeur de référendum sur la volonté de la Polynésie d'être autonome », et toutes ces difficultés ont pour origine le débat sur la modification du statut du territoire.

Or, c'est justement pour traiter de ces questions que M. Stirn devait se rendre sur place. Le gouvernement projette de proposer aux Polynésiens — en octobre — une formule qui s'écarterait à la fois du modèle départemental et du modèle territorial et qui, tout en proclamant l'appartenance à la République française des trois régions du Pacifique, leur attribuerait une plus large autonomie. L'idée de transformer Wallis et Futuna en département d'outre-mer, semble abandonnée, en raison notamment de difficultés techniques que cette solution présenterait dans le domaine des rapports avec le Marché commun.

Nouvelle-Calédonie

M. Vivien (P.S.) s'est informé des problèmes du territoire

De notre correspondant

Nouméa. — Deux événements récents ont peut-être contribué à rassurer l'opinion publique de Nouvelle-Calédonie. Tout d'abord, une mission de l'Assemblée territoriale conduite par son président, M. Dick Ukete (de l'Union démocratique, proche de l'U.D.R.), a rencontré M. Giscard d'Estaing. Son objectif — trouver les moyens financiers permettant de combler un déficit budgétaire de 2 milliards de francs en 1977 — n'a pas été formellement atteint. Les conseillers calédoniens ont cependant reçu des promesses, tant en ce qui concerne la participation de l'État à certaines dépenses territoriales qu'en ce qui concerne l'implantation d'une nouvelle usine de traitement du nickel dans le nord du territoire, à charge par le secrétaire d'État, M. Stirn, d'annoncer un prolongement concret à ce qui a été dit à l'Élysée lors de sa visite à Nouméa, le 9 août.

Mais, surtout, le gouvernement semble vouloir consacrer un statut plus « libéral ». M. Gerbet (R.L.), vice-président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui a dirigé une délégation de cette commission à Nouméa, a marqué sa préférence pour une troisième voie située entre la départementalisation et l'indépendance, qui donnerait un caractère « irréversible » aux liens du territoire avec la métropole.

Le second événement a été la visite de M. Vivien, député de Seine-et-Marne, chargé au parti socialiste des problèmes d'outre-mer. Il a conforté le jeune parti socialiste calédonien (deux élus à

l'Assemblée territoriale). Peut-être a-t-il fait preuve de trop d'optimisme en parlant du « large courant de sympathie dont bénéficie le P.S.C. », car ce mouvement dispose encore d'une audience en milieu mélanésien.

Le député a surtout voulu s'informer des problèmes du territoire. Il a noté « le déséquilibre des revenus entre Européens et Mélanésiens, renforcé par l'absence d'imposition directe ». Il a sans doute déçu les partisans d'une « indépendance consensuelle », mais il a clairement indiqué qu'en cas d'arrivée de la gauche au pouvoir en 1978, la population, consultée par référendum, serait libre de choisir entre la départementalisation, l'indépendance ou l'autonomie interne.

M. Vivien serait cependant enclin à proposer une voie intermédiaire qui éviterait aux territoires du Pacifique les inconvénients de la départementalisation et les périls de l'indépendance.

De même, il appartiendrait aux instances locales de décider d'une nationalisation de l'industrie du nickel, celle-ci devant avant tout bénéficier à la population du territoire. Le P.S.C. préconise des réformes fiscales et foncières.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

● RECTIFICATIF. — C'est par erreur que nous avons signalé, dans nos éditions de mardi, l'arrivée sur la Polynésie du nom de Christian Colombani. Il s'agissait en fait de Jean-Marie Colombani.

Religion

12



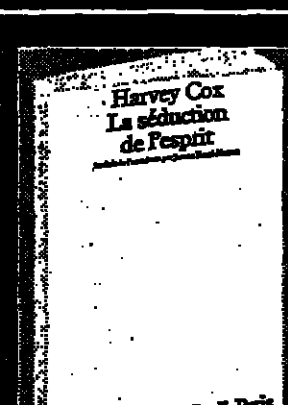
Collectif Le manifeste de la liberté chrétienne

Texte et commentaire

Préparé par un groupe de prêtres et de théologiens, ce Manifeste, publié dans son texte révisé et intégral, est une critique du présent dirigée vers un christianisme rayonnant pour demain.

128 pages 16 F

SEUIL



Harvey Cox La séduction de l'esprit

Malgré l'autobiographie et la réflexion sur la crise de notre civilisation, l'auteur de la Fête des fous montre que toute recherche du sens de la vie doit s'enraciner dans la conscience d'une vie collective et d'une histoire personnelle.

Traduit de l'anglais par J. Henri-Martin
320 pages 39 F

SEUIL



Bernard Besret De commencement en commencement

Itinéraire d'une déviance. Entretiens avec M.T. Maltese et E. Milcent.

L'auteur prieur de Boquen répond sans complaisance aux questions, véritables de deux journalistes, sur lui, sur le « christianisme critique », lyrique et politique. 208 p. 27 F

SEUIL



Xavier Léon-Dufour Dictionnaire du Nouveau Testament

Les mots, les choses et les hommes... La publication de ce dictionnaire est considérée comme un événement : il constitue le bilan d'un possible des recherches néo-testamentaires.

576 pages relié toile 75 F

SEUIL



Jacques Leclercq Le jour de l'homme

Préface de Roger Garaudy. Postface de Francis Jeanson.

L'auteur livre ici ce qu'est pour lui la foi chrétienne, vue dans la rencontre avec les croyants comme avec les incroyants, dans des pages qui sont témoignage autant que poèmes.

160 pages 25 F

SEUIL



Claude Tresmontant Sciences de l'univers et problèmes métaphysiques

Cet essai montre que la méthode physique est simplement l'analyse rationnelle de la réalité objective qu'explorent les hommes de science.

224 pages 37 F

SEUIL

Demain : Vie pratique. Loisirs

« EXTRÊMEMENT GRAVES »

هكذا من الأصل

هنا من النهر

POLITIQUE

BORD DU MÈKONG

Libres opinions

RIEN NE VA PLUS

par PIERRE MARCILHACY (*)

DEPUIS longtemps déjà, la France était assise entre deux chaises. Elle vivait en régime présidentiel avec un président responsable devant sa seule conscience et élu pour sept ans. Elle subissait, par ailleurs, les vicissitudes d'un régime parlementaire qui ne durait que parce que le hasard voulait que majorité et chef de l'Etat fussent de même famille politique.

Ce que le Parlement a perdu de crédit dans les dernières années et interminables luttes au sein des Assemblées, le président ne l'a pas gagné en prestige. Les échéances électorales ne sont que de mauvais prétextes pour justifier les incertitudes, les interférences ou les inutiles bavardages de ceux qui ont mission de gouverner la France, car ces échéances électorales, il faut ou les admettre ou les rejeter. Et cela, c'est bien un choix de société, et le seul qui compte. Car, il ne faut pas s'y tromper, les mots ne sont rien, la réalité ne suit pas.

Nous sommes en démocratie, c'est-à-dire que l'opinion publique peut légalement peser sur le destin national, ou bien nous n'y sommes pas. Nous sommes un pays indépendant ou bien nous dépendons d'un vaste système dont nul ne nous a donné le schéma à approuver ou même à comprendre. Et si, pour changer, il nous faut obtenir à la fois que sept ans passent et que tout le monde occidental nous le permette, où est la démocratie ?

A la vérité, les problèmes qui nous assaillent sont tels qu'il faut que ceux qui nous gouvernent aient la confiance du plus grand nombre et non le satisfaction de quelques-uns.

Rien ne va plus et on ne sait qui commande, ce qui est commandé et comment obéir.

Les administrations accomplissent leur tâche avec conscience et dévouement. Le département des finances, qui rejette toute planification, s'emploie à peser sur une économie qui n'obéit qu'à la finance.

Nous enregistrons tellement d'échecs que le sort de la Grande-Bretagne et même celui de l'Italie risquent bientôt d'être préférables au nôtre.

La faute à qui ? A tout le monde un peu, sans doute, mais surtout à ceux qui ont des responsabilités et ne savent plus envers qui ils sont responsables.

Le recours au suffrage universel était un mode de contrôle ; si on le rejette, il n'y a plus qu'à s'en remettre à Dieu, mais celui-ci, d'après ce que je crois, n'a que faire de l'argent pour assurer le salut des hommes.

Mais, rien ne m'empêchera d'espérer que la France mérite mieux que la manière dont elle n'est pas, aujourd'hui, gouvernée.

(*) Sénateur (non-inscrit) de la Charente.

EN CAS DE SUCCÈS DE LA GAUCHE

M. Mitterrand : si M. Giscard d'Estaing s'opposait au programme de la nouvelle majorité il y aurait des grincements

M. François Mitterrand, qui était, mercredi 28 juillet, interrogé sur France-Inter, a notamment déclaré : « Au lendemain des élections canoniques, il y a eu une action gouvernementale et des partis de la majorité, extrêmement offensifs, et qui font que le président de la République, surtout, n'a plus cessé d'occuper le petit écran de la télévision. Il a parlé de tout et de rien, et, chaque jour, il a essayé, en sonnant, d'impressionner l'opinion publique. On avait pu penser dans les premières semaines que cette action portait sur la droite, mais on s'est aperçu qu'elle visait surtout la gauche. Les derniers sondages — que le parti socialiste semble avoir maintenu très exactement, peut-être même avec un léger progrès, sa position de mars dernier — ont révélé l'hypothèse d'une victoire de la gauche lors des prochaines élections législatives, le premier secrétaire est revenu sur le problème de la cohabitation, de cette nouvelle majorité et du président de la République. Il a expliqué : « Forcément, dans la mesure où M. Giscard d'Estaing s'opposerait à l'application du programme sur lequel aurait été élu une nouvelle Assemblée nationale, il y aurait forcément des grincements. Mais, je le répète, cette initiative appartient au président de la République. Nous sommes dans une démocratie. Dans une démocratie, il y a une possibilité d'alternance, et c'est la seule que le peuple décide. Si les Français décident d'être une majorité de gauche, c'est parce qu'ils en ont assez de la politique de droite, parce qu'ils ont préféré une politique, un programme, à une autre politique, à un autre programme, ceux qui sont au pouvoir ne peuvent pas, à la majorité, vous croire que ce se-

rait démocratique que de ne pas tenir compte de cette volonté ? Interrogé sur le point de savoir si la victoire rendue par M. Robert Pompidou, membre du secrétariat du P.S., au directeur de cabinet du premier ministre pour l'information de l'appel à la trêve lancé par M. Mitterrand en faveur du camp de l'Union-Rassemblement, était une façon d'occuper le dialogue avec le chef de l'Etat, le député de la Nièvre a précisé : « Vous allez chercher midi à quatorze heures. (...) Il n'est arrivé d'intervenir souvent auprès des affaires étrangères de M. Pompidou, par suite de la personne soupçonnée ou châtie, cela n'est pas du tout la première fois. Cela c'est davantage remarquable, mais je n'en flûte dans la mesure où cela pourrait être utile en tout cas à une cause juste. » Enfin, M. Mitterrand a évoqué les ententes entre MM. Fabre et Nungesser en déclarant : « Si M. Nungesser, ce que j'ignore, a souhaité voir M. Fabre, c'est sans doute pour lui faire part de la situation dans cette majorité. Je suppose qu'il s'est agi d'un échange de vues, de courtoisie, mais la majorité M. Fabre ne s'y serait pas prêt. (...) Ce que je peux dire c'est qu'il est parfaitement normal que des gaullistes, aujourd'hui, s'interrogent sur ce qu'est devenu leur mouvement, leur pensée de la France. Aujourd'hui on ne la reconnaît pas, et je suis sûr qu'il existe des gaullistes sincères, qui ne se sont pas plus dans la politique pratiquée par le gouvernement de M. Chirac et par la direction assurée par M. Giscard d'Estaing, cherchant le dialogue avec la gauche. Quel est plus normal ? Ensuite, si M. Robert Fabre estime que ce contact peut être pris, il en est sûr, et je ne puis pas me substituer à ce jugement. »

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Au cours de la séance, M. André Chénier, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

LE LABORATOIRE EUROPÉEN DE BIOLOGIE

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant l'approbation de l'accord signé à Paris le 28 mars 1976 entre le gouvernement de la République française et le laboratoire européen de biologie.

LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1976.

LES MODALITÉS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le conseil des ministres a adopté un décret modifiant le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Le conseil des ministres a adopté deux décrets pris en vertu de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique, en application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique.

LA RÉFORME DU LOGEMENT

Le ministre de l'équipement et le ministre de l'habitat ont décidé de modifier le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES TRANSPORTS TERRESTRES ET MARITIMES

Le secrétaire d'Etat aux transports a exposé la situation des entreprises publiques de transports terrestres et maritimes.

LA C.E.E. ET LES BUDGETS DE 1977

Le ministre de l'économie et des finances a rendu compte des travaux des ministres des finances des États membres de la Communauté européenne au cours de leur réunion mensuelle du 26 juillet.

AVANT LE CONGRÈS DE VICHY

M. Péronnet veut réunifier les tendances du parti radical

En vue du congrès que le parti radical tiendra à Vichy du 8 au 10 octobre prochain, M. Gabriel Péronnet, président de la formation, a écrit aux ministres radicaux (Mme Françoise Giroud, MM. Durafour et Rosel), ainsi qu'à MM. Jean-Jacques Servat, André Morice, président du Centre républicain, et Achille Ricker, président des Amis radicaux. Le secrétaire d'Etat rappelle que les prochaines assises « n'auront pas à procéder au renouvellement des instances dirigeantes du parti » et propose « une large concertation » destinée à faire apparaître que la préparation du congrès « est la chose de tous ». Il annonce donc sa décision de créer « un comité de concertation » où figureraient des représentants de toutes les composantes. Il écrit : « Dans mon esprit, nul ne doit se sentir exclu, et je souhaite ardemment que tous les courants et individualités qui constituent le parti se sentent pris dans cette réflexion commune. »

Bien que les responsables actuels du parti radical insistent sur le fait que le congrès de Vichy n'a pas pour objectif le renouvellement des instances dirigeantes de la formation, ils semblent bien vouloir prendre quelques précautions : un congrès est souverain. Le choix de Vichy, chef-lieu du département de M. Péronnet.

Le Mouvement pour la socialisme par la participation (gaullistes de gauche) regrette, dans un communiqué publié mardi 28 juillet, les « déclarations triomphantes » de M. Péronnet, président du parti radical, après la rencontre entre MM. Fabre et Nungesser. « La majorité, estime le M.S.P., ne doit pas s'écarter de sa ligne, et ne doit pas s'écarter de sa ligne, et ne doit pas s'écarter de sa ligne. »

M. Fabre ne se compromet pas plus en rencontrant des gaullistes qu'en rendant visite au président de la République. Ces échanges sont sains et constructifs. Mais la majorité n'a rien à gagner en se réjouissant trop vite et en se laissant aller à un ralliement dans ce qui n'est que la volonté de dialogue démocratique. »

RELIGION

MARX ET JÉSUS

« Les catholiques seront encouragés à devenir membres du parti communiste, mais l'Eglise restera, bien entendu, ouverte à tous. »

« Les pêcheurs publics notaires, notamment dans le domaine financier ou militaire, seront éliminés. »

« Des campagnes de prière moniales seront lancées en faveur d'un « nouvel ordre économique international » et la fin du néo-colonialisme. »

Ce sont quelques-uns des points du « manifeste électoral » que Tom Clithero, « l'icône catholique anglais et militant communiste », vient d'envoyer à certains membres du parti communiste et à la presse britannique.

Il se déclare « candidat à la papauté, pour succéder à Paul VI ». « Si je suis élu, annonce-t-il, je choisirai le nom de Paul VII et je serai le deuxième pape anglais. »

Selon M. Clithero, le marxisme est le seul moyen de perpétuer l'existence humaine, le plus grand nombre sont à ce jour en vente libre dans les pharmacies.

Pour ce qui concerne les dérivés nitrés et halogénés des quinquinaux (plus de soixante spécialités), le communiqué précise : « Les produits de cette nature qui ont été mis en cause à l'occasion d'accidents survenus à l'étranger, à la suite de traitements prolongés et à doses massives, sont déjà inscrits au tableau C des substances vénéneuses, depuis plusieurs années en France. Cependant, la suspicion qui entoure d'autres produits analogues de cette série chimique a conduit à leur application la même mesure de prudence, afin d'assurer un contrôle médical préalable à leur délivrance aux utilisateurs. »

Pour permettre d'informer rapidement le public, les médicaments et les pharmacies, les nouvelles dispositions entrèrent en vigueur quatre mois après la date de publication des arrêtés. Une prescription médicale sera alors obligatoire pour se procurer les médicaments concernés, mais la délivrance de ces produits pourra être renouvelée sur présentation de la même ordonnance. »

[Depuis quatre ans, « le Monde » a attiré l'attention à plusieurs reprises sur la prévention inefficace et les lacunes des autorités sanitaires, et notamment les 12 juin et 7 juillet derniers.]

La préparation des élections municipales

TOULON : « Aucune décision n'est prise », affirme M. Guéna.

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a adressé mercredi 28 juillet à M. Marcel Bompard, ancien député, secrétaire de la Fédération U.D.R. du Var, un télégramme précisant qu'en vue des élections municipales « aucune décision n'est prise pour la ville de Toulon ». Bien que Toulon ne figure pas au nombre des deux cent trente-huit villes qui ont fait l'objet d'un premier accord au sein du comité d'ordination de la majorité, M. Michel Fontanille, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, avait annoncé lundi 26 juillet que M. Maurice Arreckx, maire sortant, serait prochainement désigné comme chef de file de la majorité (le Monde du 28 juillet).

M. Aymeric Simon-Loriot, député U.D.R. de la troisième circonscription du Var (Toulon-II, III, IV, V), a déclaré : « La méthode Coué employée par certains ne suffira pas pour conforter la majorité actuelle. Elle risque, au contraire, de nuire aux intérêts. Soucieux de respecter l'autorité du président de la République, je m'en remets à celui qui a désigné comme coordonnateur de la majorité et qui est chargé, à ce titre, de préparer les élections municipales. » M. Jacques Chirac. »

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Au cours de la séance, M. André Chénier, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

LE LABORATOIRE EUROPÉEN DE BIOLOGIE

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant l'approbation de l'accord signé à Paris le 28 mars 1976 entre le gouvernement de la République française et le laboratoire européen de biologie.

LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1976.

LES MODALITÉS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le conseil des ministres a adopté un décret modifiant le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Le conseil des ministres a adopté deux décrets pris en vertu de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique, en application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique.

LA RÉFORME DU LOGEMENT

Le ministre de l'équipement et le ministre de l'habitat ont décidé de modifier le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES TRANSPORTS TERRESTRES ET MARITIMES

Le secrétaire d'Etat aux transports a exposé la situation des entreprises publiques de transports terrestres et maritimes.

LA C.E.E. ET LES BUDGETS DE 1977

Le ministre de l'économie et des finances a rendu compte des travaux des ministres des finances des États membres de la Communauté européenne au cours de leur réunion mensuelle du 26 juillet.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Au cours de la séance, M. André Chénier, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

LE LABORATOIRE EUROPÉEN DE BIOLOGIE

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant l'approbation de l'accord signé à Paris le 28 mars 1976 entre le gouvernement de la République française et le laboratoire européen de biologie.

LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1976.

LES MODALITÉS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le conseil des ministres a adopté un décret modifiant le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

le droit de tuer...

2-moi, docteur !... Parce qu'il a du cu... le docteur André, un roman étonnant, qui annonce la future médecine. Un coup de grâce à la suite de la célèbre série des BRES EN BLANC (2 millions) (Sant-Ségur).

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Au cours de la séance, M. André Chénier, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

LE LABORATOIRE EUROPÉEN DE BIOLOGIE

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant l'approbation de l'accord signé à Paris le 28 mars 1976 entre le gouvernement de la République française et le laboratoire européen de biologie.

LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1976.

LES MODALITÉS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le conseil des ministres a adopté un décret modifiant le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Le conseil des ministres a adopté deux décrets pris en vertu de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique, en application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique.

LA RÉFORME DU LOGEMENT

Le ministre de l'équipement et le ministre de l'habitat ont décidé de modifier le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES TRANSPORTS TERRESTRES ET MARITIMES

Le secrétaire d'Etat aux transports a exposé la situation des entreprises publiques de transports terrestres et maritimes.

LA C.E.E. ET LES BUDGETS DE 1977

Le ministre de l'économie et des finances a rendu compte des travaux des ministres des finances des États membres de la Communauté européenne au cours de leur réunion mensuelle du 26 juillet.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Au cours de la séance, M. André Chénier, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

LE LABORATOIRE EUROPÉEN DE BIOLOGIE

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant l'approbation de l'accord signé à Paris le 28 mars 1976 entre le gouvernement de la République française et le laboratoire européen de biologie.

LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1976.

LES MODALITÉS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le conseil des ministres a adopté un décret modifiant le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Le conseil des ministres a adopté deux décrets pris en vertu de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique, en application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique.

LA RÉFORME DU LOGEMENT

Le ministre de l'équipement et le ministre de l'habitat ont décidé de modifier le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES TRANSPORTS TERRESTRES ET MARITIMES

Le secrétaire d'Etat aux transports a exposé la situation des entreprises publiques de transports terrestres et maritimes.

LA C.E.E. ET LES BUDGETS DE 1977

Le ministre de l'économie et des finances a rendu compte des travaux des ministres des finances des États membres de la Communauté européenne au cours de leur réunion mensuelle du 26 juillet.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Au cours de la séance, M. André Chénier, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

LE LABORATOIRE EUROPÉEN DE BIOLOGIE

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant l'approbation de l'accord signé à Paris le 28 mars 1976 entre le gouvernement de la République française et le laboratoire européen de biologie.

LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1976.

LES MODALITÉS DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Le conseil des ministres a adopté un décret modifiant le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Le conseil des ministres a adopté deux décrets pris en vertu de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique, en application de la loi du 23 décembre 1966 relative à l'énergie atomique.

LA RÉFORME DU LOGEMENT

Le ministre de l'équipement et le ministre de l'habitat ont décidé de modifier le décret du 14 mars 1964 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi organique du 6 novembre 1962, modifiée par la loi du 19 juillet 1974 relative à l'élection du président de la République au suffrage universel.

LES TRANSPORTS TERRESTRES ET MARITIMES

Le secrétaire d'Etat aux transports a exposé la situation des entreprises publiques de transports terrestres et maritimes.

LA C.E.E. ET LES BUDGETS DE 1977

Le ministre de l'économie et des finances a rendu compte des travaux des ministres des finances des États membres de la Communauté européenne au cours de leur réunion mensuelle du 26 juillet.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 28 juillet au palais de l'Élysée sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. Au cours de la séance, M. André Chénier, porte-parole du gouvernement, a donné lecture du communiqué officiel suivant :

LE LABORATOIRE EUROPÉEN DE BIOLOGIE

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant l'approbation de l'accord signé à Paris le 28 mars 1976 entre le gouvernement de la République française et le laboratoire européen de biologie.

LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

Le conseil des ministres a adopté un décret autorisant la ratification de l'accord de coopération en matière de brevets, fait à Washington le 19 juin 1976.



LES XVIII^{es}

DE LARMES ET DE RIRES

Montréal. — Tous ceux qui participent aux Jeux olympiques y pensent et s'y préparent quatre ans avant, avec tout ce que cela suppose d'efforts et de sacrifices. Une fois à pied d'œuvre, il leur faut encore supporter l'attente qui use les nerfs jusqu'à ce qu'ils arrivent en lice. Les écrans de télévision dont disposent les journalistes sur le terrain même, ou la simple paire de jumelles, permettent alors de saisir ces instants d'intense concentration ou ces brusques transformations du visage qui traduisent la joie ou l'amertume.

Voici celui qui n'espérait pas un tel classement — et ce n'est pas forcément le vainqueur, — voici cet autre abîmé dans une amertume insupportable, parce qu'il a perdu quand il avait toutes les raisons de réussir.

Jean-Paul Coche est un homme habillé par le judo, un garçon qui a tout sacrifié pour son sport. Après la défaite, la veille, de Jean-Luc Rougé, il avait que bien des espoirs reposés sur ses très larges épaules. Deux fois champion d'Europe, médaille de bronze aux Jeux olympiques de Munich, médaille de bronze au Championnat du monde 1975, il peut se prévaloir d'un palmarès qui correspond à son talent et à son optimisme. Peu de judokas ont montré dans leur carrière autant de pugnacité que lui.

Envahi par le désespoir

Sa faiblesse, ce sont ses absences de tonus qui l'affectent de temps à autre et lui font manquer des podiums qu'on lui avait dressés avant l'heure. Celui de Montréal lui a glissé sous le pied dès son premier combat contre l'Allemand Marhenka. Deux fois renversé dès la première minute, le Français semblait progressivement envahi par le désespoir. Désespoir total, cinq minutes plus tard, quand il quitta le tapis, les épaules affaissées, la démarche plus lourde que celle d'un lanceur de poids gavé d'anabolisants.

Quelle expression de stupeur n'avons-nous pas surpris sur le

visage de l'Allemand de l'Est Frank Baumgartl il y a vingt et un ans, et il va devenir champion olympique du 3 000 mètres steeple. Lui le croit. Il a suivi jusqu'au bout le Polonais Malinowski. A 300 mètres du but, il l'a passé soudainement, en même temps que le Suédois Anders Garderud. Mais c'est lui qui semble le plus vélocé, lui qui vient à hauteur du Suédois pour porter l'estocade. Plus qu'un obstacle à franchir, et c'est celui-là qu'il manque. Le voilà allongé sur la piste, relevant la tête vers ces milliers de regards tout aussi figés que le sien. L'Allemand se relève pour s'assurer une troisième place. Il ne décroche pas : malgré sa chute, il est allé plus vite que le champion olympique de Munich, le Kényan Keino.

Une attitude de défi

Mais la journée ne s'achève pas sur ce visage fermé par la déception. Ce 26 juillet, on quitte le stade avec en mémoire le merveilleux sourire de l'Allemand de l'Est Rosemarie Ackermann. Après quatre heures de concours, elle s'est retrouvée à la lutte avec l'Italienne Sara Simeoni et la Bulgare Yordanka Blagoeva, deuxième en 1972. La barre est à 1,33 mètre, 1 centimètre au-dessus des records olympiques. Les trois athlètes ont manqué le premier essai, Simeoni le second, et c'est au tour de Rosemarie Ackermann. Yordanka Blagoeva, dans sa préparation, fixe longuement la barre, dans une attitude de défi. L'Allemande, elle, baisse la tête comme pour une prière, autant méditative, puis relève brusquement le menton en renvoyant ses cheveux en arrière. Un regard furtif vers l'obstacle duquel elle s'approche en sept foulées rapides et la voilà, s'enroulant autour de la barre. Elle a gagné. Pour elle seule, elle demande 4 centimètres de plus, afin de tenter de battre son propre record du monde (1,36 mètre). Elle le manquera de peu, mais ce n'est pas ce qui importe. Toute sa joie, elle l'a exprimée peu auparavant, en un bref instant qu'il était agréable de saisir.

FRANÇOIS SIMON.

La nouvelle ligne féminine

De nos envoyés spéciaux

La victoire de Guy Drut, à l'issue d'une quinzième olympique désastreuse pour la France, restera celle d'un athlète dont le cœur n'a pas flanché alors qu'il incarnait à lui seul le courage de la dernière chance.

Elle ne saurait faire oublier, sans vouloir céder à la galanterie, la belle deuxième place de l'équipe française féminine de fleuret qu'une médaille d'argent, arrachée tard dans la nuit aux ambitions des escrimeuses hongroises, est venue légitimement récompenser.

La « ligne » des athlètes femmes de Montréal, particulièrement mise en valeur dans les compétitions du stade olympique, oblitère complètement aujourd'hui l'image des châtaines aux arrières-mains engorgées, tellement « hommasses » qu'elles ne tardaient pas à changer de sexe, qui constituaient le type courant, dans la pleine acception, des épreuves jadis réservées aux « dames ».

Jambes fuselées, genoux légers, foulées

ATHLÉTISME

Guy Drut, médaille d'or au 110 mètres haies

Montréal. — Pour 3 centièmes de seconde, toutes les craintes ont été balayées. C'est l'écart qui a séparé, à l'arrivée de la finale du 110 mètres haies, le Drut, champion olympique, de son second, le Cubain Alejandro Casanas. C'est que le doute s'était bel et bien emparé de tous ceux qui avaient assisté aux séries, et surtout aux demi-finales. Le premier intéressé, Guy Drut lui-même, ne donnait pas cher de ses chances deux heures avant la finale. Il ne s'était pas senti à l'aise dans sa mise en action, dans l'approche de l'obstacle, dans son franchissement. En somme, rien ne s'était passé comme il l'aurait souhaité. Quatre années de travail pour treize secondes de course semblaient bien ne pas devoir donner le résultat escompté. Dans les deux heures qui ont précédé l'appel des finalistes, Drut s'est fait masser, a lu, pour trouver le calme, puis, lorsque le moment est venu, s'est livré à l'échauffement de routine. C'est à cet instant, se souvient-il, que quelque chose a changé, tout allait déjà mieux. Et puis il y a eu le coup de pistolet, les dix haies, le casse du buste — la plus belle courbette de ma vie », dira Drut —, le tour d'honneur.

C'est une course dont Guy Drut se rappelle, après coup, chaque péripétie. Car aussi curieux paraît-il, un 110 mètres haies, par son intensité, représente beaucoup plus, avec du recul, qu'un sprint, autant de seize secondes. C'est toute une petite histoire qui débute. Le départ d'abord. Drut surgit le mieux. Puis la première haie sur laquelle il accuse un retard sur l'Américain Owens. Drut garde en mémoire qu'il a bien abordé l'obstacle à la han-

teur convenable, celle qui permet de trouver le bon rythme à la réception. Il n'est pas inquiet d'être en retrait. L'essentiel est de garder assez d'influx pour la fin. C'est à la cinquième haie qu'il revient au niveau de ceux qui le précèdent, et Drut à ce moment-là a souri, parce qu'il savait : c'est ce qu'il dira — qu'il allait gagner. Cette certitude s'est emparée de lui à la mi-course, alors qu'à grandes foulées, il prenait l'avantage sur ses adversaires. Drut est le premier surpris que chaque détail se présente ainsi, pour être passé en revue. Car à Montréal, il y a quatre ans, il n'avait jamais pu retrouver la chronologie de la course après avoir enlevé la médaille d'argent. Sa revanche, ce 26 juillet, il s'en va se laisser aller, pour raconter, à cet étrange sourire à la mi-course et sur le casse du buste à l'arrivée, pour sauvegarder la médaille d'or.

La confiance de Casanas

C'est donc la métamorphose d'un athlète qui s'est produite en quelques heures, entre les demi-finales et la finale. Juste quand il l'a voulu, Drut a retrouvé toutes les qualités qui lui avaient permis de devenir le meilleur dans sa spécialité et de battre le record du monde au chronométrage manuel. Chacun verra sans doute la marque : champion dans cette possibilité de rassembler tout son potentiel à l'instant opportun. Car si le matin sa qualification pour la finale n'avait présenté aucune difficulté, on avait eu l'impression qu'il n'avait pas la spontanéité, la fraîcheur physique, de ses plus dangereux adver-

saires. Déjà le Cubain Alejandro Casanas semblait devenir le favori de la finale. Et, à la vérité, il était bien beau à voir, puissant, rapide, agile sur l'obstacle, plus technicien. Sur de lui, en plus, à l'image de la délégation cubaine qui trouve dans ces Jeux l'occasion de montrer sa force. Casanas, c'était l'homme confiant, au demeurant avec simplicité, comme si une telle certitude allait de soi. A l'inverse, dans les séries, Drut avait choisi la réserve et ses propos étaient d'une grande prudence. Pour ne rien arranger, une vieille douleur s'était réveillée et ne se calmait qu'après l'échauffement.

Comment ne pas attendre, dans ces conditions, les demi-finales, pour mieux juger celui sur qui repose, sans doute, dans l'équipe française, la dernière chance de remporter une médaille d'or ? Et le fait est, encore une fois, que Guy Drut parut dépourvu d'assurance, au point que le contraste avec Alejandro Casanas, ou même avec le vétéran américain Willie Davenport, trente-trois ans, renforçait l'appréhension plutôt qu'il la dissipait. Casanas, vainqueur dans la facilité, avait distancé Drut de 18/100. C'était bien l'alerte, car au contraire des séries, Drut ne s'était aucunement échauffé en demi-finale. Tout juste avait-il fait une fausse sur la cinquième ou la sixième haie, qui expliquait peut-être son temps (13 sec. 49/100).

Le retour, dans les vestiaires, sous le stade, ne se fit pas dans la joie. Drut resta un long quart d'heure sur son banc, maussade, refusant de parler à quiconque. A ce moment-là, il avait la tête d'un battu, et d'ailleurs les idées qui le traversaient. — Il l'a reconnu — ne donnaient pas dans l'optimisme. A l'opposé, d'un côté, et Davenport, parfaitement décontracté, s'ouvraient à lui le ventail de la victoire. Il y avait de leur côté une sorte d'assurance et, de l'autre, celui de Drut, un repli sur soi qui pouvait annoncer le pire. La suite a démontré qu'il s'agissait du meilleur et que Drut s'était coupé de tout pour pré-

parer à l'écart, dans la tranquillité, son grand rendez-vous olympique. Il trompa au demeurant jusqu'à ses adversaires, pourtant rompus à faire la part entre les apparences et la réalité. Même Davenport, avec son expérience et qui connaît fort bien Drut, fut abasahi au point où, en écartant les choses, tous les faits et gestes de Drut étaient suivis avec l'attention que l'on devine. On l'avait vu boiter à l'arrivée des demi-finales, on l'avait vu grimacer à se masser la cuisse, celle qui portait un bandage. Il n'y a pas, longtemps encore, et, comme il n'aurait rien dit, la mauvaise impression prise du corps.

C'était quand même faire peu de cas de son habileté à se préparer du mieux possible pour les grands événements qui ont marqué sa carrière d'athlète. C'est oublier Munich, la médaille d'argent, le fait qu'il n'avait été battu que par Rod Milburn dans un temps (13 sec. 24/100) qui demeure le record du monde en prise électrique. C'était aussi la fi de sa victoire sur 60 yards au championnat des Etats-Unis de toutes les ressources qu'il avait trouvées chaque fois que les circonstances l'exigeaient. Ce dont il est le plus fier, il peut-être que de la médaille d'or, c'est de n'avoir pas craqué entre les demi-finales et la finale, qu'il sa raison ait dominé ses nerfs.

FRANÇOIS JANIN.

LA HUITIÈME DEPUIS 1896

Guy Drut est le septième Français vainqueur d'une épreuve d'athlétisme aux Jeux olympiques. Ses prédécesseurs sont : Théato (marathon, 1900), Guignone (5 000 mètres, 1928), El Ouati (marathon, 1928), Michelene Ostermeyer (mètre, poids et du disque en 1928), Mimac (marathon en 1928) et Colette Bess (400 mètres en 1928). La médaille d'or de Guy Drut a donc la huitième depuis les Jeux ont repris en 1896.

REGARDEZ CE QUI SE PASSE SI TOUT LE MONDE PART EN VACANCES A LA MEME HEURE AU MEME MOMENT.



Cette année vous aurez les moyens de ne pas partir à la même heure que les autres.

Une enquête menée auprès de 80.000 personnes vous indique précisément, pour les 30, 31 juillet, 1^{er} et 2 Août, les heures de pointe où vous risquez les bouchons.

Elle vous donne aussi les heures encore libres. La bonne heure de départ, c'est l'heure H. Vous la trouverez dans ce même numéro.

HEURE H.
La meilleure heure de départ en fonction de votre région.

« Un exploit qui honore la France et le mouvement gaulliste »

M. Jacques Chirac, premier ministre, a appris la victoire de Guy Drut en arrivant à Tokyo. Il lui a adressé immédiatement ses félicitations en lui envoyant le télégramme suivant :

« Je vous félicite très chaleureusement pour votre splendide victoire aux Jeux olympiques de Montréal. Je me réjouis avec vous de votre succès qui consacre la magnifique carrière d'un athlète français, exemplaire par sa volonté, son ardeur et sa confiance. La France entière est fière de votre victoire. »

D'autre part, M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a lui aussi, fait parvenir à Guy Drut un télégramme :

« Bravo, cher Guy Drut, pour cet exploit qui honore la France et le mouvement gaulliste auquel vous appartenez. »

(PUBLICITE)
En période de déflation, l'anachronisme Comptabilité — à partir double — affiche des bénéfices inférieurs à la réalité. En période de déflation, elle affiche des bénéfices supérieurs à la réalité. Dans quelque pays que ce soit, les bénéfices légaux, ceux qui figurent dans les Rapports annuels des Sociétés, sont des FAUSSES INFORMATIONS, car cette Comptabilité anachronique, est encore mondialement enseignée, pratiquée et légale.

Le rapport Sudreau, du 7 février 1975, prévoit, enfin, des **SANCTIONS PÉNALES** en cas de FAUSSES INFORMATIONS. Tant que les bénéfices légaux sont des FAUSSES INFORMATIONS, les chefs d'entreprise échappent aux sanctions pénales bien méritées en publiant le montant réel de leur résultat annuel, face au résultat légal faux.

Le Calcul Indexé du montant réel du résultat est enseigné par mon ouvrage d'environ 22 pages, intitulé : **SORTIR DE L'INFLATION**

Etant donné l'assainissement qui s'impose d'urgence, je distribue gratuitement cet ouvrage lors de leçons gratuites, réunissant au moins trois personnes, en France, Belgique, Luxembourg, Suisse, organisées par des personnes intéressées. Cela concerne des personnes sachant déjà établir les bilans faux de la Comptabilité actuellement légale. Ce Calcul Indexé est d'autant plus urgent que des entreprises affichent des bénéfices légaux alors qu'elles sont réellement en déficit et à court de trésorerie.

En dehors des leçons, je demande une participation de 50 FF, compris envoi par poste tous pays, paiement à l'avance. Afin de vulgariser cet enseignement au plus vite, cet ouvrage n'a pas de copyright. Je souhaite vivement que des professeurs l'imitent, ou le fassent reproduire tel quel, par photocopies ou autrement.

Emile Krieg, téléphone (1) 255-58-76.
7, rue d'Anjou, 75008 PARIS, Compte Postal Paris 1030-11.
Du 30 juillet au 12 août 1976, je rééditerai Hôtel Richelieu, 63130 ROYAT, tel. (73) 35-55-31.

ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI



هكذا من الأمل

SOCIÉTÉ

DEUX LIVRES SUR L'EUTHANASIE

Le drame de la souffrance intolérable

Deux livres parus cette année sur l'euthanasie, de la plume de chrétiens convaincus (1), ont rendu actuels par la récente note de l'épiscopat qui rappelle que « nul ne saurait donner la mort à un mourant » (le Monde du 13 juillet).

Le docteur Paul Chaudard, directeur à l'Ecole des hautes études, est connu pour la croix qu'il mène de longue date contre la contraception et l'avortement. D'entrée de jeu, il qualifie l'euthanasie de « death control », de « mise à mort ». Tout en déclarant vouloir partir de l'affirmation « l'euthanasie, pourquoi pas ? », il n'arrive pas à présenter la position des partisans de celle-ci sans leur faire continuellement un procès d'intention.

Pour lui, aucun compromis, aucune équivoque possible : « Il était urgent de protester, conclut-il, en montrant combien cette voie est fautive et dangereuse, et comment ce qui est acceptable n'est pas de l'euthanasie et ce qui est de l'euthanasie n'est pas acceptable. Avec un tel langage, il ne prêchait qu'aux convertis. »

Le Père Jean Toulet, par contre, une enquête journalistique. Il laisse parler partisans et opposants de l'euthanasie (même s'il privilégie ces derniers), ceux qui ont vécu le drame personnellement : vieillards, parents, médecins, infirmières, ainsi que les représentants des différentes communautés religieuses.

Le musulman sait, d'après le Coran, « qu'il ne peut ni avancer ni reculer l'heure de la mort, qui dépend de la volonté de Dieu ». Même intransigence chez les juifs. Le respect de la vie humaine est absolu, inconditionnel : « Aucune autorité humaine ne peut se permettre, pour quelque motif que ce soit, d'en disposer d'une façon délibérée, qu'il s'agisse de sa propre vie, dans la suicide, ou celle d'un autre, dans l'homicide. » Pour l'orthodoxie, « l'euthanasie est essentiellement le problème que pose une société nihiliste pour laquelle la seule réalité est la vie terrestre et pour qui il faut éviter la souffrance ».

Les protestants plus nuancés

Seuls les protestants ont une position plus nuancée. En l'absence de déclarations officielles, des théologiens se prononcent individuellement. C'est ainsi que le pasteur André Dumas, de l'Eglise réformée de France, croit légitime — en ce qui concerne l'avortement comme « euthanasie préventive » — de prévenir la naissance d'un « mal équipé pour l'existence ». « C'est une suppression dans une optique de guérison, explique-t-il, je ne peux pas guérir cette vie, donc mieux vaut ne pas la laisser venir à terme. Par contre, à partir du moment où une vie est née, il faut vivre avec cette difficulté, se solidariser avec elle. »

S'il condamne l'euthanasie « sociale » — la suppression d'êtres tarés, diminués, pour le bien de la société — ou l'euthanasie « eugénique », en vue d'une sélection raciale, le pasteur Dumas admet l'euthanasie « active » : « dans la mesure où l'on est sûr, thérapeutiquement, que la communication avec les autres ne pourra plus être établie. Cela ne s'appliquerait pas aux aliénés, chez qui la communication n'a jamais existé, mais à ceux qui, par un accident, sont coupés de toute existence ».

(1) Le Combat de la vie et de la mort, par le docteur Paul Chaudard, éditions Saint-Paul, Paris-Fribourg, 1976, 28 F. Paul-4, par le pasteur Jean Toulet, éditions Pygmalion, Paris, 1976, 22 F.

pièdes longs et LARGES 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur.

N'hésitez pas à demander le catalogue gratuit.

Tél. : 357-45-92.

FERMÉ EN AOUT

RADIO-TÉLÉVISION

TRIBUNES ET DRATS

JEUDI 29 JUILLET
— Guy Druet face aux jeunes fait l'objet d'un dossier, à 18 h. 20, sur France-Inter.

— M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste, expose au « Journal » à 20 heures, sur TF 1.

VENDREDI 30 JUILLET
— M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, est reçu à 13 heures, sur RTL.

RETRANSMISSION DES J.O.

JEUDI 29 JUILLET
TF 1 : 17 h. à 19 h. — Résumé de mercredi.

A 2 : 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

VENDREDI 30 JUILLET
TF 1 : 17 h. à 19 h. — Résumé de jeudi.

A 2 : 19 h. 45 à 20 h. — « Le fait du jour ». Résumé.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

— ATELITISME : finale de la longueur H. et du disque D. demi-finales.

Récompensez les offenses !

Il arrive parfois qu'on appuie sur le bouton d'un geste distrait, machin, parce que « ça va être l'heure » des informations, du début du feuillet, sans être prêt vraiment à accueillir ces gens qui débloquent soudain, cas intrus qui percent fort, tout à leurs affaires, indifférents aux vôtres. Ils sont là, on ne va pas les mettre dehors. On va chercher un contraindre à se tenir en soi, autour de soi, une préoccupation, une agitation brusquement incorrecte. On va essayer de s'effacer poliment d'avant l'envahisseur. La qualité d'une émission se mesure souvent à la rapidité et à l'étendue de cette conquête.

Sortis d'un roman policier de Sinéa, gentiment furtif, désinvolte, charmant, les Mont-en-l'air de François Martin ont eu d'abord un peu de mal à nous faire comprendre un quel con-

stait ce projet de hold-up qui semblait les exciter à ce point : un cambriolage, ils disaient un « braque » dans la chambre forte d'un hôtel de montagne, altitudes plus haut encore, au sommet d'un pic, avec pour seul accès un téléphérique sévèrement gardé. Ils avaient apparemment l'intention d'y monter avec une valise contenant une jeune fille de leurs amies. Et de la laisser, pas la valise, la jeune fille, pour lui permettre de relever les numéros des cahiers. Cela paraissait complètement dément. Ça l'était. C'était aussi très astucieux. Entre le délire et la logique, l'argot et le sérieux, les Mont-en-l'air des années 50, version française, mettaient un fond gentiment désuet.

Amusée et inquiète, ensemble, on a vite accepté d'entrer dans la combine. Et de la voir « foler » pour finir nous à n'y rien.

Pourquoi faut-il que les méchants soient toujours punis ? On sait pourtant la véritable justification que procure l'immunité assurée par leurs auteurs à Moll Flanders et aux Voleurs, dans toute la littérature classique, les deux seuls cas où le mal l'emporte tranquillement, sans honte et sans scrupule, sur le bien.

Mettre enfin la main sur un petit trésor, et se croire obligé de l'abandonner — était-ce vraiment si risqué de le ramener dans la vallée ? — pour nous gratifier, en échange, d'un couplet moralisateur sur la vanité de l'argent et la beauté du timement, avouez que c'est rageant. Quand nos hôtes d'un soir nous ont quittés sur ce dernier pied de nez, on leur en voulait autant, mais autrement, que quand ils se sont invités.

CLAUDE SARRAUTE.

JEUDI 29 JUILLET

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. Série : Nick Verlaïne (Dans l'eau d'une piscine) : 21 h. 30. Documentaire : New York : 22 h. 15. Jazz à Juan : 23 h. 45. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30 (R.). Série : La juive du château Trompette, d'après Ponson du Terrail : 21 h. 30. Jeux olympiques (en direct) : 24 h. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Les grands noms de l'histoire du cinéma. Cycle cinéma d'hier et d'aujourd'hui : « Les Disparus de Saint-Agil », de Christian-Jaque (1938). D'après le roman de P. Vêry. Dialogues de J. Prévert. Avec E. von

Stroheim, A. Bernard, R. Le Vigan, M. Mon

ludil, M. Simon. Romanesque et action-fiction. Une comédie poétique dans un collage de genres et la regard de Christian-Jaque sur l'adolescence.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 5. « Judith », de F. Hebel, avec S. Hoffer, D. Ivernet, J.-R. Cassiman, R. Delaunay ; 22 h. 35. Entretiens avec A. Rubinstein.

FRANCE-MUSIQUE

16 h. 45. En direct de Bayreuth : « Le Crépuscule des dieux » (Wagner), par l'orchestre et les chœurs du Festival de Bayreuth, direction P. Boulez et H. Baloch, avec J. Thomas, Arvidson, G. Kneibitz ; 22 h. 35. Opéra de Bayreuth : 24 h. Opéra : Riviera 75 ; 1 h. La Cité.

VENDREDI 30 JUILLET

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 14 h. L'odyssée sous-marine : 20 h. 30. Au théâtre ce soir : « Deux et deux font cinq », de G. Arout. Avec A. Fralon, M. Roux, M. Grallier, C. Castel.

CHAÎNE II : A 2

De 12 h. 30 à 20 h. Programme ininterrompu avec, à 18 h. 5. Aujourd'hui magazine à Desauville.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Série : Erreurs judiciaires : 20 h. 55. Bicentenaire des États-Unis : « America », de A. Cooke (Une vie plus large) : 21 h. 45. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30 (R.). Série : Erreurs judiciaires : 20 h. 55. Bicentenaire des États-Unis : « America », de A. Cooke (Une vie plus large) : 21 h. 45. Journal.

FRANCE-CULTURE

20 h. Poésie : 20 h. 5. La musique et les hommes : Wagner et Louis II de Bavière ; 22 h. 35. Entretiens, avec A. Rubinstein ; 23 h. 5. De la nuit : 23 h. 50. Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. Présentation du concert : 20 h. 30. Musique dans un musée. Concert baroque au Musée historique de Lyon, avec J. Nelson (soprano), W. Christie (clavier), J.-P. Bats (vielle de gambe), P. Campion, d'Angers, R. Rameau, Cuperin ; 21 h. 30. Festival estival de Paris : Quatuor « Les Harpes », opus 74. (Bach) ; Quintette pour clarinette et cordes en si mineur, opus 115. (Brahms), par le Quatuor bulgare, avec M. Peral.

COMMENT ÉVITER LES BOUCHONS ? L'HEURE H POUR CHOISIR LA MEILLEURE HEURE DE DÉPART

L'Heure H, campagne de prévision et d'information du ministère de l'Équipement (Direction des Routes) conseille les automobilistes sur les meilleures heures de départ dans leur région. Les automobilistes vont trouver une route plus libre en consultant attentivement les informations ci-dessous.

Deux sortes de renseignements sont fournis : — l'état de circulation aux carrefours les plus encombrés des itinéraires vers le sud pour suivre les conseils Heure H en toute connaissance de cause ; — les conseils détaillés sur la meilleure heure de départ et un graphique pour voir en un coup d'œil la marche à suivre : Heures déconseillées, les colonnes grises, Heures conseillées, les colonnes blanches.

Un conseil général, valable pour toutes les régions de France : la meilleure solution, pour les vacanciers qui le peuvent, est de partir le jeudi 29 juillet ou le mardi 3 août.

DE LA RÉGION PARISIENNE

Deux la région parisienne les quatre jours de départ (30-7, 31-7, 1-8 et 2-8) seront très chargés. Pour les automobilistes se rendant vers le sud, des difficultés sont à prévoir sur les grandes itinéraires qui mènent au soleil.

VERS LYON ET LA VALLEE DU RHONE

Difficultés sur l'autoroute du Soleil : — Vendredi 30 juillet, de 12 h. à 18 h. — Samedi 31 juillet, dimanche 1^{er} août, lundi 2 août, de 3 h. à 8 h.

VERS LE SUD-OUEST

Difficultés à la sortie de TOULOUSE à la sortie de l'autoroute Aquitaine : — Vendredi 30 juillet, de 15 h. à 21 h. — Samedi 31 juillet, de 3 h. à 18 h. — Dimanche 1^{er} août, de 3 h. à 15 h.

VERS L'OUEST

Difficultés à la sortie de l'autoroute Océane avant LE MANS : samedi 31 juillet, dimanche 1^{er} août, lundi 2 août, de 3 h. à midi.

CONSEIL HEURE H

Compte tenu des temps de par-bours entre la région parisienne et la localisation des principaux encombrements prévus, les conseils sur la meilleure heure de départ sont les suivants :

VERS L'AUTOURROUTE DU SOLEIL

Vendredi 30 juillet : Heures de départ déconseillées, de 12 h. à 18 h.

VERS LE SUD-OUEST

Difficultés à la sortie de l'autoroute Aquitaine (Ces indications ne figurent pas sur le graphique). Vendredi 30 juillet : Heures de départ déconseillées, de 12 h. à 18 h. Samedi 31 juillet : Heures de départ déconseillées, de midi à 15 h.

VERS L'OUEST

Difficultés à la sortie de l'autoroute Océane avant LE MANS (Ces indications ne figurent pas sur le graphique). Samedi 31 juillet, dimanche 1^{er} août, lundi 2 août : Heures de départ déconseillées, de midi à 15 h.

Pour tous renseignements routiers complémentaires, téléphonez au : Centre National d'Information Routière - Inter Service Routes 1, boulevard Théophile-Stanislas, 93110 ROSENY-SOUS-BOIS. 858-33-33.

مکان المثل

Le Monde DES LIVRES

Louis Guilloux, maître de son art

L'EXIL ET LA DÉLIVRANCE

* « Salido », suivi de « O.K. Joe », Louis Guilloux, 225 p., 32 F.

LOUIS GUILLOUX n'a pas la place qu'il mérite dans la littérature contemporaine. Le cordonnier, comme Jean Jéhanne, il n'est pas de l'Académie française. Romancier puissant, il n'a eu ni le Goncourt, ni le prix de la Concorde, ni le prix de la Vierge. Il n'a pas été défrayé la chronique par des exclusions, démissions, intégrations retentissantes. Bref, il n'a pas revendiqué le calme. Il n'a ni inventé une philosophie, une doctrine, ni créé un parti. Il a écrit des romans et des nouvelles : populaires et provinciales, trahis ses engagements, ni dévot, ni ambitieux. Il est resté fidèle à lui-même (ce n'est pas un défaut) : un esprit libre, vert, curieux, et même malicieux, tant à voir avec lucidité ce qui passait autour de lui et à en rendre compte avec le juste dosage

de générosité et d'humanité qui fait les livres durables. Le recueil de deux récits qu'il vient de publier, après une œuvre rare, lente, méditée, de « la Maison du peuple » à « la Confrontation » en passant par « le Sang noir » et « le Jeu de patience », témoigne admirablement de ces qualités, avec la pureté d'une œuvre que le temps a dépouillée. Louis Guilloux ne s'embarrasse ni d'artifices, ni de conventions. Il raconte tout simplement deux épisodes de sa vie, dont il fut à la fois le témoin et l'acteur, au début et à la fin de la seconde guerre mondiale, à Saint-Brieuc ou dans ses environs immédiats.

« Salido » est l'histoire d'un réfugié espagnol, d'un lieutenant de l'armée républicaine que la défaite du « Front populaire » a rejeté jusque dans la lointaine Bretagne, peu avant la guerre de 1939. Les autorités entendent réléguer tout ce beau monde embourbant dans un camp, celui du Vernet. Mais Salido s'y refuse. Il veut aller à Moscou. Le narrateur, qu'on n'aura aucune peine à identi-

fier avec l'auteur et qui est lui-même suspect aux yeux des autorités (il est responsable du Secours rouge pour la région), s'emploie à le cacher avec l'aide des militants communistes locaux. Mais Moscou, via Paris, tarde à répondre. Salido décide alors de se rendre dans la capitale, accompagné d'une femme, une sympathisante, qui y vécit autrefois. Ils se perdent, ne parvenant pas à trouver l'adresse du siège du parti.

Lorsqu'ils réintègrent Saint-Brieuc après plusieurs jours de pérégrinations nocturnes et diurnes, la réponse est arrivée. C'est non, pour Salido. Il lui faudra continuer à se planquer, à travailler sous des noms d'emprunt, à fuir jusqu'à ce qu'un jour de septembre 1939, un des premiers de la « drôle de guerre », il soit arrêté presque sous les yeux du narrateur. Il disparaîtra sans plus laisser de traces, époque obstinée qu'une lame plus haute emporte, survivant condamné d'un espoir outre de l'histoire.

Louis Guilloux a suivi ce minuscule naufrage avec la patience et la disponibilité sans cesse offerte d'un sauveur qui serait lui-même exposé. On le voit marchant dans la ville, impuissant à autre chose que l'entraide, offrant à tous son service inutile, combattant désarmé mais sans emploi, préfiguration de ce que seront, dans les lentes années à venir, les innombrables demi-soldes des révolutions perdues ou inabouties.

Une autre histoire d'Espagne exilée à rapprocher de celle-ci, que les hasards de l'édition font se rencontrer et qui, curieusement, est aussi une histoire vraie, rapportée par un journaliste qui en fut le confident ou le témoin. « Juan ou la fin de l'été » (1), de Pierre Bosc, rapporte l'aventure d'un ancien combattant anarchiste de la guerre d'Espagne, installé en Arège depuis cette époque, et qui, après une vie d'homme paysan, aide, après sa retraite, s'écroule, loin de sa solitude. Il va trouver le curé, bien que ce ne soit pas dans ses idées, pour que celui-ci l'aide à rédiger une annonce matrimoniale.

PAUL MORELLE.

(1) Août du guid, 11300 Villeneuve-Aude, 80 p., 10 F.

(Lire la suite page 10.)

A nous les grandes Anglaises...

IRIS MURDOCH ET LES DIEUX OBSCURS

* Iris MURDOCH : LE PRINCE NOIR. Traduit de l'anglais par Yvonne Davet. Éditions Gallimard, 449 pages, 49 F.

ROMANCIÈRE prolifique, Iris Murdoch, d'origine irlandaise (elle est née à Dublin en 1919), publie les livres les plus typiquement « anglais » qui se puissent concevoir. Les façons de vivre, les mœurs, les tempéraments, tout indique Londres et sa banlieue, ses quartiers résidentiels ou bien Oxford. Pourtant, un de ses héros dit : « Je n'ai jamais vécu en Irlande, ce qui n'empêche que je garde sentimentalement conscience d'une parenté avec ce pauvre chien de pays » (1). Cette parenté donne à Iris Murdoch ce statut privilégié dans la littérature anglaise d'aujourd'hui : être si profondément anglaise, mais, par ailleurs, déchirer ces façons de vivre, ces mœurs, ces tempéraments par de brusques éclats de sauvagerie. Alors les faux-semblants cèdent, et quelque chose se passe qui fait émerger les monstres tapis dans l'inconscient, les désirs qui sont dans l'inévitable, ou — comme elle l'a écrit — les dieux obscurs.

C'est une femme, Paula, dans les Demi-Justes (2), qui rend sensible la violence de ces intrusions : « Sous l'influence des forces obscures et primitives qui nous mènent à détester la logique dans nos moments de crise, bien qu'elle n'ait aucun rapport avec la morale, nous pouvons parfois reconnaître un peu comme l'action des dieux. » Du coup, la célébration de l'amour, qui fait le fond des livres d'Iris Murdoch, se révèle singulièrement difficile — dans la mesure même où les pulsions incontrôlées et incontrôlables mènent le jeu et haussent de plein tout ce qui constitue le « faitisme » — ardeur du puritanisme. La complexité des intrigues imaginées par Iris Murdoch atteint à la grandeur de la satire : elle fouille le puritanisme avec d'autant plus de verve et de vigueur qu'elle s'y connaît, et qu'elle appartient à ce monde-là.

Simplement, il importe de remarquer que de souligner la présence, dans l'œuvre romanesque d'Iris Murdoch, de l'humour. Si le Prince



* Dessin de JULIEN.

noir atteint aux dimensions du tragique et ne cesse, d'un bout à l'autre, d'être pathétique, on y trouve des scènes bien menées, et si drôles, malgré le contexte, que l'on est obligé de rire : un monsieur, qui est tout nu aux côtés d'une dame dont le mari s'annonce dans l'entrée et qui ne parvient plus à s'y retrouver dans le désordre de ses vêtements, rien de bien extraordinaire, et situation à vrai dire banale, mais traitée par Iris Murdoch, conte dans le contre-champ du pathétique qui donne au livre sa dimension, elle devient irrésistible. C'est du grand art !

Une autre constante des romans d'Iris Murdoch, c'est l'homosexualité latente des héros. Mais cette homosexualité n'a rien de réel : elle est une apparence. Martin Lynch Gibbon, le malheureux héros

d'Une tête coupée, est peut-être amoureux du psychanalyste qui veut épouser sa femme — du moins, c'est ainsi qu'en jugent certains personnages secondaires — mais, à la fin du livre, il s'unit, enfin, à la seule femme qu'il puisse aimer. Les choses ne se passeront pas autrement avec John Ducane dans les Demi-Justes. Ducane « avait, souligne Iris Murdoch, gardé et même cultivé un puritanisme écossais débridé ». Et la voilà, dans les premières pages du roman, assise à l'arrière de sa Bentley : « Ducane, déprimé par ses complications amoureuses, eut envie — et non pour la première fois — de poser la main sur l'épaule de Flvey. »

HUBERT JUIN.

(Lire la suite page 10.)

R.-L. BRUCKBERGER l'âne et le boeuf

Introduction de JEAN DUTOURD le point de vue du laïc

PLON

UN COLLOQUE SUR LE « BAROQUE »

L'horreur du plein

ES intellectuels, en France, ont mauvaise presse. On voit en eux des enfants gâtés et ingrats, durs et irresponsables, suffisants et qués, derrière leur latin linguistique.

Il les surprenait en vacances, le jeune risquerait de les juger plus encore. Dans les colloques rustiques où elles se retrouvent de plus en plus, l'esprit en chemise, les vestes du savoir prennent, à crier leurs rires, des plaintes de chats caressés qui rient, vont du dehors, la fumée.

restait-il de leurs jeux que cette pite décadence — au sens de « dé » — elle vaut pourtant mieux le tourisme culturel réservé aux ses et d'une certaine façon, elle est nécessaire. Dans le silence cratère de leurs châteaux et de leurs les, les fous de colloques témoignent de la possibilité de la connaissance et de l'art comme les derviches es moines répondent du ciel. Et, sait si, en se confrontant à la onade sur tel ou tel sujet d'apnée mineure, ils n'aimaient pas astes intuitions ?

est ainsi qu'une décade de Certes de jeter sur l'actualité du concept « baroque » des liens comme peuvent en faire jaillir des spés en congé d'érudition, enfin s de s'ouvrir à l'improbable.

HISTORIEN d'art est le mot enclen à ces songes d'été et aux échanges aventurés qu'ils favorisent. Le mot « baroque », dont il re- l'excusivité, ne saurait dési- selon lui, qu'un canton bien pré- le peinture et de l'architecture péennes entre 1580 et 1710, avec volutes et ses diagonales. siles lui paraissent licites, tant vent de soi, les comparaisons avec tendances littéraires de la même ode : culte de l'allégorie et de la uphore ravivé par l'exégèse sacrée à saint Ambroise (exposé de Hervé m) : art du parafre chez Balta- Gradian (intervention de Benito grin) : sensualité et mouvement es du Bernin chez les poètes mé- ysiques anglais ou chez Milton de de Robert Ellrodt).

A la limite, on tolère, entre collègues, les généralisations des historiens des idées et des philosophes. Inspiré par les découvertes astronomiques et géographiques du système solaire, le baroque traduirait en art la mise en cause copernicienne de la représentation de l'univers comme sphère idéale commandée par la Terre, puis par le Soleil. Il poserait dans ses moindres manifestations la question d'un monde en ellipse, au deuxième centre introuvable. Sa prodigieuse ornementale masquerait la fin de l'ère métaphysique et du semblable comme fondement du savoir. Son déréglé calculé de tous les signes, selon l'ap- près rimbaladin de Michel Foucault repris par Benoit, marquerait le deuil, en trompe-l'œil, de Dieu, de l'homme, du sujet, de tout centre. L'irruption du néant, en somme.

PAR ce vide, le « n'importe quoi » a été fait de s'engouffrer. Surtout en France, où une vieille tradition veut qu'on change en fourre-tout plutôt péjoratif les vocables étrangers, notamment ibériques, dont le sens étouffe ou inquiète en nous on ne sait quelle clarté atavique. De même que nous avons avili en « habileux » et « matamore » des mots espagnols nullement négatifs, la perle irrégulière du « baroque » est devenue pour nous synonyme d'exubérance et d'asymétrie de mauvais aloi, la notion de goût ayant toujours servi, contre le gothique déjà et bientôt, contre le romantisme, à masquer notre fermeture infirme à l'Autre.

L'ouverture enthousiaste d'un précédent colloque devenu historique — en 1931, à Pontivy, avec Eugenio Dorn — n'a fait que confirmer la règle d'une espèce de gallocentrisme morveux. Le mot « baroque » est resté en France le signe-valise de toute surcharge maniérée et barbare, jugé adéquat pour le roccoco aussi bien que pour le modern-

style ou la nouille-métro le roman russe ou la syntaxe de Proust.

Au lieu de réprimer ces anachronismes et ces dérivés de sens hexagonaux, comme les experts étrangers ont inventé de tout leur ébahissement, peut Jean-Marie Benoit à eu la malice de les laisser s'extérioriser eux-mêmes, en proposant à l'exercice irrecevable un peintre labile ou François Couperin, savoureusement louche. Après quoi, les historiens les plus rigoureux, dans un mouvement de conciliation auquel pousse la dramaturgie des colloques, ne pouvaient que souscrire aux des-

Par Bertrand Poirot-Delpech

seins profonds du meneur de jeu : nous regarder dans le baroque comme il s'est regardé lui-même dans l'Ami- quité, et faire éclater sa résurgence, sa brillante actualité.

CHEZ les surréalistes, une des meilleures connaissances et traditions françaises contemporaines, Mary Ann Caws, n'a pas eu de peine à retrouver trace du maniérisme du dix-septième siècle : même recours à la métaphore et à l'insinuation qui privent le regard de son innocence, même fétichisme de l'œil et du doigt, même obsession du miroir, de la parole, de l'eau gelée : selon la nomenclature de Bachelard, remémorant d'images, même quand Crashaw associe « flaming fountain » à « weeping fire », et Breton « flamme d'eau » à « mer de feu ».

Et plus près de nous ? Chez qui déceler du baroque au sens historien et non fantaisiste du terme ? Il fallait le séduisant mélange d'audace et de soumission aux textes déployé par Jean-Yves Guérin pour déconstruire ou contester le label à des créateurs modernes ou encore vivants.

C'est au cinéma que le rapprochement s'impose le plus. Qu'il se proclame lui-même « baroque » n'ajoute rien à l'évidence que le Max Ophüls de Lola Montès se rattache au baroque d'origine, de même que le Beno, de Don Giovanni et, au moins par fascination, Sternberg, Cocteau, Visconti, Orson Welles.

Au théâtre, ce n'est pas un hasard si Claudel a placé en exergue de son Soulier de satin le proverbe portugais : « Dieu écrit droit en lignes courbes », et s'il a parlé de « désordre minutieux, sémantique réglé ». Ghalderoda, Gombrowicz, Audiberti, Genet, Arrabal, et des metteurs en scène comme Levelli méritent d'être envisagés selon les règles baroques de représentation du monde, d'illusion comique, de jeu avec l'insignifiance.

La même relecture fait apparaître Robbe-Grillet comme la plus nette ré-urgence littéraire du phénomène post-renaissant. Rien n'y est vrai que le faux, le romanesque et les significations y cèdent le pas à l'artifice gratuit, en signe patent de désarroi idéologique, de perte de foi dans l'appréhension rationaliste du réel.

P ARMI les œuvres en train de naître, un nombre grandissant correspond à la définition du baroque par Borges — « toute création qui tente d'épuiser ses possibles » — ou par Severo Sarduy — Barocco, Seul : un attentat contre la gestion « radine » des signes et le bon sens moraliste sur quoi repose la société de consommation.

De proche en proche, et avec la caution de ses références volontaires à

l'Astrée, pourquoi ne pas qualifier de « baroque » un écrivain de la pastorale réveuse tel que Chailion — le Sentiment géographique (Gallimard) — tout à sa hantise nocturne de retrouver péle-mêle, à force de digressions et de demi-sommeils, l'esprit secret du Foras d'Urré et les figures enfouies ou enfuies du passé, de l'espace ?

Par ses invocations et ses enchaînements, Jean-Marie Benoit se cabrait à peine de revenir à un soudain voisin déjà exprimé par sa passion pour des poètes comme John Donne, dans Tyrannus du logos (Éditions de Minuit) 1975, ou la Révolution structurale, et où se recoupent ses nombreuses interventions dans l'actuel brassage d'idées : repérer tous les signes présents de dérive, d'errance et leur appliquer, non sans virtuosité verbale, ses chères notions de « décentrement », de « ré- fente », de « dilacération », de « trans- versalité ».

EN clair, et quitte à trahir un peu, on tend à définir une structure permanente, ou au moins intermittente, du « manque », qui alderait à rendre compte de la « part d'ombre » : celle de l'inconscient — en quoi Lacan deviendrait lui aussi « baroque » ! — ou du langage, tel qu'il travaille à notre insu. De même que la nature, dit-on, a horreur du vide, l'art des temps de doute aurait horreur du plein.

Ce faisant, le philosophe cède à la tentation immémoriale de sa discipline de soumettre la chronologie et autres brouilleries à la passion de la théorie pleine. Parce qu'enfin, s'il est vrai que le vingtième siècle oppose l'irrationalnel à la pluralité de sens à la faillite de la raison, voire du politique, le baroque historique visait exactement à l'inverse, c'est-à-dire à subvertir au nom de la raison aujourd'hui vacillante la théo- cratie et l'irrationalnel.

« Mettons qu'il y ait eu chiasme », rectifie le philosophe, qui a décidément répondu à tout quand il pétillait d'intelligence, comme Jean-Marie Benoit, jusqu'à l'ébriété.

* Colloque tenu à Certes-la-Salle du 12 au 22 juillet, sous la direction du philosophe Jean-Marie Benoit. Compte rendu à paraître aux Presses universitaires de France.

(Lire page 10) ... programme des prochains colloques.

Festivals

LA TÉTRALOGIE DE CHÉREAU A BAYREUTH

« Siegfried » au creux de la vague

[illegible]

à tout caillu, brutal, obéissant
 avec Stegried qui ne daigne
 le maître du monde à la fin de
 l'acte, où il daigne à califourchon
 sur une échelle double, redresser
 son corps et sa tête, et se faire
 la manière de Wotan), une ca-
 caserole sur la tête et brandissant
 le sceptre d'or, le premier per-
 sonnage des *Wotans* de Grimm.
 Stegried lui donne une excel-
 lente réplique avec René Ko-
 ch, qui, par sa voix et par ses
 attitudes lymphatiques et qui-
 tes, que nous aussi, très préci-
 sément et très vite, nous sa-
 vons par cœur mais bien lais-
 sés, présente une surprise; c'est
 Wotan qui l'embrasse sous la forme
 d'un homme, et qui, par sa voix
 la jansenne roue et la machinerie
 compliquée des deux premiers
 actes (de la *Walysie*), qui forment
 le *Wotans* de Grimm, et qui, par
 à s'en occuper. Soient fort am-
 sante, mais qui montre combien
 le comédien, dans le rôle de
 de cette mise en scène est tiré par
 les cheveux, un simple guidet
 sans résonance profonde, ici du
 monde.

La deuxième acte reste tout

massé onédoïque; on se croirait
dans une grotte, et on forme
cabane de jardiin qui peut figu-
rer l'antre du dragon, et l'oiseau-
phrophète est enfermé dans une
cage, et l'oiseau phrophète, c'est
Siegfried écoute comme un poste
à transister. Le grand et superbe
dragon artériel disparait dans un
nuage, et l'oiseau phrophète, c'est
nuitre le géant fuffier mourant,
qui remplace difficilement le ca-
poteur, et l'oiseau phrophète, c'est
obstruer l'entrée de la caverne.
Pur de maple en tout cas, d'au-
gure, et l'oiseau phrophète, c'est
fioz, fioz, qu'on dit dans un
cet acte que Siegfried soutient
presque sent. Il apparaît l'une
des scènes les plus intéressantes
pour imiter les scènes les plus
complicées, mais qui se trouve
assez désarmé, mais il faut sou-
venir que l'oiseau phrophète, c'est
portée presque exclusivement mu-
sicales et poétiques.

Expositions

L'art contemporain dans la « confusione » vénitienne

La mort physique et populaire, c'est la grande hantise de Venise, qui a battu le rappel de la solidarité nationale dans la hantise de qu'en sera-t-elle-mussée, pour touristes, un néo-géomant historique qu'on valerait comme un cimetière.

Venise avait besoin de ressusciter la Biennale (supprimée en 1972) pour as maintenir dans les flots de la culture contemporaine. D'où l'énergie — et l'argent — dépensés; d'où la rage et la haine mises par M. Carlo Ripa di Meana et l'architecte Gregorio Alzani dans le sauvetage du réseau en péril.

Un feu d'artifice d'idées dégaïées pendant deux années de *brainstorming* à l'italienne ont fait partir les mètres de quatre années de siffence de la Biennale depuis 1972. Juste à un moment où des manifestations similaires étaient en crise à New York, à San Francisco, à Kassel, la Biennale de São-Paulo et celle de Paris, qui coûtent généralement cher et donnent des résultats d'autant plus décevants que la production artistique, elle-même en crise, n'offre que très rarement des expériences ou des œuvres constantes à mettre en scène. Mais si la production actuellement est trop pauvre pour justifier l'ampleur de la manifestation traditionnelle, Venise allait compenser par l'enrichissement des thèmes et par le nombre des expositions. (*Le Monde* daté 18-19 juillet).

découverte de l'appropriation sensible du milieu immédiat. Du domaine architectural, le projet d'architecture n'est pas une question d'art, mais ce n'est pas un tableau, ni une sculpture, ni une architecture, mais une catégorie nouvelle qui ferait une œuvre d'art de totalité de l'espace qu'on l'vit.

Ce thème à la fois séduisant, on peut dire qu'aucun pavillon national n'y a répondu d'une manière particulièrement remarquable. Certains, comme la Hollande, ont fourni des réponses littérales, avec un ensemble de photographies et de chiffres qui rendent compte de la vie socio-urbaine dans un pays démocratique, tandis que d'autres, comme le pavillon américain, montrent, dans l'édifice le plus large et le moins significatif, pompeusement mises en catégories des peintures de Mottewill, Berthol, Ryman, Warhol, Tuttle, et d'autres. Le pavillon de Warhol d'avant Warhol devait faire mourir de honte son auteur...

Le pavillon anglais a donné à la question une réponse laconique et élégante avec la triple rangée de pierres, de Richard Long, qui parcourt avec simplicité les salles du pavillon, où elles font entrer dans la nature sauvage dans un espace architectural. Le pavillon allemand, l'ancien pavillon allemand, l'ancien allemand, l'ancien allemand de Buysy s'est trouvé dans son élément. Il a incrusté dans le sol en marbre de cette salle monumentale un rail de chemin de fer, creusé un

Comment comparer ce qui n'est pas comparable lorsque s'affrontent des développements culturels inégaux ? Au pavillon hongrois, les Sarcelles des environs de Budapest sont encore données pour des expériences d'environnement modernes alors que, ailleurs, on en est à leur critique ironique. Au pavillon finlandais, par exemple, qui illustre le déclin constant de la « technosphère » envahissante de la « biosphère », mise en pièces.

A vrai dire, c'est du côté des environnements présentés au pavillon international, les « ambiances », qu'on en a su toute la mesure. Les plus intéressants sont ceux, même à leur flétrissement et insérés dans la continuité historique, que l'on tend à démontrer qu'il ne s'agit pas là, contrairement à ce qu'on pourrait croire, d'une idée nouvelle. Vingt environnements ont été réalisés, dont plusieurs sont des reconstitutions historiques. Le témoignage de ce moment où l'art moderne a quitté le tableau pour aller vers le relief, le plafond, le sol, ainsi que les meubles, en une œuvre d'art. Voici le futurisme de Balla le non-objectivisme des artistes révolutionnaires russes Rodchenko, Puni, Lissitzky... L'expérience des premières décennies du siècle se répète et se renouvelle sans cesse à travers l'œuvre de Mondrian (le salon de Mme B.-J.), puis par l'ambiance spatiale de Fontana, le

Eclectisme et histoire

Et c'est ce qui caractérise la Biennale 78 : d'une part, une attitude d'éclectisme sur le mode d'aujourd'hui, de l'autre une quête rétrospective sur l'aventure du passé moderne — depuis le début du siècle, dans l'intégration de l'histoire à l'environnement quotidien. L'histoire fait interruption à la Biennale pour consolider son ambition moderniste. Ainsi, la Biennale devient un musée vivant qui prend des options culturelles, voire politiques, dans le traitement des questions cardinales : caractéristiques des organisations italiennes.

La confusion qui règne en Italie, on la retrouve ici, et le paradoxe veut qu'elle soit créatrice. Cette Biennale est batarde, insaisissable, et en même temps elle est originale et pleine de promesses. Ce qu'on perçoit le mieux est en tout cas le désir d'entreprendre et de rousciser, de se prêter au compromis. Car les parties du puzzle et les syndromes des pavillons ont été choisis en fonction des intérêts du pouvoir local. Il aurait été de toute évidence plus sage de bloquer deux décisions. D'où la nécessité du compromis. D'où également l'éclectisme et l'hétérogénéité des œuvres et des artistes dans l'exposition qui entend rendre compte de l'actualité artistique de ces quatre dernières années. Elle réunit la peinture réaliste d'Antonio Sisti, le dessin de Heacop, approche dans une divergence de principe d'Harry Bell, Paul Théri, Allaud de Lally Bell, Viallet et Marital Rayssa de Matsuzawa, Pansanaranko, Baruchello,

**La stratégie
des « Ambiante »**

En face, le pavillon français, au fronton ionique, semble pimpant et propre, fraîchement repeint. Nous y sommes accueillis à l'entrée par le *collectif d'art sociologique* (Fischer, Forest et Théron) qui expose le projet d'un « réseau de moyens », de « bombardier » d'images lumineuses la cité des Doges. A l'intérieur, le mélange peu heureux de Hains et Lavier, dont la salle sépare les expositions de Raymond (l'architecture de carrelage blanc de sa propre maison), de Samzejour (l'environnement du monde réorganisé en cartes géographiques) et de Jacquet — dont la salle rose illustre l'expérience mystique récente de ce peintre — domine, la galerie de sculptures, le jeu de plateau et de méditation indien à soixante-quatre cercles.

Ailleurs, les propositions sont divergentes et inégales: ici, des expositions de tableaux ou de sculptures qui ont vaguement trait à l'environnement: l'œuvre de Liberaki au pavillon grec, de Karavan au pavillon israélien, de Svoboda (auquel on doit le mur d'images de l'Exposition internationale à Paris en 1967) au pavillon tchécoslovaque, des tableaux d'Alliro, au pavillon vénéto-slovaque.

Au-delà de ces reconstitutions qui donnent une assise historique à l'« art d'environnement », on rependrait l'insolite sphère de journaux de Pistoletto (qui expose par ailleurs, au Palazzo Grassi), l'espace aliéné d'Accardi, le passage entre deux rangées de chevaux occupés par leur avoine : de Koussine, le parterre de la rue de la Maréchalie, l'infini de la salle noire architecturée de figures géométriques en liberté de Lewitt, et pour terminer une pièce dont la qualité intérieure tranche sur l'ensemble : l'environnement de Nordan, qui nous propose un espace polygonal blanc illuminé par un fil vertical de lumière dont la rareté sculpte littéralement l'espace. On ne peut que regretter que l'absence de chapelle, que La Courbrière à Ronchamp aurait sûrement aimé. Partout une stratégie de l'artiste dont la fonction consiste à décoller des opérations mentales chez les spectateurs que nous sommes et à agir sur nos émotions. L'« ambiente » c'est la consommation de l'art au-delà de l'œuvre d'art.

A sa manière, l'exposition sur la peinture espagnole depuis le franquisme de 1938 provoque, elle aussi, une réflexion sur les liens entre les arts plastiques que politiques. Elle mérite qu'on y revienne en particulier.

JACQUES MICHEL

Avignon

Merce Cunningham dans la cour d'honneur

On avait même tous les marches
le cœur d'honneur pour ce pre-
mier « Event », de Merce Cum-
mington, très attendu. Un groupe
le danseurs est apparu, en collant
voile, se livrant à une migration
colossale, de grands arcs dans le
bras, de petits battements sur
eau-de-plaid, des trajectoires
noir, se livrant à une migration
comme des val d'herminettes.
Une musique incomfortable a surgi,
sonnée des aboiements furieux
« Un chien, et des éclatements d'un
ser d'artifice dans Avignon. Puis
Merce Cummington est arrivé;
grand diable en collant rouge,
figure chiffonnée sous la tignasse
de paille de fer, il a commencé
à lent décarriage du mouve-
ment, une série de gestes précis,
impies, étranges : des tâtou-
nages accusés de la main, tou-
nant, froide, du bout de l'œil,
des grands dégoûtements de
rime, comme un échossier en
rte d'équilibre, avant de s'éclip-
ser sur un petit pas de promenade,
s mais dans le dos.

Pas de décor, pas de costumes
— des survêtements peu seyants —
le son mot des piétinements sur
sol. Tandis que les danseurs se
ncent d'énormes pelachons à la
te, la lumière vient saisir une
une fille dans une magnifique
obasque, qui se renverse en atti-
lants sautés. Merce Cummington
avait une chose : il l'approche
un couple et vient poncher avec
à bâton chaque dégoûtment du
ed de la danseuse.

Peu à peu, il s'est fait des mou-
vements divers dans le public, ou
lutôt les publics : il y a là les
milliers de la « modern dance » et
eux qui la reçoit comme une
vélation. Ils se délectent du jeu

l'espace, ils goûtent le « timing » des mouvements; la tranquillité paisible et l'apparente simplicité d'un exercice rigoureusement structuré, avec des relais étonnants pour téléphorie et d'incessants changements de rythme.

Il y a le public de bonne volonté curieux, attentif. Il perçoit plus ou moins bien qu'il s'agit d'un espace dépouillé, que les gestes des danseurs, et que des rapports différents se créent entre eux, et avec les yeux. Enfin, un grand nombre de spectateurs ne savent pas trop ce qu'il y a à voir; ils bougonnent devant des déambulations dans l'es. Ils ne saisissent pas le geste qui plaignait l'absence de la musique d'un nulement ostensiblement. Ceux-là sont déçus; ils n'ont pas tout à fait tort car les « Events » ne constituent pas un spectacle chorégraphique mais une suite d'exercices de travail visant à épurer le mouvement de toute signification psychologique ou esthétique. Il faut du temps à un public habitué aux ballets traditionnels pour adhérer à ce dépouillement total, un peu comme pour entrer dans la peinture abstraite.

Ces soir-là, à la cour d'honneur, ils attendent un ouvrage composé, où ils puissent se projeter, comme ce fut le cas l'an passé, avec « X. Land », de Carolyn Carlson, ou même à l'Opéra, avec « Un jour ou deux », de Merca Cunningham. Les « Events » auraient gagné à être vus dans un cadre plus intime, à moins que Cunningham ne se soit contenté de nous faire découvrir un lieu aussi officiel que criminel.

prosaïquement sur le plancher, entre les tombes au cimetière romain de la Walkyrie. Il semble que tous à coup la grille ait abandonné Chereau, trop néophyte pour tisser les longues laces de la musique, peu dans le style de la Walkyrie, et l'air d'un amour naïf (1) et coupable d'amour dégraisé le décor, ramené sur la basse terre des dialogues conçus pour le sommet du monde. On voit, ensoleillé, le jeune Chereau, dans l'atmosphère d'un vieux Jones, ou, au contraire, abuse de son ombre, d'une richesse éolante mais flottante, prise dès son réveil en deux parts et en trois, la première pour se faire à l'air, la seconde pour se faire à la multitude naturelle, et l'orchestre de Pierre Boulez lui-même ne dépasse guère les octaves modérées d'un trémolo trop compartimenté d'intervalles et d'abandon de lumière et d'amour.

Avec les chanteurs déjà cités, il faut signaler Zeiten Kelsen, formidable Alceste et à la fois, formidable Chereau, et un jeune cruché à la jace du monde, et Donald McIntyre, qui est de bout en bout le Wotan « très brout et très dur » dont parle Chereau, et qui, à la fin, se fait à l'air, par une réflexion luscineuse et voine ; il n'est plus ici le maître des dieux ou le maître de forge, mais un voyageur émotif et le maître d'un monde d'air et d'Erda (Hanna Schwartz) à la profondeur et l'éclat d'un sombre diamant.

Nous que, si une grande part de la musique nous a été donnée, nous ne sommes pas Chereau, la presse allemande dans son ensemble paraît beaucoup plus modérée et s'étuine par « le jeune François ».

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Mais Chereau est-il convaincu par ce duo d'amour, lui qui voit en Sigfried un héros « totalement manipulateur et inconscient » et dans toutes les femmes de Wagner « des mères ou des putains » ? (Le Monde du 31 août 2005)

MARCELLE MICHEL

★ Prochains « Events », 3 et 4 août 21 h 30

« Jakob le menteur », à Théâtre Ouvert

Posséder une radio, une montre, s'hâter, se lever, dans la rue après 8 heures du soir sans interdire, qu'est-ce qui arriverait à un type qui, une bague au doigt, se promène avec sa radio sur la rue, le soir, se demande Jacob, habitant du ghetto de Lodz, en 1941, virtuose d'une langue polonaise, d'allemand et sur le postulat : au commencement était le Verbe et le Verbe s'est fait chair. Jacob, d'origine es, raconte de Yurek Becker, un roman d'une suite de fables, la trêve, l'irrésistible, l'insupportable dont l'écriture suit le processus de l'immagination et conte la force de l'humour de la langue polonaise, de la langue des Dames en rassemblement des visages dans espace abstrait (des adins en espacé) pour donner à l'écriture un caractère révolutionnaire, l'utopie, Jacob ayant entendu la nouvelle — « les Russes viennent » — à la radio, dans le ghetto, la nouvelle que le ghetto est sorti vivant, par l'une de ses absurdités de la logique qui appartenait qu'à Dieu, conte la nouvelle à un jeune homme, un jeune homme qui, par son langage, empêche d'accomplir une action suicidaire, voler des pommes de terre. A la suite de quoi Jacob est amené à dire qu'il possède une radio sur le toit, le radio est moins invraisemblable que de sortir vivant du ghetto. A la suite de quoi Jacob sur la population du ghetto l'empêcher de céder à la mort.

À partir du même personnage, mais s'étendant du roman pour terroriser l'histoire, le folklore

et la tradition. Jacques Kraemer montait, au printemps dernier, avec le Théâtre populaire de Lorraine, un *Oncle Jakob* où il avait réuni, dans une œuvre tifs, qui composent l'image du juif. Par là, il cherchait à détecter l'empreinte d'un masque d'origine juive dans une œuvre médiévale parabolique, le *Juif de Malte*, dans la mise en scène de Bernard Sobel, se déguise, sous le masque d'un bourgeois, se saisir des armes dirigées contre lui.

A l'inverse, Max Denes dépouille ses personnages de ce qui pourrait les désigner comme Juifs. Il a écrit *ghetto* sous Louis de Funès. Privé de ses sources historiques, réduit à des anecdotes dont les artisans du théâtre ont fait un spectacle sur l'utopie devient fiévreusement ambigu, à la limite partage entre « la foi qui sauve » et « la foi qui tue ». Il a écrit *Le Juif*. Naturellement, ce n'est pas du tout le propos de Max Denes, qui aurait voulu montrer un « processus de changement de sens » dans le *ghetto* de Louis de Funès. Mais supposant connu le terrain historique et idéologique sur lequel il travaille, il a écrit un *ghetto* qui est une démonstration locale dans des eaux opaques. Il transforme ses héros en individus sans identité à force de les vouloir « comme les autres » et les trépasse dans une plongée dans un mélochrome, à force de vouloir évacuer le pathétique d'une situation précise. La représentation reste aussi abstraite que la Verbe ne peut pas être dit, et le Juif, le Juif, le Juif.

COLETTE GÖDARD

GEORGE V (sous-titre anglais) - MARIVAUX
PARAMOUNT MAILLOT
PARAMOUNT MONTPARNASSE
PARAMOUNT Gobelins - STUDIO Rueil
SALLES CLIMATISÉES

SPERMULA

"SPERMULA" est un spectacle délicieux.
P. COLUIN/ELLE

...d'une grande qualité picturale.

Anges buveuses de sperme... "SPERMULA" est un hymne d'amour à la femme

J.-L. BORY/NOUVEL OBSERVATEUR

"SPERMULA" s'attaque aux tabous et viole les
refoulés. H. CHAPIER, QUOTIDIEN DE PARIS

La beauté des filles choisies a permis de faire

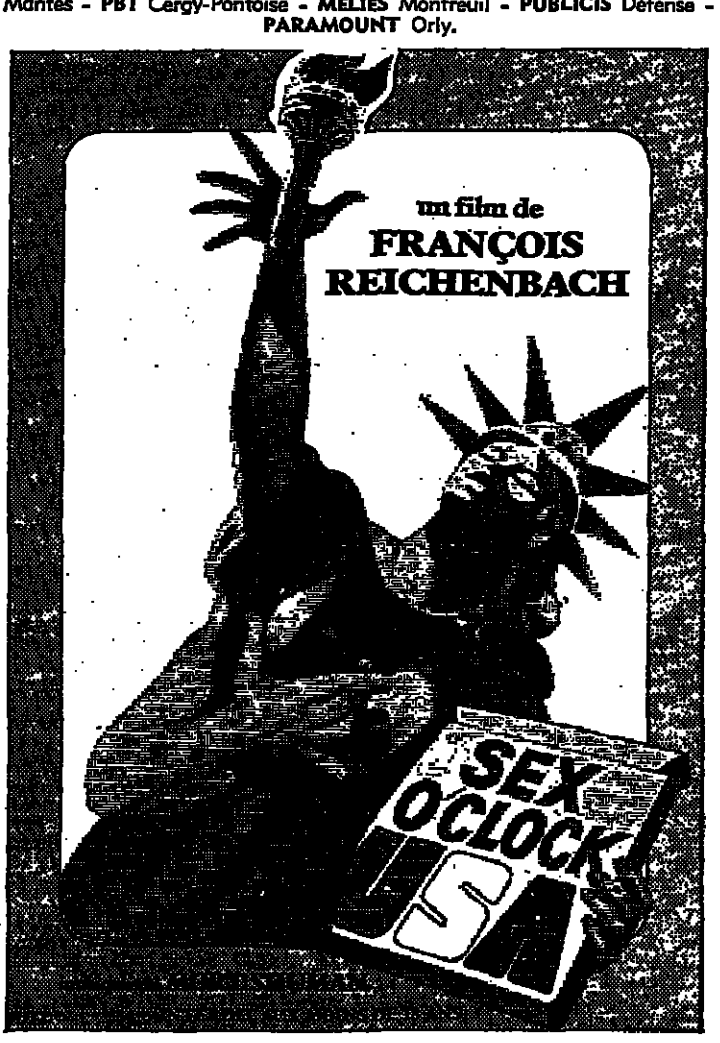
de l'érotisme ne descendant jamais jusqu'à la

portographe...

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

INTERDIT AUX MOINS DE 10 ANS

U.G.C. MARBEUF - VENDÔME - OMNIA - PARAMOUNT MONT-
MARTRE - STUDIO RASPAIL - STUDIO CONTRESCARPE - ARLEQUIN -
U.G.C. Gobelins - MAGIC CONVENTION - NORD CINÉMA - U.G.C.
ODÉON - CYRANO Versailles - ARTEL Rosny - CARREFOUR Pantin -
ULIS 2 Orsay - FLAMADES Sarcelles - ALPHA Argenteuil - DOMINO
Montparnasse - 1917 Clichy - 1917 Nanterre - 1917 St. Maurice - 1917 J. G. D.



JUSTICE

APRÈS L'EXÉCUTION DE CHRISTIAN RANUCCI

M. Giscard d'Estaing a les mots de la générosité et les comportements de la répression estiment les radicaux de gauche

L'exécution de Christian Ranucci, mercredi 28 juillet, a suscité les réactions les plus diverses. De toutes les formations politiques, seul le Mouvement des radicaux de gauche et la Fédération anarchiste ont pris officiellement position. L'un et l'autre manifestant leur hostilité à l'application de la peine de mort.

■ MM. JEAN-DENIS BREDIN, vice-président du M.R.G., et François Londe, secrétaire national du même mouvement, estiment que « pour tous ceux qui détestent la peine de mort parce qu'elle est un châtiment barbare et une arme contre la civilisation, ce jour est un jour sinistre. Mais les dirigeants du M.R.G. ajoutent que cette exécution a aussi « un sens politique ». « La guillotine, assurent-ils, fait partie de l'appareillage de la société libérale avancée. M. Giscard d'Estaing a les mots de la générosité et les comportements de la répression. Chaque fois que le président de la République a un choix essentiel à faire, il fait le choix du conservatisme. »

■ LA FÉDÉRATION ANARCHISTE « constate amèrement qu'un homme vient de mourir d'une décision de justice, la plus avilissante qui soit pour une société d'êtres soi-disant civilisés ». « La peine de mort, ajoute-t-elle, nous ramène de plein pied dans le Moyen Âge, et cas assez qualifiant plus une société que tous les discours que pourront tenir ses représentants. »

■ LA LIGUE NATIONALE CONTRE LE CRIME ET POUR L'APPLICATION DE LA PEINE DE MORT espère « que cette exécution sera comprise par les assassins en puissance que la libéralisation n'est pas le droit de tuer impunément ». L'Association de défense des victimes d'agressions a, quant à elle, adressé au président de la République un télégramme dans lequel elle « prend acte de son libéralisme dans la fermeté ».

■ LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE considère que Christian Ranucci a été exécuté « pour satisfaire et rassurer une opinion publique mise en condition par la campagne sur la sécurité des Français et au nom de l'impunité de la peine ». « Comme toutes les peines d'impunité, ajoute le syndicat, la capitale traduit l'aveu d'impotence ».

d'une société à répondre aux problèmes de la délinquance autrement que par la loi primitive et absurde du talion. »

■ Pour M. Lombard, défenseur de Christian Ranucci, « la civilisation n'a rien à gagner à employer les armes de la barbarie. Je souhaite, à décalant l'avocat, que la peine de mort soit supprimée. Si elle ne l'est pas, on n'aura beau réformer, on sera du sur-place ». M. Albert Naud, connu pour son opposition à la peine capitale, a affirmé de son côté qu'elle était « une solution paresseuse qui permet de penser à autre chose ».

■ Enfin, le COMITÉ D'ACTION DES PRISONNIERS, déclare dans un communiqué : « Tous les pères et mères de famille peuvent désormais dormir tranquilles. Il n'y aura plus de rapte ni d'exécution d'enfants. Glacard, Poniatowski et Lescun ont trouvé la solution révolutionnaire, nouvelle, originale, jamais employée, dont nul ne peut dire qu'elle est inutile : la peine de mort. »

LA LÉGISLATION DES PAYS ÉTRANGERS

En Europe, à l'exception de la France, de l'Espagne, de la Belgique et de la Grèce, tous les pays ont aboli la peine de mort. Mais au dehors des périodes de guerre il n'y a pas eu d'exécution capitale en Belgique depuis 1887 et en Grèce depuis 1925. La Chambre des communes de Grande-Bretagne a refusé, le 11 décembre 1975, de rétablir la peine capitale pour les terroristes. Celle-ci a été supprimée le 14 mai 1975 en Océanie. Mais ces deux derniers pays et des États comme l'Italie, le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas, la Suisse, la Suède, apportent certaines restrictions à leur législation abolitionniste, quand la nation est en état de guerre.

En Amérique du Nord, le Canada vient d'adopter un projet de loi sur l'abolition de la peine de mort. Celle-ci ne subsiste plus que pour les meurtriers de policiers ou de gardiens de prison dans l'exercice de leurs fonctions. En revanche, aux États-Unis, la Cour suprême a déclaré, le 2 juillet dernier, que la peine capitale n'était pas incompatible avec la Constitution. Cette décision américaine. Huit États ont aboli totalement la peine de mort (Hawaï, Iowa, Maine, Michigan, Minnesota, Oregon, Virginie-Occidentale et Wisconsin) et quatre autres ne

l'ont conservée que pour les meurtriers commis par des détenus condamnés à vie ou dans certains cas exceptionnels (Rhode-Island, Vermont, Dakota du Nord et New-York). La dernière exécution remontait au 2 juin 1967 dans l'État du Colorado. En Amérique centrale et en Amérique du Sud, certains États ont suivi l'exemple du Venezuela qui a été le premier pays à abolir officiellement la peine de mort en 1960. Elle subsiste dans trois États sur trente-deux : au Mexique — pays fédéral — mais également au Chili, au Paraguay, au Brésil, à Cuba, à Haïti, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Salvador et en Argentine, où elle a été rétablie dans la réforme du code pénal du 15 juillet 1976. Il convient de noter de préférence que la peine de mort est prévue par des lois spéciales dans des pays abolitionnistes comme le Brésil ou le Pérou. La peine capitale a également été supprimée dans l'exercice de la couronne (droit commun), la Nouvelle-Zélande, le Népal, dans deux États sur huit en Australie et enfin en Inde, où cependant deux moindres ont été maintenus le 1er décembre 1975. La peine de mort subsiste encore en Afrique, dans les pays arabes et dans les pays du bloc communiste, y compris l'U.R.S.S., ainsi qu'en Japon et en Chine.

ne comporte que ce terme-cliniquisme et ne contient aucun commentaire. L'Aurore et le Figaro expriment des sentiments mitigés. « Malgré son « coarctation » pour la peine de mort, écrit Jean Labadie dans le premier de ces quotidiens, épuisée par lui lors de sa campagne présidentielle, M. Giscard d'Estaing n'a pas eu de scrupules à gracier Christian Ranucci. (...) Des garçons comme lui qui, sans être démentis, souffrent de troubles reconnus par les psychiatres, sont-ils en mesure d'enfreindre la mesure que leur ayez lorsque l'instinct les commande ? D'un autre côté, des crimes comme le sien peuvent-ils être commis par des garçons comme lui ? » Pour Richard Fieschi, dans le Quotidien de Paris, « il y avait une chance que l'exécution d'un assassin pût rendre la vie qu'il a prise ou une certitude qu'elle contribuait à la destruction du nombre des meurtriers, la peine de mort aurait sa raison d'être ». L'éditorial est surmonté, en première page, de cette phrase écrite en gros caractères : « Le climat d'insécurité et des raisons politiques ont incité le président de la République à rejeter la grâce de Ranucci et à remonter ainsi à son ambition d'un septennat glorieux, humaniste et éclairé. »

Libération consacre sa première page à une photo représentant le portrait officiel du président de la République et titre, sur toute la largeur : « Ranucci décapité : le crime de la République ». Le titre est écrit en gros caractères. « Dans notre nation, la peine de mort faisait partie pour nous de ces archaïsmes, dont Giscard avait débarrassé la société française », instituant l'impunité de la mort. Et cela reste vraisemblable. Mais qu'importe, Giscard est président de la République, chef d'un État centralisé, et sa décision a épousé la cause de l'État. »

Le quotidien trotskiste Rouge écrit, enfin : « Nous savons que l'exécution de Ranucci a été un crime. Les crimes de l'État ordonné ne se lavent pas les mains en agitant le cadavre d'une pauvre fille horriblement assassinée (...). Mais eux, toujours à la limite de la déqualification, Giscard avait-il un meilleur moyen de souder un consensus que de s'appuyer sur les réflexes et les fantasmes les plus rétrogrades ? »

UNE PROPOSITION DE LOI SUGGÈRE D'INSTITUER UNE « AIDE JUDICIAIRE POUR LES PETITES COMMUNES »

M. François d'Harcourt, député indépendant du Calvados, vient de déposer une proposition de loi « instituant une aide judiciaire pour les petites communes disposant de faibles ressources ». Selon l'exposé des motifs, « les petites communes, qui ont le devoir de défendre leurs intérêts en engageant une procédure judiciaire, sont confrontées à des problèmes administratifs et financiers qui les empêchent d'obtenir l'assistance juridique qui leur serait nécessaire. En outre, « la technicité croissante des problèmes administratifs nécessite que le maire soit assisté par un spécialiste du droit, même lorsque la nature du litige n'impose pas le recours à un avocat ».

La proposition de loi déposée le 27 juillet concerne les communes de moins de 5 000 habitants dont le budget ne dépasserait pas un montant fixé par décret en Conseil d'État. L'aide judiciaire « s'appliquerait à toute instance portée devant le Conseil d'État, les tribunaux administratifs, les juridictions de l'ordre judiciaire à l'exécution des décisions judiciaires ». Elle couvrirait les honoraires et émoluments des avocats ainsi que des avocats près des cours d'appel.

Trois étrangers ont été arrêtés de France, mercredi 28 juillet, après avoir été appréhendés mardi dans le métro alors qu'ils étaient en situation irrégulière. Les trois hommes, deux Tunisiens et un Turc, ont été conduits à l'aéroport d'Orly et embarqués à bord d'un avion en partance pour leur pays d'origine.

MICHEL CASTAING.

En Grande-Bretagne

Plus du tiers des auteurs de délits arrêtés ont moins de dix-sept ans

De notre correspondant

Londres. — La Grande-Bretagne s'est toujours enorgueillie d'offrir à ses citoyens la vie sociale la plus « civilisée ». A une époque où les attentats terroristes sont devenus assez courants, les policiers en uniforme ne sont toujours pas armés. En dépit de nombreuses pressions, les autorités demeurent convaincues que les criminels respectent un « gentleman's agreement » selon lequel policiers et malfaiteurs doivent s'abstenir sans recourir aux armes à feu. Les dernières statistiques du ministère de l'Intérieur prouvent, cependant, que les criminels sont de moins en moins enclins à respecter ces règles. Chaque année voit s'accroître le nombre des délits et des crimes dont les auteurs ont utilisé des pistolets et plus souvent encore des fusils de chasse à canon scié. En 1975, le nombre de ces cas s'est élevé à trois mille huit cent quatre-vingt-neuf, soit 36 % de plus que l'année précédente. Pour une bonne partie, les vols à main armée sont attribués à des jeunes de moins de vingt et un ans dont l'instrument favori est le carabine à air comprimé.

Les chiffres publiés, mardi 27 juillet, indiquent que, pour la première fois, le total des actes criminels enregistrés par la police a dépassé deux millions en un an. Plus du tiers des auteurs des délits arrêtés étaient âgés de moins de dix-sept ans.

Le nombre des vols et des agressions sur la voie publique s'est accru de 31 % en 1975, et les habitants de certains quartiers des grandes villes redoutent les troubles nocturnes. Le taux d'activités criminelles le plus élevé est enregistré dans les régions de Londres, de Liverpool et de Nottingham.

Le rapport du ministère de l'Intérieur indique aussi une baisse (5 %) des crimes d'ordre sexuel, ainsi que des homicides de toutes catégories dont le nombre a été de quatre cent cinquante et un en 1975, alors qu'il s'était élevé à cinq cent trente-cinq pendant les douze mois précédents. Le nombre des victimes d'actes terroristes est tombé durant la dernière année de quarante-trois à dix.

JEAN WETZ.

FAITS DIVERS

UN GARDIEN DE LA PAIX EST TUÉ PAR LA VOITURE DU BOXEUR GRATIEN TONNA

Dans la nuit du 28 au 29 juillet, vers 3 heures, à Marseille, une voiture conduite par le boxeur Gratién Tonna, vingt-sept ans, champion de France des poids moyens, a fauché et tué le coup au gardien de la paix, M. Jean-Claude Fornasari, âgé de trente-quatre ans. L'accident s'est produit à la hauteur de l'entrée du tunnel du Vieux-Port, qui avait été interdit à la circulation par des signaux lumineux indiquant une déviation.

LES « RANCONNÉS » DU 74

« Une rame de métro attaquée » : ce titre avait résonné dans les esprits comme l'appel du tocsin. Cette fois, on a annoncé : « Tous les voyageurs d'un autobus parisien rançonnés ». Trois hommes auraient menacé les passagers d'un autobus pour leur soutirer leur bourse, tandis que trois autres auraient détourné l'attention du conducteur.

Un témoin, M. Jacques Lohmiller, chef des services sportifs et techniques du Tour de France, a raconté ainsi la mésaventure rocambolesque : « Je me trouvais dans le bus lorsque, place Cligny, six hommes âgés de vingt-cinq à trente ans, des colosses d'un mètre 1,80 mètre, ont surgi dans la voiture. Pendant que trois d'entre eux faisaient diversion en questionnant le machiniste sur l'itinéraire du bus, les trois autres dévalisaient les usagers de l'autobus. »

Or, la R.A.T.P., les services de police — direction de la police judiciaire et préfecture de police, — après recoupement des informations, exposent la version suivante : « Alors que l'autobus de la ligne 74, Cligny-Hôtel-de-Ville, s'apprêtait à démarquer de la station de départ place Cligny, vers 16 h. 20, un passager a subitement constaté qu'on lui avait dérobé son portefeuille. Quelques instants auparavant, le passager — un retraité de cinquante-trois ans, M. Marcel Caradec, avait remarqué trois jeunes gens qui étaient montés à bord de l'autobus pour poser une question au machiniste : la direction du Trocadéro. Ils sont alors descendus aussitôt. C'est peu après que la victime devait constater le vol. Elle a déclaré qu'elle porterait plainte au commissariat Saint-Georges. »

Pour sa part, M. Jacques Lohmiller, qui a déclaré ne pas avoir été volé mais menacé par un homme utilisant comme arme une bouteille, n'a pas porté plainte.

Qui croire ? Mercredi soir 28 juillet, la R.A.T.P. démentait une deuxième fois que l'autobus des voyageurs d'un autobus de la ligne 74 ayant été rançonné mercredi en fin d'après-midi par six malfaiteurs.

A Paris

CINQ PERSONNES TUÉES ET QUATORZE AUTRES BLESSÉES AU COURS D'UN INCENDIE

Cinq personnes ont été tuées et quatorze autres blessées au cours d'un incendie qui s'est déclaré, jeudi 28 juillet vers 4 h. 45 du matin, à l'hôtel de Paris, 10, rue des Petites-Écuries, Paris (18^e). Le sinistre a pris naissance au rez-de-chaussée de l'immeuble dans des cartons de fournitures et s'est rapidement propagé à la cage d'escalier malgré les efforts du propriétaire, M. Renschir Adelman, qui a tenté d'éteindre le feu avec des saux d'eau.

Prises de panique, cinq personnes ont sauté par la fenêtre. Deux d'entre elles, une jeune femme qui s'est lancée du sixième étage et sa petite fille qu'elle tenait dans les bras, ont été tuées sur le coup. Les trois autres victimes ont été asphyxiées dans l'escalier, alors qu'elles tentaient de fuir en emportant quelques effets personnels. Parmi les blessés, six d'entre eux ont été grièvement brûlés.

L'incendie a été maîtrisé en une heure et demie par les pompiers. Seule la cage d'escalier de l'hôtel a été endommagée par le feu. Les cinquante chambres de l'établissement, qui abrite des travailleurs immigrés de toutes nationalités, n'ont pas subi de dégâts importants. On ignore encore le nom des victimes, ainsi que les origines de sinistre dont les conséquences auraient été moins graves si les habitants de l'immeuble n'avaient cédé à la panique, ont précisé les sapeurs-pompiers.

CATASTROPHES

L'ACCIDENT D'AVION EN SLOVAQUIE AURAIT FAIT SOIXANTE-DIX MORTS

Prague (A.F.P.). — Six personnes ont été hospitalisées, sept membres d'équipage et sept membres d'équipage de l'avion tchécoslovaque qui s'est écrasé mercredi 28 juillet non loin de l'aéroport de Bratislava-Ivanka, indique un communiqué de l'agence C.T.K. Il faut donc déduire que les soixante-dix autres sont mortes dans l'accident, bien que l'agence ne le précise pas.

D'après les renseignements obtenus de différentes autres sources, l'avion, un Ilyouchine — 18 quadricopteur à propulsion, est tombé en se brisant dans l'eau d'un centre de baignade de l'un des districts de Bratislava, Zlaté Plesky, après avoir tenté de poser en catastrophe. L'appareil aurait ensuite glissé sur l'une de ses ailes en direction d'un bâtiment en béton, qu'il aurait percuté avant de s'enfoncer dans l'eau.

Les opérations de sauvetage ont immédiatement commencé avec la participation de l'armée et des sapeurs-pompiers. Une commission d'enquête s'est également réunie sur les lieux, ainsi que le ministre fédéral des transports, M. Vladimir Blazek.

Contrairement aux premières informations, il n'y aurait pas eu les soixante-dix victimes de l'accident un ressortissant français, un Allemand et l'Ouest ainsi que « plusieurs » Soviétiques, apprend-on de source autorisée.

EN MARGE DE L'AFFAIRE DE L'ESPÉLIDOU

Quarante et un jours de prison pour une bourrade

M. Bruno Evellard, vingt-sept ans — et non vingt-quatre, — étudiant en psychologie, a été condamné, mardi 27 juillet, à trois mois d'emprisonnement dont deux avec sursis, par le tribunal correctionnel de Montpellier (« le Monde » du 29 juillet). Incarcéré depuis le 17 juin, il était poursuivi pour violence et voies de fait envers le docteur André Savelli, quarante-neuf ans, directeur de l'U.E.R. de psychologie de Montpellier et neuropsychiatre

attaché à l'Espélidou, établissement pour enfants inadaptés.

Dans cette dernière affaire, le Père René-Emile Fabre, soixante-cinq ans, ancien directeur de l'Espélidou, est inculpé d'homicide involontaire et écorché, depuis le 25 juin, à la suite du décès d'Isabelle Le Menach, treize ans et demi, étranglée, le 15 février dernier, par sa camisole de force.

De notre envoyé spécial

Montpellier. — Dans l'affaire de l'Espélidou, le docteur André Savelli a été mis en cause dans un rapport officiel, signé des docteurs Charney et Fougère, qui venait de déposer, auprès du conseil de l'U.E.R., une motion réclamant sa démission. Que s'est-il passé de jour à jour ? Le neuro-psychiatre, qui est le seul témoin à charge, assure qu'il a été « très violemment molesté ». Dans son régulateur, M. Jammot, substitut du procureur de la République de Montpellier, parle d'un « véritablelynchage ». Le médecin de famille du docteur Savelli délivre à ce dernier un certificat d'incapacité temporaire de travail de dix jours. Selon un témoignage recueilli devant l'huisier, le directeur de l'U.E.R. est apparu sur le campus moins de quarante-huit heures après cet incident.

Or le médecin n'a jamais fait d'observation, du moins avant le drame du 15 février. Ainsi la partie civile, s'appuyant sur l'article 63 du code pénal, relatif au délit de non-assistance à personne en danger, vient-elle de demander l'inculpation du directeur de l'U.E.R. de psychologie.

Pour l'heure, le docteur André Savelli, petit, trapu, lunettes cerclées, teint cuivré, était, mardi 27 juillet, devant le tribunal correctionnel de Montpellier, dans le camp des plaignants. Le 10 mars dernier, il a été pris à partie, sur

le parking du campus universitaire, par des étudiants qui venaient de déposer, auprès du conseil de l'U.E.R., une motion réclamant sa démission. Que s'est-il passé de jour à jour ? Le neuro-psychiatre, qui est le seul témoin à charge, assure qu'il a été « très violemment molesté ». Dans son régulateur, M. Jammot, substitut du procureur de la République de Montpellier, parle d'un « véritablelynchage ». Le médecin de famille du docteur Savelli délivre à ce dernier un certificat d'incapacité temporaire de travail de dix jours. Selon un témoignage recueilli devant l'huisier, le directeur de l'U.E.R. est apparu sur le campus moins de quarante-huit heures après cet incident.

Sur le moment, le neuro-psychiatre de l'Espélidou ne reconnaît aucun des nombreux étudiants qui l'ont agressé. Ce n'est que plus tard qu'il identifie M. Bruno Evellard, comme un des jeunes gens qui l'ont « agressé », et même comme un « meneur ». Le 17 juin, l'étudiant en psychologie, convoqué comme témoin, est inculpé et aussitôt écorché. Au fil des jours, les motifs d'inculpation changent et à l'audience de mardi, M. André Perreau, avocat de M. Bruno Evellard, dénonce « les saute-moutons du parquet à travers les articles du code pénal ».

Devant le tribunal correctionnel, présidé par M. Vincensini, M. André Perreau demande au docteur Savelli quels sont les coups précis que M. Evellard lui a éventuellement portés. « Il m'a

Un « meneur »

Sur le moment, le neuro-psychiatre de l'Espélidou ne reconnaît aucun des nombreux étudiants qui l'ont agressé. Ce n'est que plus tard qu'il identifie M. Bruno Evellard, comme un des jeunes gens qui l'ont « agressé », et même comme un « meneur ». Le 17 juin, l'étudiant en psychologie, convoqué comme témoin, est inculpé et aussitôt écorché. Au fil des jours, les motifs d'inculpation changent et à l'audience de mardi, M. André Perreau, avocat de M. Bruno Evellard, dénonce « les saute-moutons du parquet à travers les articles du code pénal ».

Devant le tribunal correctionnel, présidé par M. Vincensini, M. André Perreau demande au docteur Savelli quels sont les coups précis que M. Evellard lui a éventuellement portés. « Il m'a

مکانم لایم

هكذا من الأهل

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	38,00	42,03
Offres d'emploi Placard encadré		
minimum 15 lignes de hauteur	38,00	44,37
DEMANDES D'EMPLOI	8,00	9,18
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	65,00	75,89

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	26,00	30,35
Achat-Vente-Location	26,00	30,35
EXCLUSIVITES	32,00	37,36
L'AGENDA DU MONDE	25,00	29,19
(chaque mercredi et chaque vendredi)		

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi offres d'emploi

ASSOCIATION TOURISME SOCIAL recherche son chef de département construction des villages de vacances

Il sera chargé :
 • de la prospection d'implantations nouvelles,
 • de la mise au point des programmes de construction,
 • du suivi de leur réalisation,
 • de la recherche de nouvelles formules d'hébergement.
 Le profil idéal :
 • 10 à 15 ans d'expérience notamment au niveau de la direction de programmes importants (relations avec architectes et B.E., passation de marchés, etc...),
 • Habile négociateur (nombreuses relations avec collectivités locales et administrations).
 Envoyer C.V. avec photo et prétentions à/réf 5006 à :
PL
 10, rue de la Chapelle 75010 Paris
 tél. 01 46 22 12 12

CABINET ETUDES ECO. TECHNIQUE

CHARGES ETUDES EXPR. VICE DIR. SUP. ET INF. FRANCE PL. MOIS DE TRAV. France C.V. n° 2210, « le Monde » Pub.

GRUES MOBILES

Société ayant ateliers à PARIS recherche

CADRE

pour prendre la responsabilité de l'organisation du département de vente pour la France. Possibilité de travailler à l'étranger. Langue allemande appréciée. Pratic. 22-07-76.

NOTRE GROUPE

a besoin de recruter sur

LA VALEUR DES HOMMES

LA POURSUITE DE NOTRE EXPANSION requiert l'intégration de

CONSEILLERS D'ENTREPRISE

— 25 ans minimum ;
 — Expérience cadre P.M.E. ;
 — Connaissance des techniques de vente ;
 — Déplacements fréquents ;
 — Partir au travail, prêt à accepter selon résultats à la Poste de Direction.

Adr. Immédiate, C.V. photos et prét. à/réf. 5006 à :
 10, rue de la Chapelle 75010 Paris
 tél. 01 46 22 12 12

PARIS RIVE DROITE

Buttes-Chaumont, rue Manin, 100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

L'immobilier

appartements vente

PARIS RIVE DROITE

Buttes-Chaumont, rue Manin, 100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

constructions neuves

NATION

44, rue de la Chapelle 75010 Paris

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

100 m. de la Seine, 3 p. confort, 20.000 F. — 203-78-50.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

L'AVENIR DE LA COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME

Oublier la « flotte impériale »

Le conseil des ministres du mercredi 28 juillet a entendu un exposé de M. Marcel Cavallé, secrétaire d'État aux transports, sur la situation des entreprises publiques de transports terrestres et maritimes. Quel est le bilan de la jeune Compagnie générale maritime ?

L'année 1975 n'a été florissante pour personne et les entreprises nationales n'ont pas été capables de présenter des comptes financiers plus « confortables » que ceux des sociétés privées. C'est le cas, entre autres, de la (jeune) Compagnie générale maritime (C.G.M.), holding qui regroupe depuis à peine trois ans les participations de l'État dans la Transat et dans les Messageries maritimes.

« Nous avons encore à supporter les séquelles du passé, dit-on à la direction de la C.G.M., ainsi que les conséquences de la mauvaise conjoncture et de la concurrence internationale de plus en plus vive. Il y aura encore quelques années difficiles. Mais la C.G.M. a pris un virage et engagé un gros effort d'investissement qui portera ses fruits ».

Pour les sociétés du groupe C.G.M., on a enregistré en 1975 environ 80 millions de francs de perte. A lui seul, le paquebot France, désarmé — pilotable — depuis deux ans, aura coûté l'an dernier 31,4 millions. Et son amortissement ne sera terminé qu'en 1978. La question est donc posée : n'aurait-il pas mieux valu payer deux à trois fois plus cher pour maintenir plus de deux mille emplois et laisser vivre un « ambassadeur » d'un incomparable prestige ?

Dans les secteurs traditionnellement desservis par les Messageries maritimes, comme la Pacifique, les résultats ont été médiocres. En revanche, les zones de l'Atlantique Nord — avec les bateaux de l'Atlantic Container Line — ou la Scandinavie et la Baltique, ou encore l'Océan Indien, ne donnent pas trop de souci aux responsables. Il n'en va pas de même avec l'AFRIQUE du Sud, agitée par de profonds soubresauts politiques.

Mais c'est dans la région des Antilles que la C.G.M. a enregistré le plus de déconvenues récemment. Il y a trois mois, la mise en service par la Mide (société privée) de cargos porte-conteneurs a été considérée par le groupe national non seulement comme une « infériorité » mais comme une agression. Chaque armateur a « saigné » à l'épreuve de cette concurrence féroce : baisse des frets, diminution des tonnages transportés. A cause de la concurrence, les importations de bananes et leur consommation en métropole n'ont pas correspondu aux prévisions. Les présidents des deux sociétés se rencontrent de temps à autre, mais le dialogue n'est pas chaleureux du tout. La Transat va toutefois mettre en service, dans quelques jours, un cargo de 8 000 tonnes qui fera du cabotage dans les Caraïbes, permettant aux ports de la Guadeloupe

et de la Martinique de jouer un rôle d'« état-major ».

La C.G.M. s'est lancée dans un vaste effort d'équipement et de renouvellement de la flotte, jouant ainsi une carte qui se révélera « payante » dans quelques années. Près de 5 milliards de francs ont déjà été engagés, et vingt-deux navires neufs doivent lui être livrés. En outre, on s'attend à l'annonce prochaine d'une commande de deux bateaux de 9 000 tonnes, capables de transporter des marchandises et des produits chimiques, pour les lignes de la Baltique.

Le ministère des finances lui demandera-t-elle de modérer ses ambitions ? On peut le redouter puisque 1976 ne fera pas apparaître un redressement sensible des comptes (sauf si le France est vendu). Les remboursements d'emprunts vont commencer à peser très lourd. La dotation en capital allouée par l'État sera en 1977 reconduite à son niveau de 1976 (35 millions de francs). La Rue de Rivoli est « effrayée » des conséquences du régime de la « continuité territoriale » octroyée par le gouvernement à la Corse après les événements de l'an dernier. Les tarifs, et donc les recettes, des transports maritimes accusent déjà des diminutions de 50 % environ, et pour combler ce manque à gagner la subvention de l'État en 1976 devra atteindre 130 millions de francs ! Les Corses demandent maintenant que la Balagne soit mieux desservie : si leur requête est acceptée, le déficit se creusera un peu plus.

Les problèmes financiers de la C.G.M. (mais qui n'en a pas ?) sont mis en lumière au moment où le groupe, sous l'impulsion de son président, M. Jacques Friedmann, poursuit, plutôt bien, sa réorganisation interne. A terme, le but officiel est toujours de parvenir à une fusion complète Transat-Messageries. Mais il aura fallu auparavant régler deux questions délicates :

— Les officiers supérieurs des deux compagnies craignent que la fusion ne signifie pour eux un alignement par le bas. Or le statut des officiers des Messageries est légèrement plus avantageux que celui de ceux de la Transat. Pour les lieutenants, c'est la question du déroulement de carrière qui est posée. Autre problème : le personnel sera-t-il désormais recruté sous le régime (aux multiples avantages) du « statut » ou selon un système classique obéissant aux règles des conventions collectives ? Quel sera le régime de retraites ?

— La C.G.M. ne doit pas ignorer la situation des actionnaires privés de la Transat et des Messageries, qui, depuis des années, ne savent plus ce qu'est un dividende. L'État rachètera-t-il leurs actions ? Gèrera-t-on la formule de la société d'économie mixte ?

Autant de questions qui illustrent le poids du passé et qui montrent combien les embûches seront difficiles à surmonter pour oublier la « flotte impériale » et prendre pied dans le vingt et unième siècle.

FRANÇOIS GROSCHARD.

Faits et projets

Circulation

● L'AUTOROUTE PARIS-CARREZ TERMINÉE. — La mise en service du dernier tronçon de 27 kilomètres, Clabec-Troarn, de l'autoroute A-13 (autoroute de Normandie) a eu lieu le jeudi 29 juillet, à 13 heures.

Ile-de-France

● CITROËN A MELUN-SENAI. — Une convention par laquelle l'établissement public d'aménagement de la ville nouvelle de Melun-Senai (Seine-et-Marne) vend à la société Citroën un terrain de 85 hectares situé sur la commune de Molay-Grammyel a été signée le mercredi 28 juillet. Ce terrain accueillera le magasin central de pièces de rechange de la marque Citroën, à partir duquel sera approvisionné le réseau de distribution en France et à l'étranger.

La construction du magasin commencera dans le courant du dernier trimestre 1976, sa mise en service devant intervenir au début de l'année 1978. Il emploiera au départ trois cents personnes et, dans sa phase définitive, onze cents personnes environ.

P.T.T.

● TELEX AVEC L'ÉGYPTE EN AUTOMATIQUE. — La liaison telex avec l'Égypte est exploitée en automatique intégral depuis le mercredi 28 juillet, annonce le secrétariat d'État aux postes et télécommunications. Le numéro à composer, pour les abonnés français, pour obtenir leurs correspondants égyptiens est le 081000.

Transports

● DEUX SIBOLES D'ACTIVITÉS DE LA COMPAGNIE FRAUSINER. — Historique de la Compagnie Frausinier : deux symboles d'activités maritimes et aériennes. Tel est le titre de l'ouvrage qui vient d'être publié sur le plus ancienne des compagnies de navigation ayant exploité en France des navires à vapeur. Depuis sa fondation, en 1836, la compagnie a développé ses activités non seulement dans les transports maritimes, mais dans l'aviation, les hélicoptères et l'immobilier. (Imprimerie générale de Provence, 42 bis, rue Liandier, 13008 Marseille.) Et dans ses agences de province.

QUALITÉ DE LA VIE

LE NUAGE TOXIQUE EN LOMBARDIE

L'affaire de Seveso met en relief les carences de la législation sur les pollutions

De notre envoyé spécial

Seveso. — Le nuage toxique issu d'une usine chimique, sur plusieurs villes satellites de l'agglomération milanaise, est en train d'assombrir l'horizon politique italien, qui n'avait pas besoin de cela. Des parlementaires de toutes les formations bombardent le gouvernement de questions, et mercredi 28 juillet, plusieurs d'entre eux ont exigé un débat à la Chambre. Les syndicats s'agitent et les journaux consacrent des pages entières à cette pollution hors du commun. Il est vrai que ce qu'on découvre au fil des jours, a de quoi mettre les esprits en émoi.

C'est d'abord le produit toxique, un poison en vingt-neuf lettres, le tétrachlorodibenzo-p-dioxine (en abrégé T.C.D.D.), qui se forme au cours de la fabrication de trichlorophénol, substance entrant dans la composition de désinfectants, déodorants et cosmétiques. C'est un pur produit de la chimie moderne qu'on dirait sorti des mains d'un apprenti sorcier.

« Comme il n'a jamais été étudié sérieusement, le T.C.D.D. reste partiellement un mystère », avoue M. Aldo Caravita, directeur du laboratoire d'hygiène de l'Institut de Seveso. Une fois répandu sur le sol, il fait probablement plus d'un an pour que ses effets sur les plantes et les petits animaux, on les connaît à présent, aux alentours de Milan, où, sur une trentaine d'hectares, il n'y a plus un oiseau, alors que les feuilles jaunissent avec trois mois d'avance. Quant à ses conséquences sur la santé des hommes, on peut tout craindre. Le T.C.D.D. pénètre dans l'organisme par la peau et par les muqueuses digestives. Les cinquante personnes hospitalisées et des centaines d'autres qui ne sont pas se plaignent de dermatites ou de troubles urinaires. On ne sait trop comment les soigner. En laboratoire, on a constaté que la substance attaque le cœur, les cellules du sang et, ce qui est plus grave, provoque des lésions chromosomiques irréversibles. D'où le conseil des médecins aux jeunes femmes de Seveso : « Attendez quelques années avant d'avoir des enfants ».

On comprend que plus de mille personnes soient déjà venues spontanément se faire examiner à l'hôpital, médicale installée dans une école de la ville. Les plus averties d'entre elles tremblent en songeant aux monstrueux japons de Minamata. Or, les quelques kilos de T.C.D.D. qui se sont envolés, le 10 juillet dernier, sont toujours là, sur les plantes et dans le sol, invisibles.

« C'est le sort que les Anglais ont réservé au matériel d'une usine, où, en 1968, une explosion libéra du T.C.D.D. s'était produite. Le président de la firme Givaudan, dans un discours d'adieu, a promis à la télévision italienne qu'il dédommagerait les exilés pendant deux ou trois ans s'il le fallait. Voilà qui ne rend pas optimiste. Aussi faut-il venir à Milan, des officiers américains et des chimistes britanniques, tous spécialistes de la décontamination. Mais, même pour eux, le problème est entièrement nouveau. Le résonneront-ils ?

A Seveso, à Barcoana, à Cesano et dans les communes alentour, la population, composée de une bonne part de Vénitiens et de Méridionaux, ne réalise pas encore exactement ce qui lui arrive. Mais les syndicats, eux, réagissent très vivement. D'abord comme les organisations agricoles et les communes contaminées, ils exigent des actions en justice contre Imes. Puis ils se tournent vers le gouvernement. La

Fédération des travailleurs de la chimie accuse : « Notre pays n'a aucune politique en matière de produits chimiques ni aucune organisation scientifique et technique capable d'en contrôler l'usage ». Tous les syndicats ouvriers de Lombardie ont signé un texte commun demandant qu'on frappe les coupables, que l'action des pouvoirs publics soit enfin coordonnée et que les partis politiques mettent en chantier une réforme de la législation sur les pollutions.

En réalité, c'est toute l'Italie

que l'affaire de Seveso met dans le désarroi. Désarroi devant l'ignorance des chimistes qui manipulent des produits dont ils ne savent rien. Étonnement devant les lacunes de la recherche scientifique. Indignation devant les carences de la législation et des plans de sauvegarde. Doute sur la politique d'implantation industrielle à l'importation qui, prise d'inquiétude devant l'impunité des multinationales, comme nous dira un employé de la maîtrise de Seveso : « Les bénéfices vont en Suisse, mais la pollution reste en Italie ».

MARC AMBROISE-RENDU.

La solution du lance-flammes

La dioxine : l'ombre du Vietnam

Dans l'ignorance de la quantité exacte et surtout de la composition exacte du produit qui s'est répandu, il est difficile d'évaluer les conséquences de l'accident. Ce qui est sûr, c'est que la société Imes ne s'est guère empressée de donner des indications précises aux populations qui ont été touchées par l'accident et qui vont en supporter les conséquences pendant longtemps.

Le produit qui s'est répandu est du trichlorophénol employé pour la fabrication d'un bactéricide, l'hexachlorophène. L'usage de ce bactéricide, qui a été couramment employé pour les soins corporels, a été réglementé en France il y a quelques années, mais ce produit sous forme diluée demeure précieux, particulièrement en milieu hospitalier chirurgical. Le trichlorophénol est par lui-même un produit assez peu dangereux. Mais, au cours de sa fabrication, il se forme, à haute température, une impureté, la tétrachlorodibenzo-p-dioxine, appelée plus communément dioxine ou encore T.C.D.D. Ce produit est un des plus toxiques que l'on connaisse. Il suffit d'une dose de 10 millionsèmes de gramme pour tuer un lapin de 2 kg, et une dose de 10 millionsèmes de gramme chez le même lapin des dommages sérieux au foie et de l'écoulement de la toxicité de la dioxine depuis 1965, lorsque la firme américaine Dow Chemical, qui fabrique du trichlorophénol, s'aperçut que ce produit était responsable de l'écoulement de la toxicité de la dioxine.

La société cherche dès lors à diminuer la quantité de dioxine qui se forme pendant la fabrication du trichlorophénol, et aujourd'hui la norme américaine est de 0,1 à 0,5 partie par million (ppm) de dioxine dans le trichlorophénol. Le trichlorophénol est le constituant de l'herbicide 2, 4, 5-T, qui fut largement utilisé au Vietnam comme défoliant. On s'aperçut avant la fin de la guerre que la quantité de dioxine présente dans le défoliant pouvait atteindre

plusieurs dizaines de ppm. Or lorsque la concentration atteint 27 ppm, le produit a un effet tératogène (malformations embryonnaires sur les rats). La dioxine a aussi des effets mutagènes. Dès 1970, des scientifiques américains suspectèrent que la dioxine était responsable d'une recrudescence d'enfants morts-nés et de malformations dans certaines provinces agricoles du Vietnam. Dans l'attente d'une enquête approfondie prévoyant les altérations du matériel génétique des femmes en âge de procréer, il a été conseillé aux habitants des régions contaminées en Italie de recourir à des pratiques contraceptives. Heureusement, le trichlorophénol se dépose peu dans les tissus et dans les graisses et est rapidement éliminé par la plupart des animaux. Si les populations de la zone contaminée ne se nourrissent pas d'une alimentation locale qui risque de contenir de la dioxine, les doses absorbées ne devraient donc pas augmenter.

L'exposition des populations à des doses de dioxine moins fortes en Italie qu'au Vietnam, où les défoliants ont été utilisés pendant des années. Si les conséquences de l'accident présent sont graves pour les animaux, qui semblent être particulièrement sensibles à l'effet de la dioxine, au moins pour certains d'entre eux, elles devraient être moins graves pour les populations, qui ne risquent pas, comme au Vietnam, une exposition répétée. Mais la contamination des sols persistera longtemps, car le trichlorophénol est assez stable. Brûler le sol serait plus nuisible qu'utile, car les populations respireraient alors des vapeurs toxiques. Pour limiter les conséquences de cet accident, il faudra donc surveiller attentivement l'eau de boisson et d'irrigation, l'alimentation du bétail et des animaux, et les populations, en particulier les jeunes enfants, les malades et les personnes âgées.

DOMINIQUE VERGÈSE.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SEB S.A.

Les ventes consolidées hors taxes du groupe SEB ont atteint 631,8 millions de francs au cours du premier semestre 1976, dont 148,7 millions d'exportations, marquant respectivement des progrès de 19,1 % et de 18,2 % par rapport aux ventes réalisées au cours du premier semestre 1975 par les mêmes sociétés.

CONVERTIBLES SICAV

372, rue Saint-Honoré - Paris (1^{er}) - Tél. 261-52-44

Orientation : portefeuille composé essentiellement d'obligations convertibles à diversification internationale, avec, cependant, une part toujours supérieure à la moitié de valeurs françaises.

Situation au 30 juin 1976

Nombre d'actions en circulation : 500 594 ; actif net en millions de francs : 92,92.

Composition de l'actif net :

	En %
Obligations convertibles françaises	39,3
Obligations convertibles étrangères	43,6
Autres obligations françaises	4,3
Actions françaises et étrangères	9,7
Disponibilités	3,1
Valeur liquidative	108,94 %

Souscriptions et rachats à tout moment à :

— SOCIÉTÉ SEQUANAISE DE BANQUE : 370, rue Saint-Honoré - 75002 PARIS CEDEX 01. — Tour ASSUR, Quartier Louis-Blanc 92083 PARIS LA DEFENSE - Tél. : 746-16-10.

Et dans ses agences de province.

— BANQUE FRANÇAISE DE DÉPÔTS ET DE TITRES : 4, rue de Valenciennes - 75001 PARIS - Tél. : 924-80-54.

— CREDIT UNIVERSEL : 28, rue Napoléon - 75002 PARIS - Tél. : 231-36-30.

10, avenue Gabriel-Péri - 95100 ABOUILLON - Tél. : 961-43-32.

140, route de la Seine - 92100 BOULOGNE - Tél. : 603-08-30.

Et dans ses agences de province.

CHARBONNAGES DE FRANCE

CONTRAT ENTRE UNE FILIALE DES C.D.F. ET LA POLOGNE

La Sica, société industrielle et commerciale des Charbonnages de France, a conclu un accord avec la Centrale d'achat polonaise Polimex pour l'achat de charbon. La Sica vend, en effet, une usine pour la construction industrielle de charbon, selon les procédures de la Sica. Ces procédures industrielles ont été lauréates des concours nationaux « Jeunesse et construction » en 1973 et « Innovation » en 1974, 1975 et 1976.

L'usine de production des volumes destinée à édifier des logements individuels ou collectifs sera implantée dans la banlieue de Katowice en Silésie. Elle aura une capacité de production de 750 logements par an. La Sica prend en charge le transport et le montage du matériel de l'usine, sa mise en service, la formation du personnel et, d'une façon générale, assure l'assistance technique.

Le montant du contrat est de 20 millions de francs.

MOËT - HENNESSY

Dans sa réunion du 27 juillet, le conseil d'administration de la Société Moët-Hennessy a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 juin 1976. Ces comptes ont un bénéfice net de 25 925 860 F, compte tenu d'une part des dividendes en provenance des filiales et des autres produits financiers, d'autre part des charges propres à la société holding.

L'assemblée générale des actionnaires sera convoquée à Paris le 28 septembre 1976.

Par ailleurs, le conseil a constaté l'importante progression du chiffre d'affaires consolidé du groupe qui, pour le premier semestre de l'exercice en cours, atteint 539 millions de francs, en hausse de 27 % par rapport à l'exercice précédent, et ce malgré l'arrêt des ventes de la bière Heineken depuis le 1^{er} janvier 1976. Compte tenu de ces éléments favorables, le conseil d'administration propose la mise en distribution d'un dividende de 7,50 F par action qu'il demande ultérieurement le Trésor, constituera un revenu global de 11,86 F en hausse d'environ 10 %.

ASSURANCES

L'indemnisation des automobilistes victimes d'accidents corporels va être accélérée

Les conditions d'indemnisation d'un grand nombre d'automobilistes victimes d'accidents corporels vont être substantiellement améliorées, dès le début de 1977, a annoncé mercredi 28 juillet M. Michel Gaudet, président de la Fédération française des sociétés d'assurance. Une procédure d'indemnisation directe accélérée (I.D.A.) va être appliquée aux petits sinistres corporels, dans lesquels les victimes ne sont pas atteintes de séquelles physiques définitives (incapacité permanente), c'est-à-dire plus d'un anstre corporel sur deux (en 1975, 168 000 blessés avec séquelles sur 300 000 victimes).

Dans les conditions de droit commun

Aux termes de conventions actuellement mises au point entre les sociétés d'assurance, l'assuré blessé dans un accident d'automobile doit attendre, pour être indemnisé, le verdict d'un tribunal (sauf que les passagers n'auraient plus de contact qu'avec leur propre assureur. Ce dernier sera habilité à lui régler ses indemnités dans les conditions de droit commun pour le compte de l'assureur du responsable, auquel il demandera ultérieurement le remboursement de cette avance.

Il devrait en résulter un raccourcissement sensible des délais de règlement, actuellement de six mois au moins, comme ce fut le cas lorsque cette procédure d'indemnisation directe accélérée fut adoptée en 1968 pour les accidents matériels plafonnés à 5 000 francs.

Une telle procédure, qui utilise le système du constat amiable rédigé sur les lieux de l'accident, s'applique à 71 % des dommages purement matériels (2 026 000 sinistres sur 2 850 000 en 1975). Les délais de règlement ayant été ramenés à deux mois ou un mois et demi. Son extension aux « petits » accidents corporels n'implique aucun abandon de ses droits par la victime, au cas où des séquelles se manifesteraient ultérieurement, la convention I.D.A. passe uniquement entre les sociétés d'assurance, n'étant pas opposable aux particuliers.

D'autre part, pour harmoniser les conditions d'assurance françaises avec celles du Marché commun, la plupart des compagnies vont proposer systématiquement à leurs assurés la souscription d'une garantie complémentaire qui ne fait pas partie de l'assurance obligatoire : la responsabilité du conducteur vis-à-vis des membres de sa famille transportés dans sa voiture. A l'heure actuelle, le risque ne peut être couvert que par une assurance spéciale « famille-passagers ».

هنا من العمل

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Comment loger les Français ?

CONFLITS ET REVENDICATIONS

(Suite de la première page.)

Notre politique, jusqu'à présent, n'a pas assez tenu compte de l'environnement, à l'habitat ancien et n'a donné que de médiocres résultats architecturaux. Enfin, la complication administrative résultant de réformes multiples et partielles aboutit à une situation qui n'est pas à l'avantage de la collectivité. Il nous faut donc réfléchir à des solutions plus efficaces. Les projets de réforme éparpillés avec beaucoup de soin à l'extérieur du Livre blanc H.L.M., des études approfondies des commissions Barre et Lemaire, nous ont permis de profiter de l'expérience et de la compétence des meilleurs spécialistes du logement.

Les aspirations des Français

En réalité, il n'y a pas un problème de logement, mais de multiples problèmes, différents d'une ville à l'autre, souvent différents et exprimés de façon contradictoire. Si les Français des années 50 cherchaient avant tout à se loger, ils expriment aujourd'hui des aspirations plus variées, répondant à des goûts et à des situations très divers.

On veut payer moins cher pour loger, mais aussi disposer d'un logement plus spacieux et plus confortable. On désire habiter dans un cadre agréable. On aime la maison individuelle à campagne, tout en se plaignant de la dégradation du cœur de nos villes.

Outre ces aspirations se heurtent à des normes trop rigides liées à la taille, au prix, à l'usage et aux caractéristiques des logements. Nous proposons des modèles de logements en série, adaptés à des catégories de bénéficiaires définies selon des normes s'appliquant également rigides.

Le niveau du revenu est en fait la seule condition à l'octroi d'une liberté de choix et il faut que le revenu soit élevé pour que la liberté se concrétise.

Les Français, toujours exigeants vis-à-vis de l'État, sont fondés à demander une plus grande cohésion dans notre système d'aide. Ne leur semble pas normal les plus modestes ne puissent accéder aux logements aidés, ni les plus aisés aux logements sociaux.

UNIFORMISATION DES AIDES. — Les producteurs de fruits de la vallée du Rhône ont décidé de ne pas passer les routes pendant le choc du 1^{er} août. La situation du marché des fruits, notamment les pêches et les fraises, restant précaire, les producteurs ont néanmoins noté leur volonté de poursuivre leur mouvement, estimant que le chantage des importations dans la C.E.E. des fruits grecs et espagnols jusqu'à mi-août.

Nos compatriotes, enfin, et dans leur grande majorité, aiment la propriété. Il n'y a pas si longtemps nous étions encore un peuple de paysans attachés à la possession d'un lopin de terre. Ce trait de notre tempérament national — que personne de bonne foi ne conteste — n'a pas disparu à l'occasion de la migration vers les villes et les banlieues. Ce goût pour la propriété a cependant trop longtemps été négligé quand il n'a pas été contrarié. Cette situation n'apparaît plus tolérable aux Français et nous pensons répondre à leurs aspirations en recherchant les mesures concrètes qui faciliteront l'accès à la propriété d'un plus grand nombre d'entre eux.

La réforme qui vient d'être décidée par le président de la République n'est pas une de ces mesures qui ignorent ou contournent les réalités de la vie. Elle tend à aider les Français à mieux résoudre leurs problèmes de logement, en leur laissant la liberté de choisir la solution qui leur convient le mieux.

Le gouvernement ne propose pas des formules stéréotypées, mais essaie de créer les conditions d'un plus libre choix. Il faut aujourd'hui cesser d'imposer une offre déterminée, et faire en sorte que la production ou l'offre de logements réponde à la demande.

Cela peut paraître une évidence, mais c'est en fait un grand changement. Encore faut-il que cette liberté de choix ne soit pas illusoire. Qu'est-ce que la liberté de choisir quand on n'a pas les moyens de payer ? L'aide de l'État sera donc mieux distribuée, afin qu'elle profite aux ménages qui en ont besoin, et surtout à ceux qui en ont le plus besoin.

Dans le vieux débat entre aides « à la pierre » et aides « à la personne », nous avons refusé tout a priori. Si le gouvernement a choisi de réorienter l'aide très considérable de l'État (20 milliards de francs actuels), en donnant une place plus large aux aides à la personne (1/3 aujourd'hui, 2/3 dans cinq ans), ce n'est pas pour des raisons de principe. C'est, plus simplement, parce que cette combinaison permet de résoudre à peu près correctement les problèmes posés : aider efficacement les ménages qui en ont besoin, mais eux seuls ; demander aux autres de consentir un effort normal pour se loger.

Cette confiance dans le jeu du marché n'est justifiée que si elle repose sur des mécanismes simples et solides. A la dizaine de sortes de logements aidés par l'État seront substitués trois types, un pour la location sociale, deux pour la propriété, définis de manière assez souple.

Sur le plan du financement, un seul emprunt suffira, dans la très grande majorité des cas, à couvrir le coût du logement. Un emprunt dont le taux sera bien connu et fera l'objet d'un affichage par les banques, de sorte que l'emprunteur puisse choisir sans difficulté la formule la moins onéreuse.

Aux formules d'aide et de financement actuelles, qui favorisent systématiquement la construction, le gouvernement a choisi de substituer des mécanismes neutres, encourageant également la construction neuve ou la réhabilitation des vieilles maisons. Aux intérêts de choisir.

Trois objectifs

Les détails de la réforme sont nécessairement complexes, mais ses ressorts principaux ne semblent pas simples.

Notre premier souci est d'assurer la justice sociale. Il nous apparaît en effet juste que la part des ressources familiales consacrée au logement soit d'autant plus faible que la famille est plus modeste. C'est, actuellement, l'inverse qui se produit. Cette idée était-elle réalisable ? Une bonne part de nos travaux a tendu à le montrer. Les calculs des ordonnateurs confirment l'intuition de départ : en économisant sur l'aide à la pierre, en demandant un effort moyen plus important aux familles plus aisées, il devenait possible de concentrer l'aide de l'État, distribuée sous forme d'aide personnelle, sur les plus modestes. Ainsi le coût d'un logement locatif deviendrait acceptable pour les plus pauvres, et augmenterait légèrement avec le revenu familial. Du même coup, une demande solvable nouvelle se trouverait créée, car de nouvelles couches de la population pourraient, sans effort excessif, prétendre à un logement de bonne qualité. Cela ouvrirait de nouvelles perspectives à l'industrie du bâtiment.

En second lieu, le gouvernement souhaite rendre la propriété accessible à de nouvelles catégories de Français qui, faute de revenus suffisants, ne peuvent actuellement l'envisager. Il nous semble

important que des ménages dont le revenu mensuel est de l'ordre de 2500 à 3000 F puissent être aidés en vue d'accéder à la propriété. Notre objectif est de leur permettre de le faire pour une dépense supplémentaire minimale par rapport à celle qu'ils effectuent comme locataires. C'est ainsi qu'un ménage qui supporte un loyer de 600 F mensuels pour un logement de quatre pièces pourra accéder à la propriété moyennant une dépense supplémentaire de 100 à 200 F environ, selon la qualité du logement qu'il choisira.

Nous voulons enfin améliorer la qualité générale du logement, qu'il soit neuf ou ancien. Les nouveaux logements destinés à la location, qui seront mis sur le marché par les organismes H.L.M., seront d'une qualité nettement supérieure, auront des surfaces accrues et une meilleure localisation. La mise au point des procédures favorisant l'amélioration des logements anciens a rencontré les plus grandes difficultés. Parcellisation de la propriété, complexité technique des travaux, insuffisance des revenus des occupants, étaient autant d'obstacles à lever. Nous pensons y être parvenus en combinant l'aide personnelle et des aides aux travaux adaptés à chaque situation particulière.

Encore fallait-il prouver que l'État est résolu à s'engager fortement dans la « reconquête » des cœurs de ville : la création d'un

fonds d'aménagement urbain, le lancement d'un programme visant à doubler ou à tripler chaque année le nombre de réhabilitations aidées, en sont le témoignage. Je pense que les entreprises et spécialement les artisans et les petites et moyennes entreprises trouveront là un nouveau champ d'action.

Cet ensemble de réformes n'a pas la prétention de proposer la « méthode miracle » qui permettrait à chacun de se loger luxueusement sans contrainte et sans effort. A une époque où l'on attend beaucoup de l'État dans de multiples domaines, cette tentative pourrait naître, mais la flatterie ne serait ni honnête ni réaliste.

Attendre tout d'une ponction supplémentaire sur les finances publiques ne correspond pas à notre démarche. Cela reviendrait d'ailleurs à prélever encore davantage sur les uns ce que l'on redistribue au profit des autres, tant il est vrai qu'en matière financière il n'y a pas non plus de miracle. Nous préférons utiliser avec plus de justice et d'efficacité les moyens existants, dont nous considérons qu'ils sont globalement suffisants pour obtenir les résultats que nous recherchons.

Enfin, il était important de rester libre vis-à-vis des doctrines et des idées a priori pour ne poursuivre qu'un seul but : répondre aux désirs des Français.

ROBERT GALLEY.

La C.G.T. mise sur une coordination plus fréquente des luttes d'entreprise

« On va assister à un nouveau développement des luttes dans les entreprises et celles-ci seront de plus en plus coordonnées », a affirmé M. Henri Krasucki, secrétaire confédéral de la C.G.T., au cours d'une conférence de presse, mercredi 28 juillet.

Pour la C.G.T., les déclarations successives de M. Jacques Chirac sur la politique conventionnelle et la « discipline contractuelle » montrent que le gouvernement « recherche à tout prix un nouveau habillage pour donner un tour de vis et faire passer son attaque contre le pouvoir d'achat des salariés », et M. Henri Krasucki craint de nouvelles manœuvres.

Après avoir dressé le bilan du premier semestre 1976 au cours duquel les conflits ont été à la fois « plus nombreux » et plus efficaces qu'en 1975, le dirigeant cégétiste a annoncé qu'à l'automne, les actions revendicatives prendraient des formes diverses. La C.G.T. n'ayant « aucun jétisme » pour telle ou telle formule. Le leader cégétiste, qui a qualifié de « positif » l'état des relations et l'unité d'action avec la C.F.D.T. — non sans reconnaître qu'au niveau des entreprises, la situation était « plus complexe » — a fait allusion aux problèmes internes de la C.F.D.T., compte tenu de ses courants « gauchistes ». M. Krasucki a rappelé que la C.G.T. avait, depuis des mois, alerté les dirigeants cégétistes sur l'influence de ces

gauchistes mais qu'elle n'intervenait nullement « intervenir dans ses affaires ». Il a toutefois récusé « une proposition de la C.F.D.T. à rendre responsable la C.G.T. de ces difficultés ».

INGULPATION. LE 28 JUILLET, DE QUATRE MILLE TANTS SYNDICAUX licenciés par les établissements Foclain pour avoir séquestré, le 31 mars dernier, le directeur de l'entreprise. Après le refus de licenciement formulé par les inspecteurs du travail de Creil et de Compiègne, le ministre du travail avait, le 6 juillet, autorisé, par recours hiérarchique, le licenciement des quatre militants.

LIP. — LA FEDERATION DE LA METALLURGIE C.G.C. regrette l'initiative extralégale de la C.F.D.T. de constituer un « trésor de guerre », initiative « prise en rupture de la solidarité intersyndicale ». La C.G.C. réserve cependant sa « condamnation » à « l'insertion des pouvoirs publics ». Les métallurgistes C.F.D.T. ont réaffirmé leur « solidarité active » avec les grévistes de Lip. Ces derniers envisagent une reprise en septembre de l'activité de l'usine qui, sans se limiter à la production de montres, s'étendrait à la fabrication de divers gadgets ou produits artisanaux.

Cet avis n'est ni une offre de vente, ni une sollicitation d'offre d'achat de l'un quelconque de ces titres. Cette offre est faite seulement par l'offre d'achat.

75.000.000 U.S. Dollars



Banque Française du Commerce Extérieur

Obligations 8.95% Echéance 15 juillet 1983

Garanties inconditionnellement par

L'Etat Français

Prix 100% (plus les intérêts échus)

White, Weld & Co. Incorporated

The First Boston Corporation

EuroPartners Securities Corporation

Bache Halsey Stuart Inc.	Banque Nationale de Paris	Blyth Eastman Dillon & Co.	Dillon, Read & Co. Inc.
Drexel Burnham & Co.	Goldman, Sachs & Co.	Hornblower & Weeks-Hemphill, Noyes	
E. F. Hutton & Company Inc.	Kidder, Peabody & Co.	Kuhn, Loeb & Co.	Lazard Frères & Co.
Lehman Brothers	Loeb, Rhoades & Co.	Merrill Lynch, Pierce, Fenner & Smith	
Paine, Webber, Jackson & Curtis	Reynolds Securities Inc.	Salomon Brothers	
Smith Barney, Harris Upham & Co.	SoGen-Swiss International Corporation		
Warburg Paribas Becker Inc.	Wertheim & Co., Inc.	Dean Witter & Co.	
Arnold and S. Bleichroeder, Inc.	ABD Securities Corporation	Banque Française de Dépôts et de Titres	
Basle Securities Corporation	Caisse des Dépôts et Consignations	Crédit Commercial de France	
Credit Suisse White Weld	Robert Fleming	Kleinwort, Benson	
Kredietbank S.A. Luxembourgeoise	Kuwait International Investment Co. s.a.k.		
New Court Securities Corporation	Suez American Corporation	URS-DB Corporation	
Westdeutsche Landesbank Girozentrale	A.E. Ames & Co.	Daiwa Securities America Inc.	Lepereq, de Neufville & Co.
Nomura Securities International, Inc.	Wood Gundy Incorporated	Yamaichi International (America), Inc.	

21 juillet 1976

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AFFAIRES

BILLET

QUAND L. M. T. A DU VAGUE A L'ÂME

L'écheveau du téléphone

M. Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, a effectué à la fin de la semaine dernière, une visite fort remarquée aux usines L.M.T. de Boulogne-Billancourt. Ce déplacement, décidé brusquement, à l'initiative, semble-t-il, de la direction générale des télécommunications et du groupe Thomson (nouveau patron de L.M.T. depuis le rachat de celle-ci à I.T.T.), répondait à un double objectif : rassurer à l'interieur un personnel quelque peu déorienté par les subtils sinuements de la politique industrielle des P.T.T. ; manifester, pour l'extérieur, les ambitions de Thomson sur le marché des centres de transit temporels, convoité par la C.G.E.

Pour L.M.T., la situation, au lendemain des décisions de l'Elysée en matière de politique des télécommunications, pouvait apparaître inconfortable. Ses équipes de techniciens étaient prises en tenaille, entre d'une part l'ancienne « amie ennemie », la C.G.E.T. (restée dans le giron d'I.T.T.), qui a obtenu la maîtrise technologique du développement du Métacompta, et d'autre part le central spatial urbain Aze (et sa version en centre de transit Ake) du Suédois Ericsson, dont Thomson est chargé officiellement de la fabrication et du développement en France. « Que nous reste-t-il », à part la sous-traitance ? C'est bien la peine de nous avoir « trahis », si c'est pour nous faire fabriquer des matériels étran-

gers », murmuraient les salariés de L.M.T.

M. Segard a tenté de répondre à leurs inquiétudes. Le plan de charge de l'entreprise devrait être largement assuré, puisque L.M.T. continuera à fabriquer beaucoup de centres electro-mécaniques. « Nous comptons sur vous pour développer, sur crédits d'étude, et réaliser les modifications qu'il est nécessaire d'apporter aux centres existants pour les rendre compatibles avec le futur plan de numérotage et les nouveaux services à apporter aux abonnés », a déclaré le ministre. Pour la fabrication du Métacompta, le gouvernement n'a pas souhaité que L.M.T. collabore avec la C.G.E.T., afin de « parvenir à une répartition des tâches industrielles ». Sur ce dernier point, la marge de manœuvre de L.M.T. restera toutefois limitée.

Pour l'avenir, le groupe Thomson entend utiliser les recherches des ingénieurs de L.M.T. sur la communication temporelle. Un prototype de central de transit « tourne ». Son nom : C.T.T. Il y a une quinzaine de jours, la C.G.E. se déclarait prête à prendre une première commande pour un central de transit temporel E 12 de grande capacité au début de 1977, la livraison intervenant dans un délai de trente mois. Aujourd'hui, Thomson, à travers L.M.T., se déclare en mesure d'honorer dans les mêmes conditions de délais et de prix une commande pour son central C.T.T. Au passage, M. Jean-

Pierre Bouyssonie, le nouveau P.-D. G. de Thomson-C.S.F. et de L.M.T., a souligné que sa société bénéficie de crédits d'étude de la part des P.T.T. au même titre que le groupe C.G.E.

Bref, les grandes manœuvres se poursuivent. Chaque industriel tente ses piques, quitte les commandes et les crédits d'étude. Et chaque jour qui passe embrouille un peu plus l'écheveau du téléphone. Métacompta à mi-séjour, Métacompta à relais Read, Aze, A.K.E., E.10, E.12, C.T.T. — A croire que la France ne souffre pas d'une pénurie de téléphone, mais d'une pléthore de systèmes.

Tout ceci réjouit apparemment les pouvoirs publics, qui ont fait de la « concurrence » et de « l'internationalisation » leurs maîtres mots. Mais le mieux n'est-il pas l'ennemi du bien ? Il est des moments, surtout dans les technologies de pointe, où il faut éviter une politique et s'y tenir. La concurrence est une bonne chose si elle ne tourne pas à l'internationalisation. Les alliances internationales sont souhaitables, à condition que les entreprises françaises ne se contentent pas de servir de réseau commercial aux groupes étrangers. Au lendemain de la « francisation » de L.M.T. et de la filiale française d'Ericsson, on a parlé de la « défilete d'I.T.T. » et du groupe suédois. Mais il est des défaites qui ressemblent fort à des victoires.

J.-M. QUATREPOINT.

LA PRODUCTION INDUSTRIELLE JAPONAISE a progressé de 0,5 % au mois de juin par rapport au mois de mai (où elle avait régressé de 1,5 %). Pour les prochains mois, le ministère du commerce

international et de l'industrie (MITI) prévoit une certaine irrégularité de la production industrielle. — (A.F.P.)

LA COMPOSITION DU CONSEIL SUPERIEUR DES CLASSES MOYENNES a été

publiée au Journal officiel du 29 juillet. Présidé par M. Vincent Auzanier, ministre du commerce et de l'artisanat, ce conseil, institué par un décret du 20 novembre 1975, comprend vingt-six membres.

B.A.S.F. VEUT CÉDER

SES ACTIVITÉS D'ENREGISTREMENTS MUSICAUX

Le groupe chimique allemand B.A.S.F., numéro deux mondial avec un chiffre d'affaires de 22,5 milliards de D.M., a engagé des pourparlers avec plusieurs firmes étrangères en vue de céder ses activités dans le domaine des enregistrements musicaux.

C'est en 1971 que la B.A.S.F. s'était lancée dans la fabrication de disques et de bandes magnétiques en cassettes. Cette activité devait se révéler peu rentable. Afin de respecter les contrats conclus avec les artistes et les producteurs d'enregistrements musicaux, les dirigeants de la firme de Ludwigshafen, plutôt que d'arrêter la production, ont préféré chercher un acquiescent.

Des conversations se déroulent actuellement avec Deutsche Grammophon et Polygram (filiales du groupe Philips), Polygram (50 % Siemens, 50 % Philips), Melba (50 % A.E.G., 50 % Decca), Ariola (groupe d'édition Bertelsmann), Electrola (groupe EMI), Sony et la firme américaine C.B.S.

DES CONTACTS ONT ÉTÉ PRIS POUR LA REPRISE DE LA BOULANGERIE CADOT

Le secrétariat d'Etat aux industries alimentaires s'efforce de trouver une solution pour éviter la liquidation définitive de la boulangerie industrielle Cadot. Cette firme, qui a réalisé en 1975 un chiffre d'affaires de 20 millions de francs, a été mise en liquidation le 2 juillet. Les deux cent soixante salariés, victimes d'un licenciement collectif, occupent les locaux depuis le 2.

Pour les services de M. Tibéri, il n'est pas facile de trouver une solution satisfaisante.

Des contacts ont été pris notamment avec le groupe britannique Rank-Hovis, qui est en passe de devenir l'un des géants du pain industriel. Il contrôle notamment, en France, Sotrapalm. Pour le moment, on « discute », et il n'y a « encore aucune proposition sérieuse », indique-t-on au secrétariat d'Etat. Une reprise de Cadot par le groupe d'outre-Manche poserait un problème de politique industrielle.

CONJONCTURE

Quels seront les résultats français en 1976 ?

COMPARAISON DES PREVISIONS (EN %) FAITES PAR LE GOUVERNEMENT, L'O.C.D.E. ET LES CHAMBRES DE COMMERCE

	O.C.D.E.* (juillet)	Gouvernement (avril)	Chambre de commerce de Paris* (juillet)
LES RESSOURCES DE LA NATION :			
Produit intérieur brut	+ 6,25 (4,5)	+ 5	+ 5,8
Importations	+ 14,25 (14,5)	+ 12,4	+ 15
EXPLOIT DES RESSOURCES DE LA NATION :			
Consommation		+ 3,9	
dont :			
Consom. des ménages	+ 4,5 (4)	+ 4,1	+ 4
Investissements	+ 2,25 (2)	+ 0,8	
dont :			
Inv. des entreprises	+ 0,2 (+ 0)	+ 1,3	+ 2
Inv. des ménages		+ 0	
des administrations	+ 10 (7,5)	+ 0,5	+ 10
Exportations	+ 10,5 (10,5)	+ 6,4	+ 6
HAUSSE DES PRIX A LA CONSOMMATION :			
En moyenne annuelle	+ 10,5 (12)	+ 8,7	+ 11

(*) Entre parenthèses, prévisions pour le deuxième semestre.

(**) Hypothèse tenant compte d'un restockage à concurrence de 5 milliards de francs.

UN DIFFICILE ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE

La déclaration de M. Giscard d'Estaing, au conseil des ministres de mercredi, pourrait passer pour une simple confirmation de son propos du 5 mai — en conseil des ministres, également — en faveur d'une « situation équilibrée des finances publiques ». M. Fourcade avait alors fait adopter le principe d'une majoration maximale des dépenses budgétaires de 13,7 % en 1977, les crédits de l'Etat étant fixés à 333 milliards de francs l'an prochain. Il semble en fait, que le président de la République ait poursuivi un triple but en prenant position pour l'équilibre budgétaire en 1977 : « sans impôts nouveaux ».

— Décourager la spéculation contre le franc, l'équilibre des

finances publiques d'un Etat étant considéré par les cambistes comme un indice décisif de la solidité de sa monnaie ;

— Montrer que, en dépit d'un nouveau déficit important cette année (de l'ordre de 15 milliards de francs), l'objectif officiel demeure le retour à l'équilibre ;

— Enfin, et surtout, faciliter le travail d'économies budgétaires entrepris par M. Fourcade, puisque les chiffres de dépenses retenus en mai pour 1977 impliqueraient le recours à des ressources fiscales supplémentaires. Si celles-ci disparaissent, un nouveau « four de vis » sera nécessaire, qu'il faudra imposer aux divers départements ministériels.

A L'ÉTRANGER

Le déficit budgétaire annuel des États-Unis a dépassé 65 milliards de dollars...

Washington (Agf). — Le déficit budgétaire des États-Unis a atteint le chiffre record de 65,8 milliards de dollars (325 milliards de francs) pour l'exercice fiscal achevé le 30 juin. Ce montant, qui ne comprend pas les déficits de diverses agences fédérales, représente 4,3 % du produit intérieur brut américain (ce qui correspondrait à un déficit du budget français de 63 milliards de francs !).

Le déficit américain est toutefois inférieur à celui qui avait été prévu au début du printemps (77 milliards de dollars). Ce résultat provient pour l'essentiel d'une contraction des dépenses par rapport aux prévisions, mais aussi d'une augmentation des rentrées fiscales, plus fortes que prévu.

Les dépenses de l'Etat ont atteint 365,6 milliards de dollars et les recettes 300 milliards. L'exercice 1976-1977 était soldé par un déficit de 43,6 milliards. Pour la période du 15 juillet au 30 septembre, trimestre de transition (car les exercices budgétaires s'ouvriront désormais le 1^{er} octobre), les experts s'attendent à un déficit de 20 milliards ; pour le prochain exercice, ils parlent d'un déséquilibre de 47,5 milliards de dollars.

de 1,4 %, se situant à 9716 millions.

Depuis le début de l'année, le commerce extérieur américain a été régulièrement déséquilibré, en mai (+ 386 millions). Seul pour l'ensemble du premier semestre, le déficit a atteint 1 048 millions de dollars, à comparer à l'excédent de 5 046 millions de dollars réalisé durant la même période en 1975. Le déficit serait de 2 à 3 milliards pour l'exercice de l'année, alors que 1976 un surplus de 11 milliards avait été réalisé.

IMMIGRÉS

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME ET LE COMITÉ DE DÉFENSE DES LIBERTÉS PRÉPARENT UNE ACTION COMMUNE EN FAVEUR DE M. KONATÉ.

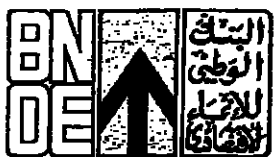
Les partis signataires du programme commun (P.C.F., P.S., Mouvement des radicaux de gauche), ainsi que le P.S.U., la C.G.T., la C.F.D.T. et la Fédération de l'éducation nationale — toutes organisations membres du comité pour la défense des libertés — devaient se réunir ce jeudi, en fin de matinée, au siège de la Ligue des droits de l'homme, à Paris, pour organiser une action commune, afin d'obtenir que la seconde mesure d'expulsion prise contre M. Moussa Konaté soit, comme la première, rapportée (le Monde du 29 juillet).

La veille, au cours d'une conférence de presse à l'Assemblée nationale sous la présidence de M. Jean Colpin, membre du bureau politique du P.C.F. en présence de M. Konaté, M. Borker, avocat au barreau de Paris, avait annoncé que des démarches avaient été faites auprès du président de la République, du premier ministre et du ministre de l'Intérieur, après l'entrevue accordée au travailleur malien par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale. Il a cité une longue série de témoignages visant à montrer que les accusations du ministre de l'Intérieur étaient « totalement infondées ».

A propos des déclarations faites par M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés, M. Jean Colpin a ajouté : « Quelles portes réelles peuvent avoir les lois d'immigration régionales par M. Dijoud, quand on sait que le secrétaire d'Etat s'est solidarisé avec le ministre de l'Intérieur ? »

Cet annonce est publiée uniquement à titre de renseignements.

le 8 juillet 1976



\$40,000,000

Banque Nationale pour le Développement Economique

Crédit à moyen terme

Garanti par.

Le Royaume du Maroc

Dirigé par

First Boston (Europe) Limited

Chemical Bank

co-dirigé par

Bank of Montreal

Morgan Guaranty Trust Company of New York

et fourni par

Chemical Bank

Bank of Montreal

Morgan Guaranty Trust Company of New York

Mellon Bank, N.A.

World Banking Corporation S.A. Luxembourg — WOBACO —

Banque Nationale de Paris

European Arab Bank (Brussels) S.A.

First National Bank in Dallas

First Pennsylvania Bank N.A.

Bank of Scotland

The Bank of Tokyo Trust Company

Banque Marocaine du Commerce Extérieur Agence de Paris

Crédit Chimique

The Riggs National Bank of Washington, D.C.

Toronto Dominion Bank

Banque d'Agence : Chemical Bank

Pour louer une voiture en Irlande, réservez chez

europcar 645.21.25

Etat d'Arkansas Bureau Européen du Gouverneur

Av. Louise 437 B-4 8 1050 Bruxelles Belgique

Arkansas USA

Pour renseignements sur les investissements et les possibilités commerciales, prenez contact avec Robert Adcock et Thérèse Stigol, représentants européens. Tél. : (0) 645-20-24.

هنا من الأمل

